

Toutes les exportations  
nucléaires seront supervisées  
par le conseil créé à cet effet

LIRE PAGE 7  
L'ARTICLE DE J.-L. LAVALLARD

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;  
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,  
12 fr. ; Canada, 5 \$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,  
18 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 300 L. ; Japon, 120 y.  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,  
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;  
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.  
Tarif des abonnements page 15  
5, RUE DES ITALIENS  
75127 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Tél. Paris n° 630572  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

## « Redressement national » en Uruguay

La prise de fonctions, le 1<sup>er</sup> septembre, à Montevideo, de M. Aparicio Mendez, allait marquer le début d'une étape plus libre pour le régime né du coup de force de 1973 ? Les Uruguayens qui avaient pu nourrir des doutes à ce sujet ont été rapidement éclairés. Le premier acte du nouveau président, élu le 11 juillet dernier par un organe où les militaires sont tout-puissants, a été la signature d'un décret privant de leurs droits politiques, pour une durée de quinze ans, plusieurs centaines de citoyens uruguayens.

Parmi eux figure M. Juan María Bordaberry, évincé le 12 juin dernier de la présidence de la République. On pourrait ironiser sur ce tardif scrupule : le mal élu de 1971, maintenu dans ses fonctions pour servir de paravent à l'usurpation du pouvoir par les militaires, vient d'être reconnu, par ses anciens protecteurs, indigne d'être éligible et même électeur !

Sont frappés de la même peine tous les parlementaires élus en 1971, et tous les leaders des grands partis traditionnels — dont M. Wilson Ferreira Aldunate, dirigeant de la formation conservatrice « blanco », devenu l'une des figures de proue de l'opposition. Les dirigeants des organisations de gauche, interdites, se voient privés à vie du droit de vote.

Cette escalade dans la répression a été voulue par les militaires. Elle a, en revanche, provoqué de sérieux réajustements dans le personnel politique devant la dictature. M. Alejandro Vegg Villegas, longtemps ministre de l'économie du régime, l'un des rares civils — avec l'ambassadeur des États-Unis — ayant une influence en Uruguay, a, selon des indications concordantes, été des réserves sur la tenue du régime. M. Aparicio Mendez, ce jeune et brillant économiste pouvait difficilement cautionner une mesure plaçant hors la loi la totalité de la classe politique d'un pays qu'il souhaitait visiblement diriger un jour. En attendant, M. Vegg Villegas, qui a quitté le gouvernement, exercera ses talents au sein du Conseil d'État créé en décembre 1973 pour « remplacer » le Parlement dissous six mois plus tôt.

La décision d'infliger la mort civile à tous les citoyens qui, de la gauche à la droite, ont joué un rôle sur la scène politique n'est que l'une des étapes d'un plan de « redressement national » sur lequel les militaires se sont laborieusement mis d'accord ces derniers mois. Contre le vœu de M. Bordaberry, qui voulait perpétuer sa présence à la tête de l'État, les forces armées se sont prononcées pour une évolution progressive vers un modèle de « démocratie limitée ». En 1981, en principe, les deux partis traditionnels, « blanco » et « frentista », devraient présenter un candidat unique à la présidence, alors qu'ils auraient chacun leur candidat en 1986.

Les Uruguayens, qui ont accueilli avec indifférence les changements récemment intervenus à la tête de l'État, ne se font guère d'illusion sur la réalité de l'ouverture annoncée. Toutes les mesures prises depuis trois ans ont un point commun : leur caractère anti-démocratique. L'interdiction de toute vie politique visait à briser l'élan de la gauche, en progressant depuis dix ans, sur le plan parlementaire notamment. La suspension « de facto » des libertés individuelles — manifestée par la détention de milliers de citoyens et l'usage systématique de la torture contre les prisonniers politiques — a pour but de freiner les progrès du mouvement syndical. La mise en œuvre, avec la bénédiction de Washington, d'une politique économique hyperlibérale a pour but de consolider les privilèges d'une oligarchie terrifiée au déclin de la majesté des Uruguayens, condamnés à la misère, et pour beaucoup d'entre eux, au chômage, voire à l'exil. Peut-on reconnaître une démocratie sur de telles bases ?

## Pékin met à profit les séismes pour renforcer la lutte contre le révisionnisme

Rendant hommage, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, aux victimes du séisme du 28 juillet et aux équipes de secours, M. Hua Kuo-feng, premier ministre chinois, a affirmé que la campagne prétendument engagée contre le « révisionnisme » avait beaucoup contribué à la mobilisation de la population à la suite de la catastrophe de Tang-Chan. Les dirigeants mettent à profit les séismes pour renforcer la lutte contre les partisans de M. Teng Hsiao-ping. Ils admettent cependant qu'à Tang-Chan des actes de « sabotage » ont été commis.

Le régime entend donner une image d'unité et Chine nouvelle a rappelé à cette occasion que M. Mao Tse-tung se trouve actuellement à Pékin. L'agence démentait ainsi les rumeurs d'un départ en province du président.

De notre correspondant

Pékin. — Le premier ministre chinois, M. Hua Kuo-feng, a pris la parole, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, au cours d'une vaste conférence organisée en l'honneur des héros de Tang-Chan et de la région éprouvée par le tremblement de terre du 28 juillet. La plupart des hauts dirigeants assistaient à cette manifestation à laquelle avaient été conviés trois mille cinq cents représentants des populations sinistrées et des équipes de secours, venues à Pékin par train spécial. Plusieurs milliers de personnes les avaient accueillis à la gare et les assistants étaient nombreux et honorés de se réunir dans la capitale où se trouve le grand dirigeant, le président Mao. C'est une manière de démentir les rumeurs qui circulent avec insistance depuis quelques jours, selon lesquelles le président avait quitté Pékin. D'autre part, le jeune vice-président du comité central du P.C., M. Wang Hong-wen, a dirigé la manifestation. Sa présence, comme celle de personnalités les plus diverses au sein du bureau politique et du gouvernement de Mme Chiang Ching-kuo, vient à l'appui de l'image d'unité et à confirmer que « la lutte contre la bourgeoisie au sein du parti » ne doit aucunement déboucher, à l'heure actuelle au moins, sur des querelles entre factions au sommet du régime.

ALAIN JACOB.

## Hommage aux sismologues

Sans donner de précisions nouvelles sur les pertes et les dégâts causés par le tremblement de terre, M. Hua Kuo-feng a cependant souligné le caractère extrêmement « sérieux » des dommages. Mais ce fut pour démontrer le courage et la rapidité de réaction à la fois des cadres locaux et des sauveteurs accourus de diverses provinces du pays. En même temps, la lutte contre la catastrophe était mise sur le même plan que le mouvement de critique contre M. Teng Hsiao-ping et sa « ligne révisionniste ». Elle en était même présentée comme une application, à la fois parce que le mouvement de critique a facilité la mobilisation des énergies et parce qu'il a contribué à orienter le travail des survivants et des équipes de secours.

On note qu'à plusieurs reprises le premier ministre chinois a fait allusion aux activités des « ennemis de classe » dans la période consécutive au séisme, parlant même de « sabotage » et félicitant les organes de sécurité pour leurs efforts en vue « de protéger la propriété de l'État et maintenir l'ordre public ».

Fondamentalement, le message de M. Hua Kuo-feng était un appel à la confiance dans l'avenir, une assurance que le peuple, l'armée, le P.C., et tous les secteurs les plus rigoureux et surmontant n'importe quelle difficulté. Si ajoutent des consignes de travail et d'ordre, et il est précisé que les auteurs de « délits sérieux » seront « punis conformément à la loi ».



le mur de Cartier

Paris

## Les syndicats et les mesures d'austérité

### M. Barre a six mois pour prouver l'efficacité de son plan anti-inflation

nous déclare M. André Bergeron

M. Giscard d'Estaing a reçu, jeudi matin, MM. Pierre Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat, et R. Galley, ministre de la coopération. Il devait ensuite s'entretenir avec MM. de Lipowski, ministre de la coopération dans le précédent gouvernement, Michel Durafour, ministre délégué (économie et finances) et, en fin d'après-midi, M. Barre, premier ministre.

Celui-ci a réuni, jeudi matin, les préfets de région après avoir reçu M. Christian Bonnet, ministre de l'agriculture. Il recevra la semaine prochaine les dirigeants du patronat et des syndicats, avant de mettre définitivement au point le plan de lutte contre l'inflation. La méfiance des organisations syndicales semble s'accroître à mesure que filtrent les rumeurs sur le dispositif envisagé par le premier ministre.

Si l'hostilité est générale contre toute tentative de politique de revenus et contre un plan qui se répartirait pas équitablement l'effort entre les diverses catégories des Français, les attitudes sont plus nuancées s'agissant du financement fiscal des mesures sur la sécheresse ou de la couverture du déficit de la Sécurité sociale (avec déplatement ou non des cotisations). Curieuses de connaître

les projets de M. Barre, la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont cependant pas fermé la porte à la négociation, bien au contraire, même si elles se défendent d'espérer des concessions importantes de la part du nouveau gouvernement. Dans une déclaration qu'il a faite au « Monde », le secrétaire général de Force ouvrière, M. Bergeron, déclare que « M. Barre a six mois pour prouver l'efficacité de son plan anti-inflation ».

Interrogé sur un éventuel freinage du pouvoir d'achat, assorti de garanties sur la durée du travail, les retraites et le SMIC, il ne répond ni oui ni non, laissant la porte ouverte aux suggestions. Le même esprit de prudence ouverte se manifeste quand M. Bergeron confirme la position de F.O. en faveur d'un déplatement progressif des cotisations sociales et quand il admet un prélevement sur tous les revenus, pour venir en aide aux petits agriculteurs victimes de la sécheresse (il lance à ce propos l'idée d'un système professionnel d'indemnisation géré par les syndicats agricoles, à l'exemple de ce qui existe pour les salariés touchés par le chômage). Le consensus social étant, selon lui, impossible à réaliser en France, M. Bergeron condamne toute tentative de politique des revenus.

« Vous avez toujours défendu, appliqué et vanté la politique contractuelle et les avantages qu'en tiraient les travailleurs, par exemple dans le secteur nationalisé et public pour les salaires. Ces dernières années, ces négociations se sont traduites, si l'on se rapporte à l'indice officiel des prix, par une augmentation du pouvoir d'achat d'environ 3 %, et même de 4 à 5 % en 1975 soit quasiment l'année dernière que dans le secteur privé pour les ouvriers. Pensez-vous que la lutte contre l'inflation peut être menée sans limitation partielle de ce pouvoir d'achat ? Êtes-vous attaché à

une progression de 3, voire 4 à 5 % de salaire réel, comme en 1975 ?

— Il convient d'abord d'avoir à l'esprit qu'il y a dans les accords de la fonction publique et du secteur nationalisé deux aspects : 1) les augmentations dites en niveau, qui se sont situées autour de 10, 11 ou 12 % selon les cas ; 2) l'augmentation de la masse salariale qui tient compte d'autres éléments, par exemple l'augmentation d'indemnité de résidence, les glissements catégoriels et parfois des modifications de classification. Mais il ne faut pas exagérer. Je voudrais rappeler que les organisations F.O. ont été mises

en accusation depuis plusieurs années parce qu'elles signaient des contrats que d'autres jugeaient insuffisants. Quand nous comparons la situation dans le secteur public et nationalisé et le secteur privé, on s'aperçoit que le désordre existe dans l'industrie, le commerce et l'agriculture, et par conséquent le vœu d'être disparités, inégalités et par conséquent injustice. Or le désordre nourrit l'inflation. Pour mener une politique de lutte contre l'inflation, il convient d'abord de savoir où l'on met les pieds.

Propos recueillis par  
JEAN-PIERRE DUMONT.  
(Lire la suite page 23.)

## CHYPRE MENACÉE DE PARTITION

Les Chypriotes grecs se rendront aux urnes le dimanche 5 septembre pour élire leurs représentants à la nouvelle Chambre des députés : ces premières élections parlementaires organisées à Chypre depuis le débarquement turc de juillet 1974 opposent essentiellement le Rassemblement démocratique présidé par M. Glafcos Clirides, ancien chef de la délégation chypriote grecque aux négociations intercommunautaires, et une alliance électorale comprenant le Front démocratique

de M. Spyros Kyprianou, ancien ministre des affaires étrangères, le parti communiste Akel et le parti socialiste Edek de M. Vassos Lyssarides. Onze personnalités indépendantes se présentent à titre individuel.

Pour la première fois depuis l'indépendance de Chypre, les Chypriotes turcs ne participent pas aux élections : ils se sont unilatéralement constitués en État fédéré turc de Chypre et ont élu, en mai 1976, une Assemblée nationale indépendante.

### I. — La ligne Attila

De notre envoyé spécial  
JEAN GUEYRAS

la traversée des convois de l'ONU qui continuent de transporter vers le sud des réfugiés chypriotes grecs.

En août 1975, il restait encore près de douze mille Grecs en territoire turc et environ dix mille Turcs dans le Sud. Ces derniers, aux termes d'un accord conclu à Vienne, ont été autorisés à se rendre dans le Nord, où se trouve désormais rassemblée la totalité de la population chypriote turque de l'île. Il avait cependant été convenu que les Grecs du Nord, éparpillés à Kyrenia, Bellapais et surtout dans la péninsule de Karpas, seraient autorisés en contrepartie à y résider et travailler librement. Depuis, Kyrenia et Bellapais — le village que Lawrence Durrell a rendu célèbre — ont été entièrement vidés de leurs habitants grecs, et il ne reste plus que six mille cinq cents Chypriotes grecs qui s'obstinent à ne pas quitter le sol natal. L'exode se poursuit cependant inexorablement au rythme d'une quarantaine de réfugiés par jour, et il est fort probable que, dans un an, il ne restera plus un seul Grec dans le Nord.

Les autorités turques protestent de leur bonne foi et affirment que tous les nouveaux départs se font sur une base strictement volontaire. En réalité, tout en respectant la lettre de l'accord de Vienne, elles multiplient les tracasseries administratives et les contraintes qui rendent impossible toute existence normale pour les paysans de Karpas. C'est ainsi que ces derniers doivent se présenter deux fois par jour aux autorités militaires et n'ont pas le droit de s'éloigner de plus d'un kilomètre de leur ferme sans autorisation préalable.

Les maisons et fermes abandonnées par les Grecs sont aussitôt occupées par les « colons » venus du continent turc, notamment d'Anatolie. Leur nombre est estimé, par les diplomates occidentaux en poste à Nicosie, à environ vingt mille, alors que les officiels chypriotes grecs avancent le chiffre de cinquante mille.

(Lire la suite page 2.)

## AU JOUR LE JOUR

## DES SOUS !

Ce qui est important, ce n'est pas l'argent qu'on donne aux agriculteurs et que l'érosion économique aura toujours pour récupérer, mais bien celui qu'on prendra aux autres pour le donner aux agriculteurs. En matière de politique des revenus, la ponction est plus opérante que la transfusion.

En fin de compte — et l'on ne s'en étonne pas chez un économiste de la classe de M. Raymond Barre, — la politique d'un gouvernement se résume à reprendre à l'intention des Français le slogan que les manifestants ont si souvent lancé vers le pouvoir : « Des sous, des sous ! »

ROBERT ESCARPIT.

## UN CAMPEMENT DE CAPSIENS

## Il y a sept mille ans au Sahara

Le 18 novembre 1965, M. Jacques Tixier (alors chargé de recherches au C.N.R.S.) et le docteur Guy Trécollis (médecin-chef de la clinique ophtalmologique de Ouargla) trouvent, au milieu des dunes proches de Ouargla (Algérie), un site néolithique exceptionnel : le bord Mellaia. Sur plus de 2 hectares, le sol est jonché de vestiges préhistoriques : silex taillés en trapezes, triangles ou rectangles, lames et lamelles, outils d'autruche entiers ou fragments de coquilles d'œufs d'autruche façonnés en perles et en rondelles, coquillages marins, pierres polies, quelques débris de céramique, traces de feu...

Sur ce campement préhistorique, tout est en place, tout a été abandonné tel quel, tout a été préservé pendant sept millénaires grâce aux caprices de dunes balayées. Combien de fois en sept mille ans ces dunes ont-elles recouvert puis découvert le site ? Nul ne le sait.

Un énorme et méticuleux travail de nettoyage — on ne peut parler de fouilles puisque tout ou presque était en surface — a été fait en 1965, en 1966 et en 1967 avec l'aide bénévole de MM. Francis Marnier (chirurgien-dentiste à Ouargla) et Mohamed Kahal (aide-dentiste). Au total, plus de vingt mille pièces ont été recueillies, après avoir été localisées à quelques centimètres près grâce à un quadrillage du terrain. Il s'est ensuivi une longue étude en laboratoire avec le concours de M. Michel Dauvois et de Mme Claire Hardy. Il s'agissait de trier, classer, comparer tous ces vestiges. Une synthèse enfin des innombrables informations ainsi récoltées a été faite pour tenter de reconstituer, autant que possible un moment de la vie de ces campements du cinquième millénaire avant notre ère.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 16.)



## L'AFFAIRE LOCKHEED

### Deux parlementaires néerlandais auraient été contactés par la firme américaine

De notre correspondant

Amsterdam. — Un détail du rapport de la commission des Travaux sur l'affaire Lockheed a été divulgué mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Les noms des deux parlementaires néerlandais qui auraient été contactés par la firme américaine sont maintenant connus. Ce sont M. Joop van Elzen, chrétien-démocrate catholique, président de la commission de défense du Parlement, et M. Adriaan Ploeg, député libéral, lui aussi spécialiste de la défense. Le rapport fait état d'une visite faite par les deux députés en question aux usines Lockheed en Californie pour s'informer sur les qualités de l'avion P-3. M. van Elzen, actuellement en Italie, a nié qu'il y ait eu alors une quelconque tentative de corruption.

### LES DOCUMENTS METTANT EN CAUSE M. ANDREOTTI SONT PROBABLEMENT FAUX déclarent les dirigeants de Lockheed

Burbank (A.F.P.). — Les informations publiées par un magazine italien et selon lesquelles le premier ministre, M. Giulio Andreotti, aurait illégalement reçu 28 000 dollars de la compagnie aéronautique Lockheed ont été démenties par un porte-parole de la firme. L'article, a précisé le porte-parole, était probablement basé sur des documents falsifiés.

Dans un communiqué rendu public mercredi 1<sup>er</sup> septembre, M. Gover Nobles, membre du service des relations extérieures de Lockheed, a déclaré que « la firme n'avait pas obtenu de copie des documents publiés par la presse italienne et décrits comme étant des lettres et des mémoires écrits par des dirigeants de Lockheed ». « Toutefois, a-t-il ajouté, après avoir examiné la question avec des collaborateurs dignes de confiance, la firme estime que ces documents doivent être des faux ».

Les informations incriminées avaient été publiées par le magazine hebdomadaire «l'Espresso». Selon ce dernier, la firme aéronautique aurait versé 40 000 dollars à des « contacts » italiens, dont 28 000 dollars à M. Andreotti, afin de faciliter la vente de dix-huit avions pétroliers P-3-B. Orion à la marine italienne.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chili

• LA COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES a déclaré, le 31 août, à Genève, que l'on était sans nouvelles de cinquante-deux citoyens chiliens arrêtés en 1973 dans leur pays. Près de mille cinq cents personnes ont ainsi disparu dans ce pays depuis le coup d'Etat de 1973. — (Reuter.)

### Etats-Unis

• LE PREMIER DES TROIS DÉBATS TVIÉS qui opposent M. Gerald Ford à M. Jimmy Carter aura lieu le 23 septembre et portera sur les problèmes économiques et sociaux. Ainsi en ont décidé le 1<sup>er</sup> septembre, les émissaires des deux candidats à la Maison-Blanche. La date des débats suivants n'a pas été fixée.

### Malaisie

• M. SAMAD ISMAIL, l'un des anciens dirigeants d'un important groupe de presse malaisien, le *New Straits Times*, a reconnu, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, que toute sa vie il avait été un militant communiste. Accusé de participer à un complot communiste, il avait été arrêté le 22 juin, en vertu de la loi sur la sécurité intérieure. Il a fait ces déclarations au cours d'un interrogatoire télévisé. — (A.F.P.)

### Portugal

• LE CONSEIL DE LA RÉVOLUTION a désigné le lieutenant-colonel d'aviation Jorge Ribeiro Cardoso pour remplacer en son sein le général Pinho Freire, qui avait démissionné de cet organe de souveraineté afin de garantir son commandement opérationnel. Cette nomination achève la réorganisation du Conseil de la révolution entreprise le 13 août. — (A.F.P.)

### Tchécoslovaquie

• M. BOHUSLAV CHNOUPK, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, qui fait

une visite de trois jours à Copenhague, a déclaré au journal danois *Politiken* qu'il n'y avait pas eu de négociations de paix ou cinq prisonniers politiques, condamnés non pas en raison de leurs idées, mais parce qu'ils avaient violé la loi. M. Chnoupek a dit qu'il était bête au point d'être incapable de préparer du café. — (U.P.I.)

### Thaïlande

• LES MANIFESTATIONS ANTI-VIETNAMIENNES se poursuivent dans le nord-est de la Thaïlande en dépit des arrestations et des instructions du premier ministre aux gouverneurs des provinces concernées de mettre fin à ces troubles. Quelques huit cents élèves d'un collège de Nakhon Phanom ont manifesté mardi 30 août pour exiger l'expulsion des ressortissants vietnamiens, accusés de faire concurrence aux Thaïlandais dans les provinces de Sakon-Nakhon et de Nong-Khai. La situation reste tendue. La police est en état d'alerte pour empêcher l'extension des manifestations. — (A.F.P.)

### Vietnam

• LE VIETNAM DESIRE NORMALISER SES RELATIONS AVEC LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, a déclaré mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Bonn, M. Nguyen Trung, chargé d'affaires de Hanoi. Il a évoqué la possibilité d'une coopération économique germano-vietnamienne et l'éventualité d'une aide économique de la R.F.A. au Vietnam. — (A.F.P.)

• LE NOUVEAU OBSERVATEUR DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM AUPRÈS DE L'ONU, Dinh Ba Thi, a fait appel, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, au gouvernement des Etats-Unis pour qu'il soutienne la candidature de son pays à l'organisation mondiale, conformément à la charte des Nations unies et aux traditions de liberté et de justice du peuple américain. Le Conseil de sécurité examinera le 8 octobre le 3<sup>e</sup> rapport de la candidature vietnamienne. — (A.F.P.)

## EUROPE

### République fédérale d'Allemagne

### Le chancelier Schmidt ne veut pas d'un duel télévisé avec M. Kohl

De notre correspondant

Bonn. — Les téléspectateurs allemands pourront suivre indirectement et en direct le duel télévisé Ford-Carter à l'occasion des élections américaines. Mais ils ne pourront vraisemblablement assister à une confrontation directe des deux candidats à la chancellerie pour les élections du 3 octobre prochain, M. Schmidt et M. Kohl. Le combat des deux Helmut n'aura sans doute pas lieu. M. Kohl le réclame pourtant à grands cris, mais le chancelier n'en veut pas. « Il se défile », protestent les chrétiens-démocrates, qui attendent d'un « duel » à l'américaine une consécration de leur candidat comme un homme pondéré, plutôt que des soubresauts de l'électeur moyen, face à un chancelier jouissant certes de la considération, sinon de la sympathie des autres hommes d'Etat, mais arrogant et souvent trop sûr de lui.

« Quand on entend dire que M. Schmidt se dérobe devant M. Kohl, on ne peut que sourire doucement », réplique le porte-parole du chancelier, officiellement, les dirigeants de la coalition libérale socialiste refusent un débat à la télévision parce que ce système politique de la République fédérale n'est pas présidentiel. Par égard pour M. Genscher, président du parti libéral et vice-chancelier, qui ne souhaite pas être rejeté dans la coulisse, ils ne veulent pas que M. Schmidt et Kohl occupent seuls le devant de la scène.

L'argument constitutionnel opposé par la coalition libérale socialiste n'est pas convaincant, car la République fédérale n'en est pas à son premier combat électoral. Les socialistes-démocrates sont d'autant plus mal placés pour invoker ce prétexte qu'ils invitent les électeurs non pas à élire tel ou tel candidat, à la députation, ni même à voter pour leur parti, mais à donner leurs deux voix au chancelier Helmut Schmidt (1).

Mais ils ont d'autres raisons. Les mêmes, en fait, que l'opposition chrétienne-démocrate. Selon les partisans de M. Schmidt, pouvoir affronter le chancelier est un

honneur qui se mérite. Or, celui-ci n'a pas assez de mots méprisants pour ce « prince provincial » qui ose lui disputer sa place. Ses amis sont tellement persuadés de sa supériorité qu'ils craignent que M. Schmidt, emporté par son tempérament, n'efface son rival et ne lui attire ainsi des « votes de compassion ».

« M. Kohl sera un adversaire plus sérieux... dans quatre ans, quand il aura acquis une expérience politique dans la capitale », déclare le tenant du titre dans ses tournées électorales. Il a transformé son refus d'un duel en argument politique. En se présentant comme son challenger, M. Kohl veut faire oublier que le véritable chef de l'opposition est M. Franz-Josef Strauss, explique-t-il en substance. Et il est vrai que, dans les débats où il paraît aux côtés de son encombrant allié, le candidat chancelier de la démocratie chrétienne guette constamment son approbation.

D. Vt.

(1) Chaque électeur de la R.F.A. dispose de deux voix. L'une pour élire un député dans sa circonscription, l'autre pour voter en faveur d'un parti.

### République d'Irlande

### LE PARLEMENT APPROUVE LA PROCLAMATION DE L'ÉTAT D'URGENCE

Dublin (Reuter). — Le Parlement irlandais a approuvé mercredi dix-huit et a pris effet l'état d'urgence destiné à donner au gouvernement de nouveaux moyens de lutte contre les mouvements extrémistes militants pour la république d'Irlande (le Monde du 2 septembre).

Au terme d'un débat de quinze heures, la Chambre basse a soutenu la proposition gouvernementale par soixante-dix voix contre soixante-cinq.

### Espagne

### La revue «Guardiana» n'est pas autorisée à publier une interview anti-franquiste

De notre correspondant

Madrid. — La revue hebdomadaire *Guardiana* a dû, sur le « conseil » du ministère de l'Information, changer la couverture de son dernier numéro et enlever deux pages qui contenaient une interview de M. Pedro Conde (chef du comité politique de la Phalange espagnole et de la Junta d'offensive nationale syndicaliste) où ce dernier affirmait que « Franco était un traître ». Cette revue avait eu, il y a quelques mois, des difficultés à publier l'interview de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol.

### Divisions

#### chez les phalangistes

Quatre groupes, en vertu de la loi récente sur les associations politiques, se réclament du nom de la Phalange pour former un parti politique. Le premier, ayant à sa tête les grands barons du franquisme et de la Phalange, comme M. Ramon Fernandez-Cuesta et José Antonio Gilron (l'ancien ministre), est qualifié par les autres phalangistes de « franco-fasciste ». Un autre groupe, dirigé par M. Diego Marqués, président des Cercles doc-

trinaux José Antonio, cherche à réaliser l'union des phalangistes qui collaborèrent avec Franco et de ceux qui refusèrent cette collaboration. Le troisième groupe, dénommé Phalange espagnole indépendante, mène la doctrine phalangiste à une sorte de mysticisme catholique. Enfin, le dernier, celui de M. Conde, se réclame de Manuel Hedilla, qui, à la mort de José Antonio Franco de Rivera, fondateur de la Phalange, fut nommé chef national du parti. En pleine guerre civile, Manuel Hedilla fut condamné à mort par Franco pour avoir refusé d'acquiescer, en 1937, le décret d'unification de la Phalange avec le Mouvement national-syndicaliste et les Falanges.

Le chef du parti unique appelé Phalange espagnole traditionnelle et des juntes offensives nationales, syndicalistes (P.E. de las J.O.N.S.) Manuel Hedilla fut gracié après être resté en prison une dizaine d'années. Ce dernier groupe est le plus extrémiste quant à ses opinions : en effet, M. Conde a déclaré à *Guardiana* que « Franco a été le bourreau de la Phalange » et qu'il fut « un traître ».

M. Rodolfo Martín, ministre de l'Intérieur, devra décider, mardi 7 septembre, lequel de ces quatre groupes a droit à l'héritage historique de la Phalange dont le sigle (P.E. de las J.O.N.S.) a encore un pouvoir d'attraction sur des milliers d'Espagnols. J.-A. N.

• Le gouvernement a interdit au parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) de tenir son congrès début novembre à Madrid s'il ne demandait pas au préalable son inscription sur le registre des associations politiques, conformément au décret royal du 5 juillet 1976, annoncé mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Le hebdomadaire *Centenario* 16. Le P.S.O.E. n'a pas jusqu'à présent demandé cette inscription. La Coordination démocratique, dont il fait partie, et qui regroupe les principales formations de l'opposition de gauche, ayant dénoncé le décret du 5 juillet qui exclut le parti communiste. — (A.F.P.)

## Chypre menacée de partition

(Suite de la première page.)

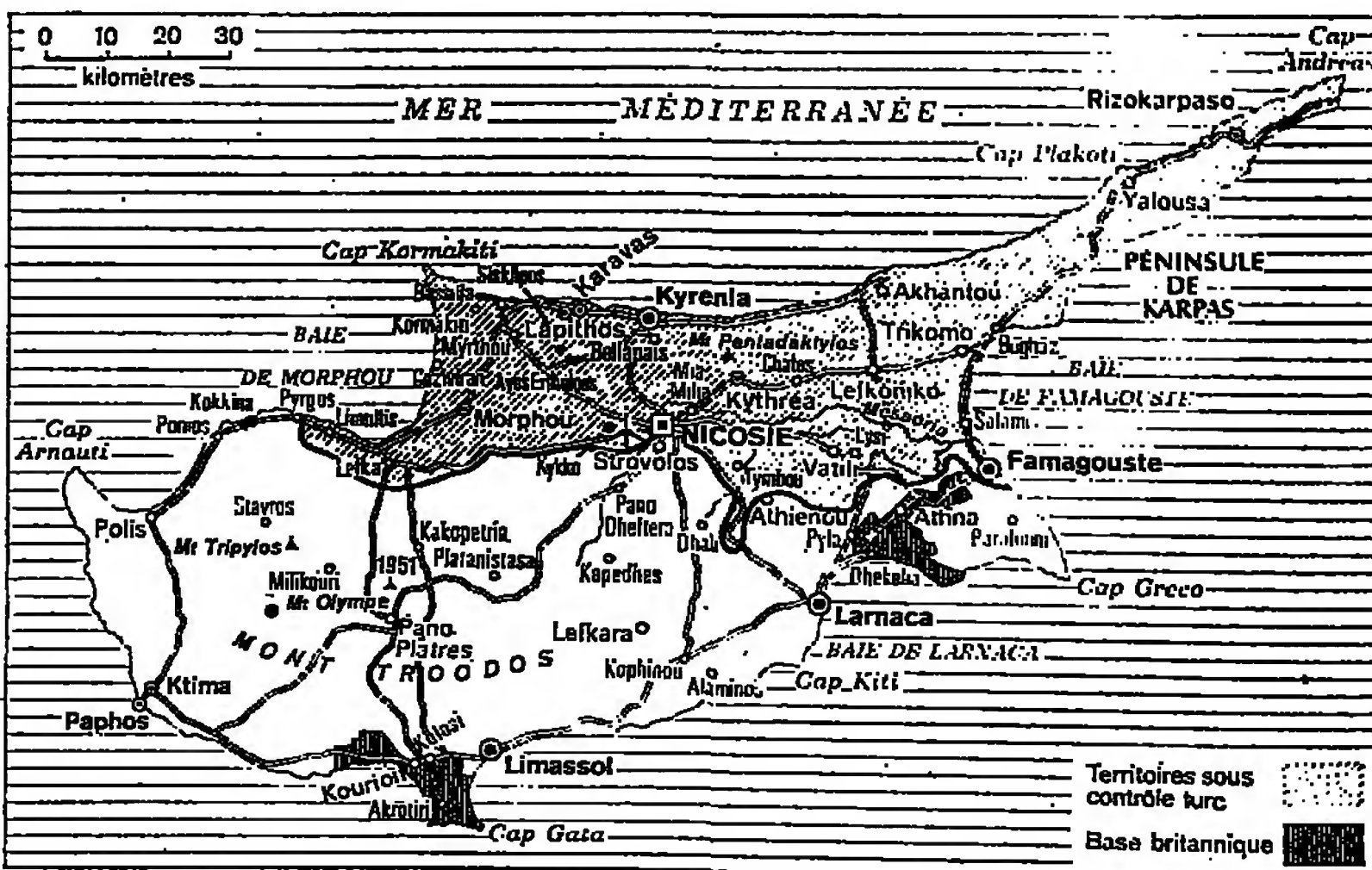
Les membres de l'entourage de M. Denktash, le leader de la communauté chypriote turque, reconnaissent pour leur part qu'il y a actuellement dix mille Turcs de la « mère patrie » installés à Chypre. Mais, pour eux, il ne s'agit que d'ouvriers saisonniers et de « techniciens » venus aider leurs frères de l'île. Avec les quelques milliers d'immigrés chypriotes turcs ramenés d'Angleterre, d'Australie ou d'autres pays, les trente mille soldats du corps expéditionnaire turc et les membres de leurs familles — qui sont considérés comme des citoyens à part entière — la population turque du nord de l'île serait maintenant proche de cent quatre-vingt mille.

Parallèlement à ces efforts pour assurer l'homogénéité ethnique du nord de l'île, les Chypriotes turcs se sont ingéniés à éliminer toute trace de présence grecque au nord de la « ligne Atila ». Une équipe de télévision britannique qui a pu, en avril 1976, visiter la population turque du Nord — en déjouant la vigilance des éclaireurs turcs — a constaté que seules quatre églises avaient échappé à la désacralisation (1).

Il semble cependant que depuis le début de l'année en cours des négociations au Nord afin de « contrôler » les opérations de « déshébrement ». Celles-ci s'effectuent, désormais, sous la stricte supervision de l'armée turque. C'est ainsi qu'en avril dernier Varosha, la ville nouvelle grecque de Famagouste — qui avait jusqu'alors été épargnée — a été officiellement « prise » par les militaires du corps expéditionnaire qui ont tout emporté, à bord de canons de 155 mm, en prenant bien soin toutefois de noter la provenance des objets « saisis ». Le « nettoyage » de Varosha, qui demeure jusqu'à présent inhabité, a probablement servi à meubler les appartements vides mis à cette époque à la disposition des « colons » turcs installés dans la région.

### La pluralité des pouvoirs

Ces mesures de « déshébrement » se sont accompagnées de la mise en place accélérée et méthodique des institutions de l'Etat fédéré turc de Chypre créé en février 1976. En mai 1976, les électeurs de la zone turque de l'île ont élu une Assemblée nationale et un gouvernement régional. Ils se sont donné également un pré-



sident de la République en la personne de M. Denktash. Celui-ci ne nous a pas caché que désormais « la tentation était forte de proclamer un Etat turc de Chypre », qui ne serait plus un Etat fédéré, « Mgr Makarios refusant obstinément d'envoyer une telle solution », mais un Etat totalement indépendant du Sud. Si cette menace, souvent brandie par les dirigeants chypriotes turcs, n'est pas exécutée, c'est que M. Denktash n'ignore pas qu'un tel Etat a peu de chances d'être reconnu sur le plan international. En plus, il sait qu'Ankara est vivement hostile à une telle initiative qui, à son avis, aboutirait fatalement à un double échec, solution qui impliquerait une présence militaire de la Grèce sur le flanc sud de la Turquie.

M. Denktash, qui est doublement tributaire d'Ankara sur le plan militaire et économique, hésite à sauter le pas. Pour l'instant, ses préoccupations sont d'un autre ordre. Plus de deux ans, après la partition de fait de l'île, la situation économique de l'Etat fédéré turc est loin d'être brillante. Il est vrai que le pire a été évité grâce à l'aide financière fournie par Ankara qui assure le financement de près de la moitié du budget local. L'ambassadeur d'Ankara qui fait figure de proconsul est doté de larges pouvoirs et est chargé du contrôle de la mission d'assistance au gouvernement turc. Il n'est cependant pas l'unique autorité et doit tenir compte

des desiderata de l'état-major du corps expéditionnaire turc et du nouveau gouvernement que M. Denktash a installé dans le secteur turc. Cette pluralité des centres de décision n'est pas faite pour dissiper les malentendus et les conflits entre les différentes composantes de la population turcophone de l'île et pour remédier à l'incertitude administrative qui gêne le développement économique du nord de Chypre.

Pour les dirigeants chypriotes turcs, ces déficiences ne constituent que des problèmes passagers qui seront résolus tôt ou tard. L'important pour eux est de consolider les faits accomplis. M. Denktash estime que l'Etat turc de Chypre s'étend actuellement sur 35,8 % du territoire de l'île (2), alors qu'historiquement les Chypriotes turcs sont, selon lui, les « propriétaires légitimes » des 32,5 % de Chypre. Il laisse ainsi entendre que les terres que les chypriotes turcs pourraient restituer au gouvernement de Mgr Makarios ne devraient pas dépasser 4 % des territoires actuellement contrôlés par l'Etat fédéral qu'il préside.

Au fil des mois, les positions de M. Denktash aux négociations intercommunautaires de Vienne se sont durcies. Lors de la reprise de ces entretiens en avril 1976, affirmait que « tout était possible ». En décembre 1975, après six mois de discussions infructueuses,

il ne parlait plus que « des lignes de démarcation qui devraient être corrigées ». Enfin, il évoqua au cours de la dernière phase des pourparlers de Vienne la nécessité d'« un ajustement mutuel des frontières », formule qui implique de toute évidence de nouvelles occupations dans le Sud. Les chypriotes turcs pensent d'ailleurs que le temps et la conjoncture internationale jouent en leur faveur.

JEAN QUEYRAS.

Prochain article :

### LA STRATÉGIE DE Mgr MAKARIOS

• L'ASSOCIATION SUISSE CONTRE LES ABUS DE LA PSYCHIATRIE A DES FINS POLITIQUES, dont le siège est à Genève, a adressé au colonel Sobenko, directeur de l'hôpital psychiatrique de Tchicherevna à Dniepropetrovsk en Ukraine, une lettre demandant de reconsidérer la situation de M. Boris Evdokimov et de le libérer. Ce journaliste a été arrêté en octobre 1972 pour propagande antisoviétique, puis interné dans un hôpital psychiatrique. Son état serait alarmant à la suite de traitements abusifs. — (Corresp.)

الجمهورية العربية السورية



# PROCHE-ORIENT

## Liban

APRÈS LA VISITE DE M. SARKIS A DAMAS

### Les dirigeants conservateurs durcissent leurs positions

Beyrouth (A.F.P.). — Les dirigeants du Front libanais (chrétien conservateur) se sont réunis une nouvelle fois mercredi 1<sup>er</sup> septembre pour examiner le « plan de paix » de la Ligue arabe, qui contient des propositions de caractère essentiellement militaire destinées à mettre un terme aux combats. Selon des sources proches de la Ligue arabe, les dirigeants conservateurs ont fait connaître au général Mohamed Hassan Ghannouch, commandant en chef de la force de paix arabe, leur point de vue qui sera transmis au commandement central palestinien-progressive. La radio phalangiste a indiqué que le « plan de paix » avait été amendé au cours de la réunion, à la demande de la Syrie. Il ne prévoit plus un retrait des troupes syriennes, mais mentionnerait celui des Palestiniens de la montagne, « dans le cadre d'un accord global, portant sur l'ensemble de la crise libanaise et qui sera appliqué par étapes ».

M. Daudi Chamoun, chef militaire du parti national libéral (chrétien conservateur), a déclaré mercredi soir, à l'issue d'une réunion avec M. Frangé, président de la République en exercice, qu'il pensait que le plan de paix allait échouer, « car il ne parle que de retrait partiel ». « En ce qui nous concerne, a-t-il ajouté, nous ne pouvons accepter une telle proposition comportant des conditions préliminaires. La seule solution, à

mon avis, est une solution militaire, qui tranchera radicalement la situation actuelle. Les étrangers doivent rentrer chez eux, les Palestiniens dans leurs camps et, en ce qui concerne les communistes, nous nous en chargeons ».

Un certain durcissement s'est également manifesté dans le mémoire adressé par le Front libanais à la Ligue arabe, qui remet en cause les accords du Caire de novembre 1969 révisant les relations entre P.O.L.P. et l'Etat libanais. Selon la Voix du Liban, contrôlée par le parti des Phalanges, ce texte indique qu'« il est difficile de croire encore à la coexistence des camps du Centre ». Le document dénoncerait en outre « les abus commis par les Palestiniens » ainsi que « les infiltrations mafieuses dans les rangs de l'armée, qui ont abouti à la dissolution de cette institution vitale pour l'Etat ».

## Les entretiens de Damas

Durant la journée de mercredi, les spéculations sont allées bon train à Beyrouth sur les résultats de la visite à Damas du président libanais élu, M. Elias Sarkis. Les radios des deux camps ont indiqué que les entretiens entre M. Sarkis et le président Assad avaient porté sur la présence des troupes syriennes au Liban sous une forme ou sous une autre. La radio progressiste a accusé la Syrie de

chercher à « restituer » les dirigeants traditionnels musulmans pour qu'ils établissent le dialogue avec les chrétiens conservateurs « sur la base de la consécration de l'invasion syrienne ». La radio de la droite a affirmé, pour sa part, que des effectifs de l'armée syrienne seraient mis à la disposition du président Sarkis et placés sous son commandement direct dès l'avènement de son régime, le 23 septembre prochain.

Selon deux quotidiens à grands tirages, *Al Nahar* (indépendant) et *Al Safir* (gauche), le président Sarkis aurait proposé une médiation entre la Syrie d'une part, la résistance palestinienne et le mouvement progressiste libanais d'autre part. Le président Assad aurait accepté de se réconcilier avec la résistance palestinienne, à condition que des changements soient opérés au niveau du commandement libanais, tant pour responsable de la situation actuelle.

rectement. Le chef de la gauche libanaise a rejeté tout projet de création, dans les circonstances actuelles, d'une fédération entre la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine.

## De violents affrontements

Sur le plan militaire, les affrontements ont continué mercredi un regain d'intensité. Les bombardements des quartiers résidentiels de Beyrouth ont repris. D'autre part, les échanges de tirs ont été, selon la Voix de la Palestine, « violents » dans le secteur de Chihab-Al-Rammaneh et Khadath-Laylaky (banlieue sud-est de Beyrouth).

D'après la radio progressiste, la situation s'est « nettement dégradée », mercredi soir, dans le sud du Liban, autour de la ville de Jezzine. La localité elle-même est habitée par une population à majorité chrétienne, et les forces syriennes ont pris position à proximité immédiate.

Les bombardements, selon la Voix de la Palestine, se sont également poursuivis dans le Nord-Liban, visant plusieurs localités contrôlées par les forces progressistes aux portes de Tripoli. Dans la montagne, enfin, les radios des parties en présence ont fait état d'échanges de tir et de bombardements sur la quasi-totalité du front.

## Israël

Dans un livre autobiographique

### Le général Dayan révèle qu'il a tenté de prendre contact avec M. Arafat et le président Nasser en 1968

De notre correspondant

Jérusalem. — En octobre 1968, alors qu'il était ministre de la défense, M. Moshe Dayan a tenté, sans succès, de prendre contact avec M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., et le président Nasser. Ces révélations figurent dans le livre autobiographique du général Dayan qui paraîtra, dans quelques jours, simultanément à Tel-Aviv et à Londres. L'hebdomadaire anglais *Observer* en publiera de larges extraits à partir de son prochain numéro.

Cet ouvrage, intitulé *L'Histoire de ma vie*, est un véritable plaidoyer face aux accusations qui ont accablé, au lendemain de la guerre d'octobre 1973, celui qui a été ministre de la défense d'Israël de juin 1967 à novembre 1973.

Au sujet de sa tentative de rencontrer MM. Arafat et Nasser, M. Moshe Dayan rapporte qu'il avait offert à un membre important du Fatah, prisonnier en Israël, de le libérer s'il consentait à servir d'intermédiaire entre lui et le chef de l'O.L.P. Le prisonnier s'étant refusé, il s'est alors adressé à la poétesse

ultranationaliste de Naplouse, Mme Fadwa Toukane, avec laquelle il entretenait des rapports amicaux, pour lui demander de tenter une médiation. Ayant échoué dans sa démarche auprès de M. Arafat, la poétesse a ensuite essayé, toujours à la demande du ministre, de ménager à celui-ci une rencontre secrète avec le président Nasser. Mais ce dernier, affirme l'auteur de l'autobiographie, a vertement rabroué Mme Toukane. — A. Sc.

● Un nouveau quotidien israélien du soir, *Hahinukh* (aujourd'hui), dont le rédacteur en chef est le général Dayan, est paru mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Le journal, abondamment illustré, est financé à 50 % par un groupe d'hommes d'affaires américains dont le siège est à Miami. Le général Dayan, qui possède 10 % des parts, a déclaré, mercredi, à la radio israélienne, que le journal « n'aura aucune tendance politique et ne sera l'organe d'aucun groupe politique ». Il défendra « les valeurs sionistes ». — A.F.P.

# AFRIQUE

## Angola

### DURS LENDEMAINS DE VICTOIRE

#### II. — La bataille de la production

De notre envoyé spécial RENÉ LEFORT

Les autorités angolaises se heurtent, quelques mois après la victoire du M.P.L.A. sur les deux mouvements rivaux, à de sérieuses difficultés. La guérilla subsiste en effet dans une partie du pays et dans l'encave de Cabinda, tandis que la « réconciliation », annoncée entre le régime et les rebelles, n'a pas été suivie d'effets sensibles. Toutefois, l'activité des marquisards est en régression depuis que Luanda, a lancé, à la fin juin, une vigoureuse contre-offensive. (Le Monde — 2 septembre).

Luanda. — A l'entrée de l'usine, un groupe de soldats monte la garde. Visiblement, les membres de la commission syndicale de la SIGA (Société Industrielle de Gestion de Angola) sont tendus. Ils nous demandent de ne pas visiter les ateliers, où « tout est trop calme pour ce soit normal ». Située dans la banlieue industrielle de Luanda, l'usine était paralysée du 21 au 30 juin. Cette grève a accablé le durcissement des autorités à l'égard des conflits du travail.

Des « paralysies de la production » analogues, suivant la terminologie officielle, ont bloqué, pendant une bonne partie du printemps, les entreprises de Luanda, où est concentrée pour 70 % de l'industrie angolaise. Les dirigeants syndicaux refusent de croire à des mouvements spontanés. Ils se fondent sur la nature des entreprises et la date des mouvements pour dénoncer un « plan concerté de la réaction » destiné à « saboter la reconstruction nationale ». Dans le cas précis de la SIGA, ils observent que la grève a éclaté au moment où les autorités font un gros effort pour assurer la récolte du café. Or cette usine est la seule d'Angola à fabriquer des sacs pour entreprendre la récolte, et elle n'est à l'heure actuelle que sur le million commandé par l'Institut du café. Les dirigeants des syndicats ne peuvent aussi rendre compte de réactions infligées à « transfuges du P.N.L. ou adeptes d'une secte religieuse qui demande à ses fidèles de rejeter toute collaboration avec le M.P.L.A. — d'être à l'origine du mouvement. Enfin, ils s'étonnent que, en dépit des déclarations, les autorités n'aient pas encore arrêté les saboteurs, et effient le cas de l'entreprise vultueuse Cuco, première brasserie angolaise, où l'agitation aurait permis un « retour à la normale ». Toutefois, les officiels reconnaissent que, face au pouvoir sans partage du M.P.L.A. et de ses organisations de masse, des « minoritaires » peuvent obtenir une certaine audience auprès des travailleurs.

« Nous payons, aujourd'hui, la démagogie à laquelle nous nous sommes laissés aller dans notre guerre de propagande contre l'UNITA et le F.N.L.A. », nous ont dit et répété les dirigeants angolais. La population, surtout dans les centres urbains, a revêtu d'une indépendance mythique où, sans effort aucun, l'argent coulerait à flots. Le mouvement ouvrier a primé ici plus durement encore qu'au Portugal, manquant d'expérience et ses promesses impré-

dentées sur la « disparition des paquets » ont été souvent prises pour argent comptant. Toute autorité, privée, ou gouvernementale, demeure aux yeux des travailleurs un « patron » qui rappelle l'oppression coloniale. « La notion d'indépendance telle que la concevait la majorité des Angolais s'oppose à notre conception de la voie socialiste. Beaucoup ont cru que la chute du colonialisme entraînerait l'appropriation par des familles ou des « clans » de biens réservés aux Portugais. Ils ne comprennent pas du tout les nationalisations ou la notion de bien social », nous a déclaré un membre du gouvernement. Manifestant cet état d'esprit, les ouvriers de la Gulf à Cabinda ou de la Diamang ont longtemps demandé que les royalties versées au gouvernement soient désormais partagées entre les travailleurs de l'entreprise.

## Une chute brutale de la production

« Pour le moment, l'indépendance n'a pas amélioré le niveau de vie », nous dit un diplomate occidental, mais on estime normal de travailler moins. L'alimentation reste un problème majeur, malgré l'amélioration notable de la situation depuis le mois de février. Une entreprise, nationale, l'EMPA, a été chargée de créer de nouveaux circuits de distribution, les anciens ayant pratiquement disparu avec le départ des Portugais.

Les coopératives de distribution communales à fonctionner dans les entreprises, les administrations et les quartiers. Des centres introuvables il y a quelques mois, comme la viande et le poisson, réapparaissent tout en restant rationnés. Il y a des queues interminables devant les magasins, tandis que se développent le marché noir et le stockage spéculatif. Les ouvriers exigent sans cesse des hausses de salaire alors que la productivité a baissé de moitié.

On estime généralement que la production des entreprises a chuté entre 10 et 50 % de ce qu'elle était à l'époque coloniale. Cette chute tient, pour une bonne part, au départ des techniciens portugais et aux séquelles de la guerre.

La quantité de marchandises disponibles sur le marché étant très limitée, et la plupart des entreprises, incapables de payer leur personnel en fin de mois, bénéficiant à cet effet de crédits publics, tous les éléments d'une inflation galopante sont en place. L'Angola est sorti exsangue de la « deuxième guerre de libération ». Des régions entières, surtout dans le Nord et l'Est, manquent de produits aussi essentiels que le sel. Des centaines de milliers de réfugiés, revenus de Zambie et du Zaïre, ou déplacés à l'intérieur même du pays pour fuir la guerre, souffriront de la faim jusqu'à la prochaine récolte, à supposer que l'on ait semé. Le plateau central,

général de l'Angola, reste pratiquement coupé du reste du pays par la guérilla. Un expert des Nations unies estimait à 100 millions de dollars l'aide immédiate dont Luanda a besoin pour éviter des famines locales.

## La première récolte du peuple

L'impératif national, priorité des priorités, est donc la « tenue au travail ». Chaque discours des responsables, chaque numéro des deux quotidiens angolais, répète sans trêve qu'il faut augmenter la production. Au début du mois de juillet, le ministre de l'économie déclarait toutes les négociations salariales, l'Union nationale des travailleurs angolais considérée comme illégale toute grève déclarée sans son consentement et qui se déroulerait hors de son contrôle, et le Conseil de la révolution promulguait une loi punissant des travaux forcés le « sabotage économique ». Ce texte précisait : « Constituer un crime de sabotage économique, la pratique d'actes préjudiciables à l'évolution régulière du processus révolutionnaire dans le domaine de l'économie nationale ».

La cueillette du café et la récolte de la canne à sucre sont les deux premières « batailles » que l'Angola veut gagner. Premier ministre en tête, la plupart des membres du gouvernement ont donné l'exemple en consacrant une matinée à la canne à sucre dans la « fazenda » Tentativo, rebaptisée *Martyrs de Cazito*.

L'Angola était, naguère, le quatrième producteur mondial de café. La guerre ayant interrompu les transports, les autorités ont mis la main sur une grande partie des récoltes de 1974 et 1975, que les planteurs portugais n'avaient pas pu écouler sur les marchés extérieurs. Il faut maintenant les trier et les acheminer, malgré les routes défoncées et les ponts détruits, tout en assurant, pour l'année 1976, la première « récolte du peuple ».

Elle exige cent soixante-dix mille travailleurs, dont le tiers seulement est sur place. Les Umbundus, qui fournissent les gros des ouvriers migrants, ne quittent plus aujourd'hui leur plateau central. En dépit de l'offre d'un salaire substantiel, du logement, de la nourriture et des soins médicaux gratuits, la masse des chômeurs de Luanda, proche des lieux de récolte, refuse de s'engager. « Vous ne pouvez pas justifier d'un emploi fixe sans donc susceptibles d'être expédiés dans les « fazendas » du Nord. Le M.P.L.A. veut gagner cette « bataille ». En effet, le café, à la suite de la hausse des cours et de la pénurie mondiale, pourrait rapporter plus de devises que le pétrole de Cabinda (100 millions de dollars par trimestre). Cette ressource est indispensable à un pays qui doit importer des produits alimentaires

res et reconstituer le parc des machines détruites par la guerre ou évacuées à l'étranger.

Le deuxième effort prioritaire porte sur les transports. Cent vingt ponts ont été détruits. Sur les vingt-huit mille camions qui roulaient en Angola, il n'en reste que moins de six mille en état de marche. Or le réseau routier assure 85 % du transport marchand et 75 % du trafic passager. Le gouvernement a débloqué un crédit de 80 millions de dollars pour reconstruire les ponts avec l'aide de sociétés italiennes et yougoslaves, et pour reconstruire, sous l'autorité d'une compagnie nationale, le parc de camions par des accords avec le Brésil, la Suisse, la R.D. et la Yougoslavie.

La reprise du trafic doit faire sauter le goulet d'étranglement qui bloque toute reprise économique et avant même qu'on puisse aborder les problèmes fondamentaux de la « reconstruction nationale ». Mais, d'ores et déjà, les responsables de l'économie affirment que le manque de cadres sera pendant de longues années un problème crucial. Les relations avec Lisbonne restent tendues, le retour en Angola de techniciens portugais devient problématique. La République populaire a donc un besoin vital des techniciens que lui envoient les pays étrangers, et d'abord les Etats socialistes.

Prochain article :

CINQ ANS D'INSTABILITÉ ?

80% de nos clients ont attendu d'être cambriolés pour découvrir la véritable sécurité.

Les seuls détecteurs de vol et de cambriolage qui détectent les intrusions volumétriques d'intrusion. Les seuls détecteurs de vol et de cambriolage qui détectent les intrusions volumétriques d'intrusion. Les seuls détecteurs de vol et de cambriolage qui détectent les intrusions volumétriques d'intrusion.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagements de ma part, toutes informations sur les détecteurs volumétriques d'intrusion Alarme 2000.

Nom ..... Prénom .....

Rue ..... N° .....

Code postal ..... Ville .....

CONTRE LE VOL ALARME 2000 7 agences régionales. 90 conseils en sécurité à votre service.

## République Sud-Africaine

AVANT SES ENTRETIENS AVEC M. KISSINGER

### M. Vorster affirme qu'il ne se laissera pas dicter sa politique

Trois jours avant son départ pour Zurich, où il doit s'entretenir avec M. Kissinger, M. John Vorster, premier ministre sud-africain, a déclaré, dans un communiqué publié mercredi 1<sup>er</sup> septembre à Pretoria, que son gouvernement ne se laisserait dicter sa politique, tant intérieure qu'extérieure, par aucune personne d'aucun pays étrangers. « L'Afrique du Sud, a-t-il précisé, ne saurait accepter qu'un pays, ou les Nations unies érigées en super-Pariet, lui prodigent des conseils sur la conduite de ses affaires ». De son côté, M. Kissinger devrait s'entretenir des problèmes d'Afrique australe jeudi, à New-York, avec M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies.

M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), a affirmé, pour sa part, mercredi à Lusaka, que son mouvement n'avait aucune confiance dans les entretiens Vorster-Kissinger. La SWAPO, a indiqué M. Nujoma, ne peut attribuer aucun crédit à une négociation à laquelle elle

n'est pas conviée. Ayant estimé que le « souci principal » de M. Kissinger « était de préserver les intérêts des Blancs en Namibie », M. Nujoma a rappelé que la SWAPO était prête à participer à des négociations constitutionnelles, si celles-ci étaient organisées par l'ONU en un lieu acceptable, à Genève, par exemple.

## Premier meeting multiracial en Namibie

Le premier meeting politique multiracial de l'histoire de la Namibie s'est tenu mercredi à Khomasdal, quartier mistel de Windhoek, à l'occasion du premier anniversaire de la conférence constitutionnelle, organisée à l'initiative du gouvernement de Pretoria.

Plusieurs centaines de personnes — surtout des noirs, quelques Blancs, mais peu de Noirs — ont assisté à ce meeting, au cours duquel M. Dirk Mudge, chef de la délégation blanche à la conférence, a mis en garde contre « la solidarité noire, qui, comme la solidarité blanche, conduit à la confrontation ».

M. A.-J. Kloppers, délégué métis, a demandé une nouvelle fois que la conférence constitutionnelle prenne l'initiative de négociations avec la SWAPO.

M. Clemens Kapuwo, chef de la délégation herero, a déclaré, pour sa part : « Il est compréhensible de la part des Nations unies qu'elles exercent des pressions sur l'Afrique du Sud pour qu'elle se retire du Sud-Ouest africain, mais pourquoi avoir choisi un groupe minoritaire de la SWAPO. Seules nos méthodes diffèrent. Tous, nous voulons l'indépendance et sommes opposés à la ségrégation raciale ».

## Demande d'enquête

sur une affaire de tortures

L'organisation Amnesty International a demandé au gouvernement sud-africain d'autoriser une commission internationale à enquêter sur les allégations selon lesquelles plus de mille Africains auraient été torturés par les forces sud-africaines dans le nord de la Namibie. Des accusations à ce sujet ont été formulées par M. Bill Anderson, ancien membre de l'armée sud-africaine.

M. Lucas de Vries, président de l'Eglise luthérienne évangélique unifiée du Sud-Ouest africain, a affirmé que les tortures de torture par la police et les forces armées sud-africaines sont « exactes » ajoutant : « J'ai été le témoin de plusieurs cas ».

En réponse aux accusations formulées contre l'armée sud-africaine, M. Pieter Botha, ministre sud-africain de la défense, a invité les journalistes à venir vérifier sur place « l'exactitude » des propos en question. — (A.F.P., Reuters.)

pas autorisé à franchir

LA STRATEGIE DE M. MAKARIOS



# 19 GRANDES MARQUES ATTENDENT AVEC CONFIANCE L'HEURE DE LA RECREATION

**(cacharel)**

**DIXILAND®**

**guy majo**

**PETIT-BATEAU**

**micHEL bachoz**

**pierron**

**JLB**  
JEAN LE BOURGET

**LA CHEMISE LACOSTE** **Lilli Dim**

**Levi's**

**absorba**

**Créatex®**  
**Jeunesse**  
PARIS  
MADE IN FRANCE

**NEW MAN**

**BABYGRO®**

**ozona**

**Klimager's**  
jean-pierre kimand-paris

**Lee Cooper**

**Garbi**

**repetto**

**Galeries Lafayette**

TOUS LES VETEMENTS DE LA RENTREE DES CLASSES.

سكرا من الاموال



1500

## ASIE

Inde

### LE DÉBAT SUR LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

## L'opposition boycotte les travaux de la Chambre basse pour protester contre « la dictature » de Mme Gandhi

En signe de protestation contre un projet d'amendements constitutionnels conférant des pouvoirs quasi illimités à Mme Gandhi, premier ministre indien (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), les membres de l'opposition de droite et de gauche (à l'exception des communistes pro-soviétiques) ont boycotté, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, la Chambre basse. Ce geste

est un « baroud d'honneur », mais il a valeur de symbole. L'opposition s'insurge contre une procédure qui permettra à l'Assemblée de faire légiférer à l'automne le régime instauré à New-Delhi depuis la proclamation de l'état d'urgence en juin 1975. La législation répressive que de nombreuses ordonnances avaient encore précisée se verra ainsi avalisée par un Parlement transformé en Chambre d'urgence, le parti gouvernemental y disposant de la majorité des deux tiers.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées depuis juin 1975 et les autorités se sont toujours refusées à fournir des précisions à ce sujet. Elles ont seulement confirmé récemment que des prisonniers, qui ne sont pas qualifiés de politiques à New-Delhi, avaient été tués en février (le Monde du 7 avril) au cours d'une tentative d'évasion à la prison de Calcutta et que cent quarante-trois d'entre eux avaient fait une grève de la faim pendant douze jours pour réclamer une amélioration des conditions de leur internement.

On a assisté à la liquidation physique de certains opposants, et notamment des dirigeants des organisations d'extrême droite et d'extrême gauche, déclarées hors-la-loi. Le chef du parti révolutionnaire marxiste-léniniste, M. Nagi Reddy, est mort, en juillet, rapportent les agences de presse étrangères, dans des conditions mystérieuses : son cadavre a été trouvé abandonné par des inconnus sur le seuil de la maison de sa sœur.

L'arrestation, d'autre part, en juin, de « l'homme le plus recherché de l'Inde », le dirigeant socialiste et syndical, George Fernandes, connaît un certain retentissement international. Son frère avait été torturé quelques semaines avant cette arrestation (le Monde du 15 juillet 1976), et ni son avocat ni sa famille ne savent, pour le moment, où est incarcéré le leader de la grève des cheminots de 1974. New-Delhi prend le risque de voir se développer à l'étranger une campagne en faveur de sa libération et celle des autres prisonniers politiques.

Naguère « modèle » de « démocratie » dans le tiers-monde, l'Inde est désormais rangée dans la liste des pays où se pratique la torture. Il est vrai que Mme Gandhi considère volontiers que la presse étrangère, en particulier anglo-saxonne, ne comprend rien au tiers-monde et fait preuve de mépris à l'égard de son pays.

Sans doute voudrait-elle aussi jeter le voile sur ce qui se passe dans l'Union. Les « principes directeurs », imposés à la presse indienne et aux correspondants étrangers en poste à New-Delhi, balayent à ce point l'éthique professionnelle que les journalistes qui croient en leur métier abandonnent toute publication ou ferment leurs bureaux. Le quotidien indien ayant la plus forte circulation, l'Indian Express, se plaint que la censure retarde la sortie du journal et lui fait perdre la moitié de ses ventes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que, six heures après le coup d'éclat de l'opposition au Parlement, l'agence nationale indienne n'ait pas encore rendu compte de l'événement. — G. V.

## AMÉRIQUES

États-Unis

### LE PRÉSIDENT FORD DEMANDE UN RAPPORT SUR DES « CADEAUX » REÇUS PAR LE DIRECTEUR DU F.B.I.

Washington (A.F.P.). — M. Gerald Ford, président des États-Unis, a demandé mercredi 1<sup>er</sup> septembre à M. Edward Levi, attorney général (ministre de la Justice), de lui remettre, dès le vendredi 8 septembre, un rapport sur les « cadeaux » que M. Clarence Kelley, directeur du F.B.I., aurait reçus de ses subordonnés. Le rapport devrait également porter sur les activités illégales de certains agents du F.B.I. M. Kelley avait reconnu, mardi 31 août, qu'il avait reçu, peu de temps après avoir pris la direction du F.B.I. en 1973, quelques objets d'ameublement fabriqués par un de ses services chargé de reconstruire pour les tribunaux des intérieurs où un crime a été commis. M. Kelley était prêt à les restituer. Ces déclarations n'ont pas satisfait, selon le Washington Post, la commission chargée d'enquêter sur les irrégularités financières au sein du F.B.I. et M. John Dowd, responsable de l'enquête, aurait même proposé le renvoi de M. Kelley. Cette proposition a été rejetée par M. Michael Shaheen, supérieur immédiat de M. Dowd au département de la Justice, qui a suggéré une simple réprimande publique.

Un attentat a été perpétré mardi 31 août contre l'ambassade de France à Buenos Aires. Un passant a été gravement blessé, rapporte mercredi le quotidien La Prensa. Des individus ont fait feu d'une automobile sur les gardes placés devant l'ambassade, située en plein centre de la capitale argentine. Une personne circulant en voiture a été touchée par une des balles. Les attaquants ont réussi à prendre la fuite. — (A.F.P.)

### Des dizaines de milliers d'arrestations

La troisième pouvoir, qui, en Inde, avait hérité du système judiciaire britannique une incontestable indépendance souvent tenue de conserver, sera également placé à la remorque de l'exécutif. La Cour suprême ne pourra plus accepter de pétitions contre un amendement constitutionnel et une arrestation arbitraire. La protection des libertés civiles ne sera plus son affaire, mais celle du gouvernement... qui pourra, d'autre part, prononcer l'interdiction de toute activité ou association contraire à l'« intérêt national », et, bien entendu, de tout mouvement de grève.

## POLITIQUE

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 1<sup>er</sup> septembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. À l'issue de ce conseil, le communiqué suivant a été publié par la présidence de la République :

#### ● CRÉDITS D'AVANCE POUR LES AGRICULTEURS ET LA GUADELOUPE

Le conseil des ministres a adopté un décret portant ouverture de 220 millions de crédits à titre d'avance. Ces crédits sont destinés d'une part à financer les premières mesures d'aide décidées par le conseil du 25 août en faveur des agriculteurs victimes de la sécheresse, et d'autre part, à concourir de 10 millions, à faire face aux dépenses entraînées par le déplacement et l'hébergement des populations de la Guadeloupe menacées par l'éruption du volcan de la Soufrière.

(Lire page 24.)

#### ● INGENIEURS MILITAIRES

Un décret portant révision du classement hiérarchique des grades et emplois de certains personnels militaires a été adopté. Il étend à diverses catégories d'ingénieurs militaires l'amélioration hiérarchique des grades de carrière accordée aux ingénieurs civils de même niveau par le décret du 19 décembre 1975.

#### ● ACADÉMIE DE PARIS

Un décret relatif à l'organisation des services de l'Académie de Paris a été adopté. La condition féminine, particulièrement dans le secteur de l'enseignement, sera placée sous l'autorité du recteur de la direction des enseignements secondaires et secondaires supérieurs, qui devra la direction des services académiques d'éducation. L'inspecteur d'Académie de Paris, directeur des services académiques d'enseignement, sera l'adjoint des recteurs pour toutes les attributions relatives aux écoles, aux collèges et aux lycées. Pour les questions concernant les enseignements supérieurs, le recteur sera assisté d'un second adjoint qui prendra le titre de vice-chancelier des universités. Un secrétaire général est placé auprès de chacun de ces adjoints.

(Lire page 10.)

#### ● UN DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le premier ministre, ministre des finances, a présenté le programme de travail du gouvernement pour le mois de septembre. Celui-ci sera dominé par la préparation du budget de 1977. Le projet de loi de

finances sera soumis au conseil des ministres du 22 septembre. Cet examen aura été précédé, au conseil du 15 septembre, d'une communication du premier ministre, ministre de l'économie et des finances, sur la situation économique et financière, et d'une communication du ministre du travail sur la sécurité sociale. Le 29 septembre, le conseil étudiera le revenu des agriculteurs et le projet de loi de finances rectificative, consacré aux mesures prises en faveur des agriculteurs touchés par la sécheresse, ainsi qu'aux décisions propres à assurer la couverture, dans le cadre des ressources et équilibres financiers globaux, des charges résultant de ces mesures. Il étudiera également le projet de loi relatif à la représentation des salariés dans les sociétés anonymes et à l'exercice du mandat de délégué du personnel qui constitue un des éléments essentiels de la réforme de l'entreprise. Le conseil du 29 septembre sera en outre consacré à la préparation du débat de politique générale qui aura lieu à l'Assemblée nationale au début du mois d'octobre.

Le conseil du 8 septembre le ministre de l'Industrie et de la Recherche fera le point de la situation d'Electricité et Gaz de France et le ministre chargé des relations avec le Parlement exposera les grandes lignes de l'ordre du jour prioritaire pour la prochaine session.

#### ● CONDITION FÉMININE

Le premier ministre a fait une communication sur la création d'un dégrèvement à la condition féminine. Placé sous l'autorité du recteur de la direction des enseignements secondaires et secondaires supérieurs, qui devra la direction des services académiques d'éducation. L'inspecteur d'Académie de Paris, directeur des services académiques d'enseignement, sera l'adjoint des recteurs pour toutes les attributions relatives aux écoles, aux collèges et aux lycées. Pour les questions concernant les enseignements supérieurs, le recteur sera assisté d'un second adjoint qui prendra le titre de vice-chancelier des universités. Un secrétaire général est placé auprès de chacun de ces adjoints.

(Lire page 7.)

#### ● INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET CHARBONNAGES

Le ministre de la défense a fait le point de la situation des entreprises publiques dans l'industrie aéronautique (Société nationale industrielle et aérospatiale et Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation).

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a exposé la situation des Charbonnages de France.

Le ministre des affaires étrangères a présenté une communication sur la situation internationale en insistant notamment sur les dangers de développement intervenus au Liban et sur l'évolution des rapports géopolitiques, sujets qui continuent à susciter les préoccupations du gouvernement.

#### ● LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

Par ailleurs, il a été dressé un tableau des prochaines échéances internationales. Le président de la République effectuera une visite officielle en Iran du 6 au 7 octobre. De plus, deux questions retiendront plus particulièrement l'attention du gouvernement des Nations : d'une part, la mise au point définitive du texte relatif à l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct ; d'autre part, la préparation du conseil européen de La Haye des 29 et 30 novembre.

Le ministre des affaires étrangères a également évoqué les principaux sujets qui seront discutés lors de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies ainsi que les prochains travaux de la conférence sur la coopération économique internationale. Le président de la République a déclaré qu'il va de soi que le changement de gouvernement ne modifie en rien les principes de la politique extérieure de la France.

#### ● LA POLITIQUE NUCLÉAIRE

Le président de la République a informé le conseil des ministres de la création d'un conseil de politique nucléaire extérieure. Ce conseil, présidé par le président de la République, comprend : le premier ministre, le ministre des affaires étrangères, le ministre de la défense, le ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'Industrie et de la Recherche, le ministre du Commerce extérieur, ainsi que l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique. Il est chargé de définir et de coordonner les différents aspects de la politique nucléaire extérieure, notamment en ce qui concerne l'exportation des techniques, équipements et produits nucléaires sensibles.

(Lire page 7.)

**GSCX** Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROËN de la 2 CV à la SM.

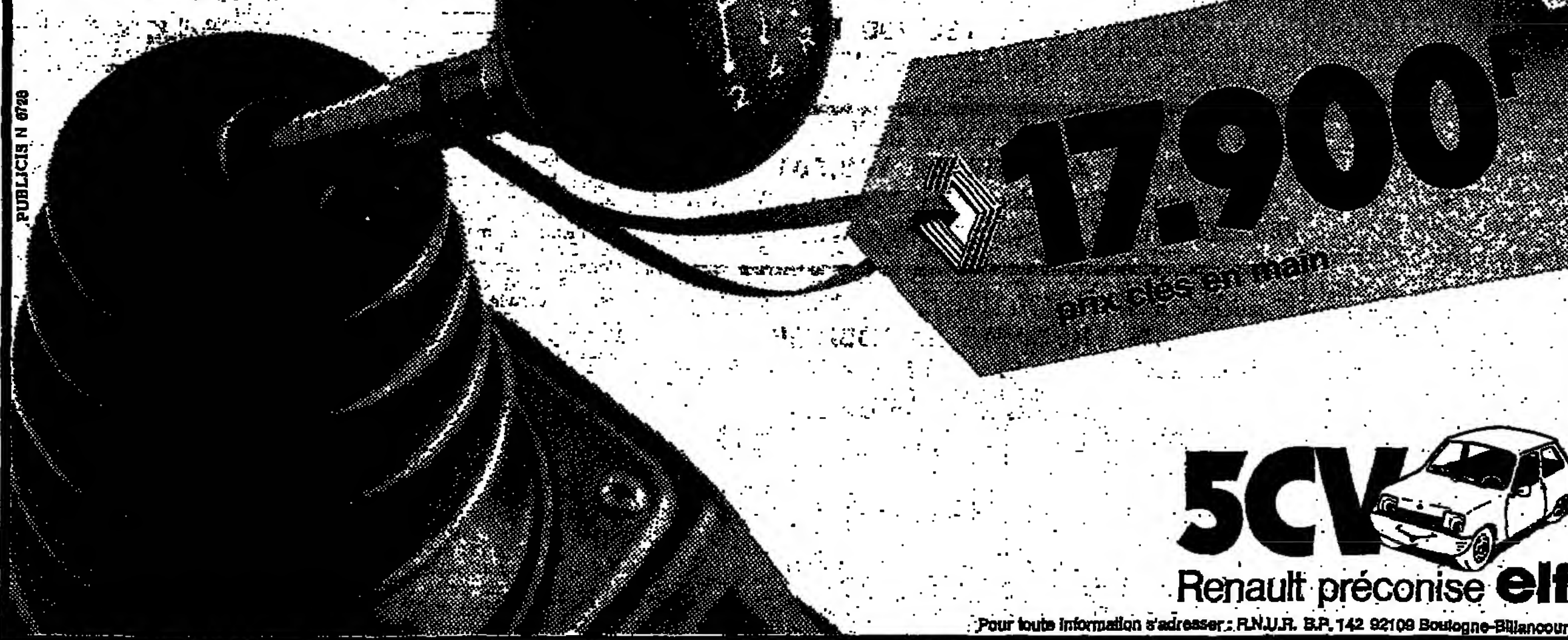
Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur. Toutes possibilités de crédit. Demander Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51



# Renault 5: prix et levier au plancher

Il y a maintenant une nouvelle Renault 5. Son prix 17 900 F. clés en main. C'est une vraie Renault 5 amusante, séduisante et un peu snob, comme toutes les Renault 5. La nouvelle Renault 5, c'est une 5 CV, levier de vitesses au plancher et beaucoup de brio. La Renault 5 a des ceintures de sécurité à enrouleur comme toutes les Renault 77. Pour 17 900 F c'est vraiment chouette de rouler en Renault 5.



**5CV** Renault préconise elf

Pour toute information s'adresser : R.N.U.R. S.P. 142 92109 Boulogne-Billancourt



## COPENHAGUE

long week-end 10 et 13 septembre Paris-Copenhague (aller/retour) par avion 2 formules : F. 620 (hôtel + petit déjeuner) F. 970 (1/2 pension + Travel + visite en Suède)

Reservations et inscriptions DSB CIREMINS DE FER DE L'ÉTAT DANNOIS Maison de Danemark 142, rue des Capucines, 75006 PARIS Téléphone 553.20.85



# POLITIQUE

## APRÈS LA FORMATION DU GOUVERNEMENT DE M. BARRE

### Le premier ministre a reçu MM. Ventejol et Beullac

M. Raymond Barre a reçu mercredi après-midi 1<sup>er</sup> septembre M. Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social, ainsi que M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels, et Christian Beullac, ministre du travail.

Après son entretien avec le premier ministre, M. Ventejol a déclaré : « J'ai senti une grande volonté de concertation, d'abord avec les partenaires sociaux, la semaine

prochaine, et puis, le moment venu, avec le Conseil économique et social. »

De son côté, M. Beullac, reçu peu après, a indiqué qu'il avait exposé à M. Barre ses idées personnelles en matière sociale. « Une politique sociale et économique, a-t-il déclaré, cela fait un tout, et il faut bien sûr de la volonté pour que tout soit homogène. » Le ministre du travail a précisé qu'il assisterait aux entretiens que le premier ministre doit avoir la semaine prochaine avec les partenaires sociaux.

### M. CHINAUD (R.I.) : la réussite de M. Barre est une nécessité.

M. Roger Chénou, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à Montpellier, devant l'université d'été organisée par les jeunes giscardiens du mouvement Génération sociale et libérale : « Les responsables de toutes les formations de la majorité présidentielle savent bien que c'est sur les résultats de l'action de M. Barre, et donc avec lui, que se préparent les élections législatives. La réussite du nouveau premier ministre n'est pas aujourd'hui qu'une espérance. C'est une nécessité. Ceux qui seraient tentés de ne pas agir clairement pour la réussite, quels que soient les efforts qu'ils suppose, ceux qui seraient enclins à donner leur priorité à leur individualisme, ou à leur sécurisme, ceux qui, fignés par leur passé, ne sentiraient pas qu'ils sont déjà responsables des lendemains que nous devons dessiner, tous ceux qui deviendront, quoi qu'ils en disent, soutiens directs de l'alliance socialiste, communiste, s'accrocheront de la majorité du président. »

### « QUEL CHOIX POUR LES GAULLISTES ? »

### Une lettre de M. Charbonnel...

M. Jean Charbonnel, ancien député U.D.R., maire de Brive, nous écrit :

J'ai pris connaissance, dans votre numéro daté 22-23 août, d'un article de M. Pierre Lefranc intitulé « Quel choix pour les gaullistes ? »

Je ne voudrais pas engager de polémique avec M. Lefranc, dont la personne et les titres sont unanimement respectés de tous les gaullistes. Mais, en tant qu'ancien ministre du général de Gaulle et ancien dirigeant de l'U.D.R., je me permets de vous faire parvenir deux séries de remarques que la lecture de son article m'amène à présenter.

1) Sur la forme, je crois nécessaire de rappeler que les réflexions de M. Lefranc n'engagent que lui. Président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, il est, pour chacun de nous, le gardien de la flamme et d'un souvenir auquel nous restons fidèlement attachés. Mais il ne peut prétendre aller au-delà et dicter à des hommes qui ont été, comme lui, des compagnons du général leur conduite dans la vie politique de tous les jours.

2) Sur le fond, je noterai seulement deux points qui me semblent majeurs. Le comportement que M. Pierre Lefranc préconise vis-à-vis de la droite actuelle est, à mon avis, parfaitement irréaliste, comme le démontrent à l'évidence les événements que nous vivons en ce moment. Il est en fait, pour le président de la République

et aujourd'hui totalement maître du jeu, pousse les chefs de l'U.D.R. à une conditionnement idéologique du premier tour des élections présidentielles. Or, après avoir évité pendant deux ans de se démarquer trop ostensiblement de la politique de ses prédécesseurs, il s'agit aujourd'hui de jeter le masque : qu'il s'agisse de politique étrangère, de politique militaire ou du fonctionnement des institutions, il est évident que nous ne pouvons plus être plus possible entre gaullisme et giscardisme. Il est regrettable que M. Pierre Lefranc ne s'en soit pas aperçu.

De plus, M. Pierre Lefranc présente de façon tout à fait caricaturale la démarche des gaullistes qui ont refusé le ralliement à la droite et préconisent une ouverture du côté de la gauche. Car ne s'agit pas pour eux de se rallier à la philosophie marxiste — dont il présente d'ailleurs une analyse aussi paradoxale que sommaire — ni à l'action politique de tel ou tel parti de l'union de la gauche, mais d'engager avec l'ensemble de ces forces, en restant totalement fidèles à leurs propres principes, un dialogue sans complaisance ni complexe. Ils pensent, en effet, avec toute la force de leur conviction et de leur sincérité, qu'il n'y a pas, « une France bipartite d'aujourd'hui », mais une France bipartite d'aujourd'hui, pour l'accomplissement de l'héritage gaulliste et l'avenir du pays. Au nom de quelle autorité M. Pierre Lefranc leur interdirait-il d'explorer cette voie ?

### ...et la réponse de M. Lefranc

M. Pierre Lefranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, a répondu à la lettre de M. Charbonnel, nous adresse la réponse suivante : « Que M. Charbonnel se rassure, je ne cherche pas à dicter à des hommes politiques leur conduite dans la vie de tous les jours, l'entreprise serait déraisonnable. Personne n'ignore, en effet, que ce sont bien souvent des motifs très personnels qui déterminent les choix des uns et des autres. Pour ce qui est de ma position vis-à-vis de la politique de l'actuel président de la République, j'ai pris la liberté de la critiquer, comme celle de G. Pompidou, lorsque j'estimais que l'une ou l'autre s'écartait des grands objectifs que nous indiquait le général de Gaulle et ceci dès le départ, en avril 1969, du fondateur de la 1<sup>re</sup> République. La relecture de mes articles et communiqués apportera à M. Charbonnel la preuve que, depuis cette date, j'ai vigoureusement dénoncé — et notamment contre un gouvernement dont il faisait partie — toutes les atteintes portées aux principes gaullistes. De même, je me suis toujours refusé à accepter une déshonneur aux forces du programme commun à chaque fois qu'elles ont tenté de déformer ou d'utiliser la pensée du général. Ceci et cela lui confirmeront que le gaullisme ne saurait se classer

dans le camp de la droite pas plus que dans celui de la gauche. Pour ce qui est du marxisme, je me suis gardé d'en faire l'analyse et me suis contenté de formuler deux remarques. La première était que ses principes sont à l'opposé du gaullisme et de la droite, partout où il s'agit d'opposer le plan de l'économie à celui de la philosophie marxiste — dont il présente d'ailleurs une analyse aussi paradoxale que sommaire — ni à l'action politique de tel ou tel parti de l'union de la gauche, mais d'engager avec l'ensemble de ces forces, en restant totalement fidèles à leurs propres principes, un dialogue sans complaisance ni complexe. Ils pensent, en effet, avec toute la force de leur conviction et de leur sincérité, qu'il n'y a pas, « une France bipartite d'aujourd'hui », mais une France bipartite d'aujourd'hui, pour l'accomplissement de l'héritage gaulliste et l'avenir du pays. Au nom de quelle autorité M. Pierre Lefranc leur interdirait-il d'explorer cette voie ?

Quant aux discussions exploratoires, je me demande ce que M. Charbonnel espère découvrir. Le marxisme restera le marxisme, et quelques palabres n'y changeront rien. Je redirai donc à M. Charbonnel la conviction que j'exprime dans ces colonnes et que les événements de ces jours derniers renforcent encore : « Restons nous-mêmes : les circonstances changent, au lieu de le voir ; les hommes restent d'un camp dans l'autre, on a pu le constater ; mais les idées restent et celles que nous défendons doivent être vraiment solides pour que l'on consacre tant d'énergie à les défendre. Vous êtes trop jeune, sans doute, pour connaître notre traversée du désert, la vraie ; renaissez-vous sur ce qu'elle a été, et ensuite, à moins que vous ne soyez pas les rudes climats, tenez sur les principes qui, jusqu'ici, vous ont inspiré. »

### M. Chaban-Delmas : le « oui, si » de l'U.D.R.

Interrogé mercredi 1<sup>er</sup> septembre, au miroir d'Europe 1, M. Jacques Chaban-Delmas a jugé qu'il est « très sûr » que l'U.D.R., comme les autres formations de la majorité, n'ait ni à l'extérieur, ni à l'intérieur, ni au gouvernement, pour l'ancien premier ministre, « aucun des membres du gouvernement qui sont de l'U.D.R. n'est considéré comme un représentant de l'U.D.R. ». Il est par conséquent tout à fait libre de leur action au sein du gouvernement. « (...) De la même manière, l'U.D.R. est libre vis-à-vis du gouvernement, libre à l'égard de toute soumission ou même de toute insubordination. (...) L'U.D.R. se trouve dans une situation qui est recommandable, quelle qu'elle soit, dans la mesure où elle n'est pas contrainte par « oui, si ». (...) Si, a-t-il expliqué, l'action gouver-

nementale ne dépend pas par rapport à la ligne, directrice qui tendrait vers les objectifs essentiels du gaullisme. » En ce qui concerne le réajustement de la majorité, l'ancien président de la présidence de la République a noté que ce terme, s'il avait beaucoup servi, et servait encore à l'union de la gauche, « servirait de pomme de discorde si on ne le laissait faire au sein de la majorité. Le réajustement, a-t-il ajouté, c'est le suffrage universel, seul, qui permettra d'en juger. » En conclusion, il a affirmé qu'un groupe parlementaire U.D.R. qui n'y aura aucune fonction de majorité (au sein du gouvernement) mais (qu'il n'y aura pas davantage l'intention de soumission (...)). Le groupe parlementaire U.D.R. devra être lui-même et s'orienter en fonction de ce que le gouvernement présentera. »

### M. Leroy (P.C.) : chacun doit jouer son rôle dans les institutions

Interrogé mercredi 1<sup>er</sup> septembre sur les ententes de France-Dider, M. Roland Leroy, secrétaire du comité central du P.C.F., a observé que « depuis dix-huit mois, ce que Giscard d'Estaing est en position de faire, c'est de jouer dans tous les domaines ». Pour le directeur de l'Humanité, « le programme commun de gouvernement est plus que jamais adapté à la situation de ce pays. L'action plus que jamais nécessaire ». « Naturellement, a-t-il ajouté, il doit s'actualiser et s'actualiser d'un mouvement naturel, par exemple en ce qui concerne le montant du S.M.I.C. mais ses orientations antimonopolistes, les

orientations démocratiques, sont fondamentales et il n'y a pas de rediscussion possible, qui serait une sorte d'ajustement entre Giscard d'Estaing et les siens, d'un côté, et d'autres forces dites d'opposition de l'autre. » Il a ajouté : « Nous proposons un président de la République qui joue son rôle de président de la République. Nous l'avons dit clairement. En cas d'un choix qui soit opposé à la politique du pouvoir, le président de la République doit jouer son rôle, c'est-à-dire qu'il doit se soumettre ou se démettre. Le départ de Jacques Chaban-Delmas ne nous laisse pas le choix. Il est ou n'est pas la situation à cet égard. »

« M. Pierre Billotte, député U.D.R. du Val-de-Marne, président du Mouvement pour la participation (M.S.P.), déclare : « Les premières déclarations de M. Raymond Barre depuis sa nomination, tout à fait conformes à ce que nous savions de cet ancien conseiller écouté du général de Gaulle, me laissent penser que les mesures que va prendre prochainement le gouvernement pourvu qu'il soit bien accueilli par le M.S.P. mouvement qui a contribué à l'élection du président de la République et qui souhaite continuer à soutenir son action. »

« A Saïgues (Haute-Loire), le premier tour de l'élection municipale a été précédé, pour compléter le conseil municipal après le décès du maire, Jean-Claude Simon, député R.I., est fixé au dimanche 23 septembre. Outre celui de M. Claude Simon, deux candidats de droite adjoints élus respectivement en décembre 1971 et mars 1973 sont à pourvoir. M. Roger Fourmeyer, député réformateur, qui était entré en juillet 1974 à l'Assemblée nationale en qualité de remplaçant de M. Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement, a fait connaître son intention d'être candidat. »

### OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

**A VENDRE**  
**BOIS de 66 HA** (surfont chênes)  
**Près d'AVALLON**  
Successeur Comtesse L. V.  
S'adresser : M<sup>rs</sup> BLONDEL, notaire, 6800 AVALLON.

**VENTE AU PALAIS DE JUSTICE de VERSAILLES, 3, place Louis-Barthou, le MARDI 22 SEPTEMBRE 1976, à 10 heures, d'une**  
**MAISON sise à AUBERGENVILLE - Route de Nezel**  
Composant : rez-de-chaussée, coll., salle de séjour, deux chambres, w.c. Le tout couvert en tuiles - Terrain d'une contenance d'environ 4.149 m<sup>2</sup>.

**MISE A PRIX : 130.000 FRANCS**  
S'adr. M<sup>rs</sup> Charles REYNAUD, avocat, 7, av. de Saint-Cloud, à VERSAILLES. Tel. 960-51-38 et à tous les avocats près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES. An gratis étude et sur les lieux pour visiter.

**VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES LE JEUDI 23 SEPTEMBRE 1976, A 10 HEURES, au Palais de Justice de Marseille, 6, rue Fougère**  
**TERRAIN A BATIR DE 148.501 m<sup>2</sup>**  
à Carnoux-en-Provence - Mise à Prix : 2.310.000 F  
**RENSEIGNEMENTS :** Consulter au greffe le cahier des charges et le plan. 40, rue Montgrand - Téléphone 33-31-47 et 54-22-33.

**UN ENSEMBLE IMMOBILIER**  
sis au PECQ (Yvelines), 14, rue Victor-Hugo

LIBRE DE LOCATION		SUR LES MISES A PRIX SUIVANTES :	
1 <sup>er</sup> lot : 4.970 F	2 <sup>e</sup> lot : 4.970 F	3 <sup>e</sup> lot : 3.350 F	4 <sup>e</sup> lot : 1.150 F
5 <sup>e</sup> lot : 2.750 F	6 <sup>e</sup> lot : 2.750 F	7 <sup>e</sup> lot : 1.600 F	8 <sup>e</sup> lot : 1.600 F
11 <sup>e</sup> lot : 600 F	12 <sup>e</sup> lot : 600 F	13 <sup>e</sup> lot : 25.300 F	14 <sup>e</sup> lot : 25.300 F
15 <sup>e</sup> lot : 25.300 F	16 <sup>e</sup> lot : 25.300 F	17 <sup>e</sup> lot : 25.300 F	18 <sup>e</sup> lot : 25.300 F
19 <sup>e</sup> lot : 27.500 F	20 <sup>e</sup> lot : 27.500 F	21 <sup>e</sup> lot : 27.500 F	22 <sup>e</sup> lot : 27.500 F
23 <sup>e</sup> lot : 30.000 F	24 <sup>e</sup> lot : 30.000 F	25 <sup>e</sup> lot : 30.000 F	26 <sup>e</sup> lot : 30.000 F
28 <sup>e</sup> lot : 71.500 F	29 <sup>e</sup> lot : 71.500 F	30 <sup>e</sup> lot : 1.250 F	31 <sup>e</sup> lot : 1.250 F
32 <sup>e</sup> lot : 1.250 F	33 <sup>e</sup> lot : 1.250 F	34 <sup>e</sup> lot : 1.250 F	35 <sup>e</sup> lot : 1.250 F

S'adr. M<sup>rs</sup> Charles REYNAUD, avocat, à VERSAILLES, 7, av. de Saint-Cloud (920-51-38). Avocat du surenchérisseur - M<sup>rs</sup> JEAN, place Gambetta, à VERSAILLES (960-51-38). Et à tous les avocats près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES. An gratis étude et sur les lieux pour visiter.

### M. Mauroy (P.S.) : le gouvernement n'aura pas le consensus social nécessaire

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est réuni, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, sous la présidence de M. François Mitterrand. M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national, a rendu compte de la réunion et expliqué que les dirigeants socialistes s'étaient inquiétés des raisons de la démission de M. Chirac. « Le parti socialiste souhaite savoir quels sont les moyens dont ne disposent pas le premier ministre. On craint, une nouvelle fois, à une démission de la Constitution, que nous n'acceptons pas », a-t-il déclaré.

Selon M. Mauroy, « le président de la République veut un premier ministre qui soit un chef d'état-major. Ce n'est pas pour autant que le régime devienne présidentiel. Il est une démocratie parlementaire, parce que, conformément à la Constitution, il a besoin d'une majorité à l'Assemblée nationale. »

Dans la perspective d'une victoire de la gauche aux élections législatives, les préférences et les exigences du parti socialiste sont : un premier ministre soutenu par une majorité parlementaire, et un gouvernement qui soit un chef d'état-major.

« Pour le parti socialiste, la crise actuelle est d'abord celle de la majorité. Le nouveau gouvernement procède, selon M. Mauroy, d'un « dosage de clans ». A la différence de ce qui se passe en

Allemagne et en Grande-Bretagne, l'équipe actuelle ne pourra, assure le secrétaire du P.S., obtenir « le consensus social nécessaire, qui vient, en particulier, des organisations syndicales. » Enfin, M. Mauroy a dénoncé les mesures « tarabiscées et insuffisantes de gouvernement pour venir en aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ». Le P.S. avait proposé, dès le mois de juillet, une aide immédiate de 5 milliards, alors que le gouvernement n'offre que 200 millions. Les ressources financières nécessaires doivent être couvertes, selon les socialistes, soit par un emprunt de solidarité nationale, soit par l'impôt, « contribution habituelle aux dépenses collectives », soit par les deux moyens combinés.

Le parti socialiste critique la façon que le gouvernement ne fasse pas « supporter la facture » à ceux qui ont profité de la sécheresse. De la même façon, il déplore le mode de répartition de la solidarité nationale, et il demande que la moitié soit accordée aux petits et moyens exploitants.

Le comité directeur du P.S. se réunira le 11 septembre et publiera une déclaration sur la situation politique. Les secrétaires fédéraux du parti sont convoqués le 12 septembre, et c'est après cette réunion que sera rendu public le manifeste électoral pour les élections municipales.

### M. OLIVIER STIRN EST SATISFAIT DU RATTACHEMENT DES DOM-TOM AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

M. Olivier Stirn a commenté, mercredi 1<sup>er</sup> septembre dans une interview à l'agence France-Presse, le rattachement au ministère de l'Intérieur du secrétariat d'Etat aux DOM-TOM, dont il est le titulaire et qui était auparavant dans le secrétariat d'Etat à l'Intérieur. Il a déclaré : « Le fait que les départements d'outre-mer rejoignent au ministère de l'Intérieur — dont ils ont déjà dépendu pendant, à tous égards, le geste d'un projet supplémentaire dans le rapprochement de ces départements avec la métropole. » Il a ajouté : « Quant aux territoires d'outre-mer, ils ont part à la solidarité nationale, ils ont droit à un statut qui les maintiendra dans la République : ces territoires ayant des populations qui ne souhaitent pas l'indépendance. »

Le secrétaire d'Etat a encore dit : « Le fait que les territoires d'outre-mer soient rattachés aux autres collectivités de la République est, à mon avis, excellent pour eux. Il n'y a pas de raison pour qu'ils aient une part les territoires de la République et d'autre part, deux ou trois autres collectivités qui auraient, à cause de leur statut, l'impression d'être à l'écart. »

### M. MAURICE ULRICH DIRECTEUR DU CABINET DE M. LOUIS DE GUINGAUD

M. Maurice Ulrich, ministre plénipotentiaire, est nommé directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Louis de Guingaud, fonctions qu'il occupait depuis mai 1974, auprès de M. Jean Sauvagnargues. (Né le 6 janvier 1925 à Paris, M. Maurice Ulrich a obtenu un diplôme de droit public et d'économie politique, bachelier de l'École nationale de la France d'outre-mer, puis de l'Institut des Hautes études internationales, a commencé sa carrière diplomatique en 1948 au bureau consulaire de Franco au Cameroun. En poste au ministère des Etats associés de 1951 à 1955, il est détaché auprès de l'Institut d'émulation de l'Afrique occidentale française jusqu'en 1958 au Congo, puis au service des affaires économiques du ministère des affaires étrangères jusqu'en 1964. Premier conseiller représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles de 1965 à 1968, date à laquelle il est nommé directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Maurice Ulrich est nommé conseiller technique au cabinet de M. Jean Sauvagnargues en 1969 à 1970 les fonctions de chef de service de la coopération économique et de l'administration centrale, puis, jusqu'en mars 1974, directeur du cabinet de M. Olivier Guichard, ministre de l'Éducation nationale et ministre de l'Aménagement du territoire et de l'équipement du logement. Depuis mai 1974, il était directeur du cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues.)

### M. JEAN-CLAUDE PERIER DIRECTEUR DU CABINET DE M. OLIVIER GUICHARD

M. Jean-Claude Perier, conseiller d'Etat, est nommé directeur du cabinet de M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice. (Né le 22 février 1922 à Uzès (Gard), M. Perier, docteur en droit, est successivement avocat stagiaire puis attaché stagiaire à Nimès, puis suppléant à la cour d'appel de Montpellier et en 1951, magistrat à l'administration centrale du ministère de la justice. En 1952, il occupe cette fonction au cabinet de M. Foy, alors garde des sceaux, puis est nommé directeur de la gendarmerie et de la justice militaire au ministère des armées, poste qu'il occupe jusqu'en 1973. Entre-temps, il avait été nommé conseiller à la cour d'appel de Paris puis premier président de la cour d'appel d'Orléans en 1968, tout en étant maintenu en service détaché. Il est nommé en 1973 conseiller d'Etat en service ordinaire (tour extérieur). En 1974, il est successivement rapporteur près la commission de la Constitution de la commission de répartition des sièges personnels de la commission de la Constitution et des agents statutaires de l'O.R.T.F. puis la commission nationale du droit de réponse. Il est, depuis juin 1975, président de la commission spéciale chargée d'étudier la qualité des émissions de radiodiffusion et de télévision.)

### M. POHER DÉMENT DES RUMEURS DE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

M. Alain Poher, président du Sénat, a formellement démenti à Nice les bruits selon lesquels il aurait été question d'une réforme de la Constitution au cours d'un récent déjeuner à l'Élysée. « Je n'ai rien dit », a-t-il déclaré, « et je n'ai rien entendu. » Ces bruits avaient pris naissance notamment en raison de la présence, à la table du chef de l'Etat le mardi 31 août, de M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel. M. Valéry Giscard d'Estaing avait, ce jour-là, convié à déjeuner, outre M. Frey, MM. Alain Poher et Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

M. Alain Poher a également évoqué à Nice l'entrevue de M. Olivier Guichard au gouvernement. Il a exprimé l'inquiétude que lui inspire cette nomination qui conduit le maître de la Gaule à abandonner la présidence de la commission de développement des responsabilités locales. Il a noté : « Ce n'est pas parce que M. Olivier Guichard est devenu ministre d'Etat qu'il doit oublier qu'il était le président de cette commission. Il faut qu'il nous garde notre réforme et qu'il la présente au gouvernement. »

Le bureau du groupe communiste de l'Assemblée nationale, réuni mercredi 1<sup>er</sup> septembre, a réaffirmé sa volonté de voir « ouvrir dans les délais les plus brefs un débat de politique générale suivi d'un vote à l'Assemblée nationale ». Le groupe communiste des députés a décidé de convoquer l'ensemble des députés communistes le jeudi 16 septembre.

150



Journal de 1976

## SCIENCES

Créé par décret du président de la République

### Le conseil de politique nucléaire extérieure examinera tous les problèmes d'exportation

Le « Journal officiel » du 2 septembre publie le décret du président de la République instituant un conseil de politique nucléaire extérieure, création dont M. Valéry Giscard d'Estaing a informé le conseil des ministres du 1<sup>er</sup> septembre (nos dernières éditions du 2 septembre).

Ce conseil comprend : le premier ministre, les ministres des affaires étrangères, de l'économie et des finances, de la défense, de l'industrie et de la recherche, du commerce extérieur, ainsi que l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.).

L'article 2 du décret précise que « les ministres et les secrétaires d'Etat, ainsi que des hauts fonctionnaires civils ou militaires, sont appelés, en tant que de besoin, à prendre part aux travaux du conseil pour les questions relevant de leurs compétences ».

Le conseil définit les différents aspects de la politique nucléaire extérieure, notamment en ce qui concerne l'exportation des techniques, équipements et produits nucléaires sensibles.

Le secrétaire général de la présidence de la République assure le secrétariat du conseil.

### Tempérer les surenchères

Les exportations de techniques d'équipements et de produits nucléaires ne sont pas des exportations comme les autres. Elles prennent souvent une dimension politique, car il y a toujours l'arrière-pensée d'une éventuelle application militaire. Les centrales nucléaires, et même les usines de retraitement, ont certes des objectifs civils. Mais il est assez facile de les détourner. L'exemple de la bombe indienne est là pour le prouver.

Le conseil de politique nucléaire extérieure aura la possibilité d'examiner chaque problème d'exportation sous ses divers aspects : c'est pourquoi il rassemble autour du président de la République des ministres aux compétences les plus diverses. Le seul représentant technique est l'administrateur du C.E.A., et aucune personnalité de l'É.D.P. n'y est appelée.

La crainte que les pays importateurs d'équipements nucléaires ne s'en servent à des fins militaires a amené la communauté internationale à prévoir des garanties d'utilisation pacifique. Le traité de non-prolifération en est la base, mais, d'une part, il n'a pas été signé par tous les pays du monde et, d'autre part, il n'offre pas toutes les garanties souhaitables. C'est pourquoi, au cours de l'année dernière, des discussions ont eu lieu entre les principaux pays exportateurs (Canada, France, États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, U.R.S.S. et Allemagne fédérale) pour définir de nouvelles règles pratiques et se tenir au courant des contrats passés. L'unanimité n'a pu se faire et les différents pays se sont contentés de s'envoyer des lettres sans signer un véritable accord.

#### Retarder la dissémination

D'une manière générale, les États-Unis s'opposent aux autres pays exportateurs, comme l'Allemagne fédérale ou la France. Ils partent d'une analyse très différente : Washington espère pouvoir réellement éviter la dissémination des armes nucléaires, alors que Paris et Bonn sont persuadés que cette dissémination est inévitable. D'un des points de vue, les points de vue sont en train de se rapprocher. Washington reconnaît que cette dissémination est probablement inévitable, mais qu'il convient de la retarder le plus possible.

Derrière ces considérations de politique générale se cachent des intérêts évidents. Ils concernent non seulement le bénéfice économique que l'on peut retirer d'une vente d'armes nucléaires, mais aussi l'avantage politique qui l'accompagne. De telles ventes sont considérées comme une aide et un geste amical par le pays importateur. L'analyse contraire de vente dans des domaines non nucléaires, un

### LES PAYS ARABES POURRAIENT CRÉER UN FONDS COMMUN POUR LA RECHERCHE

La conférence des ministres des pays arabes chargés de l'application de la science et de la technologie au développement (CASTARAB) vient de s'achever à Rabat (le Monde du 18 août). Dans une déclaration générale, qui a été adoptée à l'issue de dix jours de réunions, les participants à la conférence constatent que l'essor de la science et de la technologie dans le tiers-monde se heurte à des obstacles tant qu'une distribution équitable du savoir scientifique et technique et une utilisation rationnelle des ressources naturelles n'auront pas été instituées. Dans le cadre d'un nouvel ordre économique international, entre pays industrialisés et pays en développement.

La déclaration recommande la création et le renforcement d'organismes nationaux de politique scientifique et technologique, de même que d'institutions de recherche et de développement disposant à cet effet de ressources accrues.

Elle recommande également la création d'un fonds arabe pour la recherche scientifique et technologique, avec une dotation initiale de 500 millions de dollars. Dans son discours de clôture, le directeur général de l'UNESCO, M. Amadou-Mathar M'Bow, a souligné que cette recommandation constitue un acte politique de la plus haute signification, qui exprime la volonté réelle des pays arabes d'œuvrer en commun pour créer une base scientifique et technologique autonome.

### ANCIENS COMBATTANTS

Une cérémonie d'hommage aux morts de la guerre, organisée dans la cité universitaire de Göttingen, en Basse-Saxe, par les anciens combattants de la région et leurs camarades de Prusse orientale et de Silésie, qui y ont réfugiés et se sont groupés au sein de la Landsmannschaft Ostpreussen, aura lieu le dimanche 5 septembre. Le colonel G.-M. Raymond, initiateur de ce rassemblement annuel franco-allemand, déposera au monument aux morts une petite urne en émail renfermant un peu de terre recueillie à Verdun.

(PUBLICITE)  
IMPORTANTE INDUSTRIE CAOUTCHOUC  
siège en Italie

RECHERCHE COPARTICIPATION ET COLLABORATION  
technique et primaire  
Maison secteur courtoises transportables.  
Casella S.P.A. 20160 Milano (Italia).

## SOCIÉTÉ

UNE DÉLÉGATION  
À LA CONDITION FÉMININE  
REPLACE  
LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT

La Délégation à la condition féminine, dont la création a été décidée en conseil des ministres le mercredi 1<sup>er</sup> septembre, se substitue au secrétariat d'Etat, qui avait les mêmes attributions dans le gouvernement de M. Jacques Chirac (voir nos dernières éditions du 2 septembre). M. Chirac, lorsqu'il forma son gouvernement en juin 1974, avait proposé de créer une telle délégation pour répondre à la demande de M. Giscard d'Estaing. Mme Francoise Giroud, à qui ce poste fut proposé, refusa vertement : « Dans quinze jours, avait-elle écrit, il va me demander d'installer mon bureau dans la cuisine de Matignon et de faire du café pour ces messieurs de l'O.D.E. ».

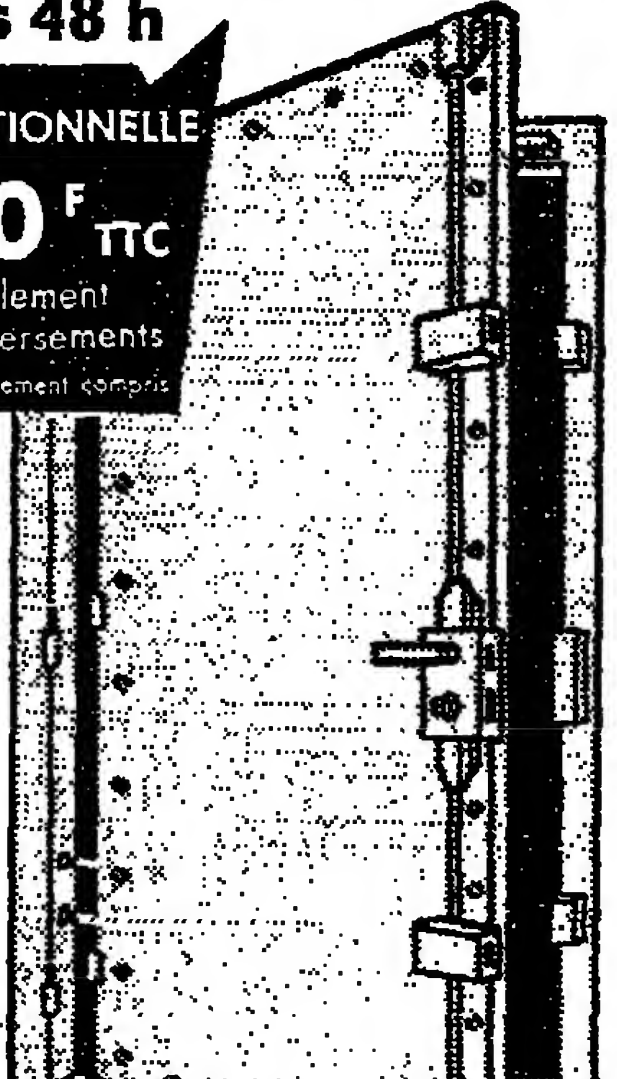
Mme Giroud l'emporta et devint membre du gouvernement. Mais, après la formation du nouveau gouvernement, Mme Giroud a estimé que, cette fois, la situation était différente. Le secrétariat d'Etat à la condition féminine ayant « frayé la voie » au cours des deux années écoulées et le premier ministre lui laissant un programme à appliquer (le Monde du 20-30 août), « Le » délégué sera une femme à l'indiquée Mme Giroud au journal Sud-Ouest.

kistan et les pressions sont plus efficaces.

Jusqu'à présent, la politique française d'exportation d'équipements nucléaires était simple. Paris voulait tenter sa chance chaque fois que l'opportunité se présentait. Nos exigences de contrôle étaient souvent inférieures à celles de nos concurrents. Le conseil qui vient d'être créé devra tenir compte de ces possibilités de réactions internationales comme celles qui ont eu lieu à Colombo après la décision française de vendre des centrales nucléaires à l'Afrique du Sud.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

**PORTE BLINDEE**  
Tél. 336.41.55 535.33.25  
pose sous 48 h  
OFFRE EXCEPTIONNELLE  
**1500 F TTC**  
seulement  
en 3 versements  
pose et décalage compris




Serrures 5 points  
Super Sécurité.

Blindage d'acier  
électro-  
zingué 16/10  
"ANTI-  
EFFRACTION".

4 goujons  
"ANTIVOL".

1 certificat de  
garantie de 2 ans  
délivré à la pose.

**LA CLEF ROUGE.**  
Siège social : 24, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris.  
Cannes (39.15.13) Marseille (53.40.98) Nice (88.62.58)

### CARTE D'ENTREE AU CLUB POUR VOUS-HACHETTE

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

## Cette carte vous donne droit à 2 livres gratuits et à un cadeau-surprise. (découpez vite cette page !)

Découpez cette page pour recevoir, bientôt, vos 2 livres gratuits et un cadeau-surprise. Profitez de tous les avantages du Club Pour Vous-Hachette. En recevant vos 2 cadeaux de bienvenue, vous devenez automatiquement membre du Club Pour Vous-Hachette. Premier avantage : vous bénéficiez d'un droit d'adhésion préférentiel de 9,50 F seulement. Une fois payé ce droit d'inscription unique, vous bénéficiez, en permanence, de tous les avantages de votre Club.

Vous êtes abonné gratuitement à une luxueuse revue trimestrielle vous présentant un choix de 120 excellents livres, pour tous les goûts et tous les âges.

Notre comité de lecture, composé d'écrivains prestigieux : Hervé Bazin, Françoise Mallet-Joris, Claude Mauriac, André Frossard, Robert Sabatier, sélectionne pour vous les meilleurs ouvrages et vous conseille dans votre choix.

Les livres du Club Pour Vous-Hachette sont présentés reliés sous jaquettes exclusives. Et pourtant, vous les paierez moins cher que l'édition ordinaire du commerce.

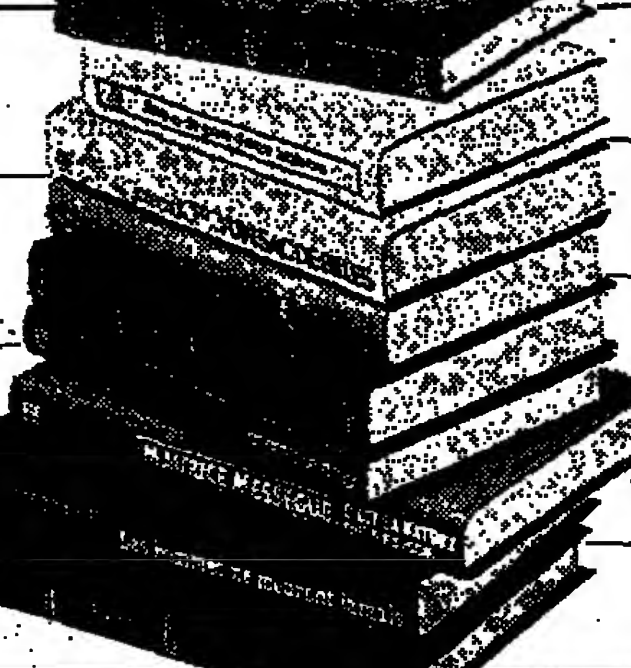
Vous bénéficiez d'avantages économiques tout en vous constituant une bibliothèque de qualité.

Enfin, vous bénéficiez d'offres spéciales à prix super-réduits sur les disques et autres articles de loisir et de cadeaux pour vous remercier de votre fidélité.

### Choisissez vos 2 livres gratuits en cochant simplement 2 cases.

Remplissez votre bon. Choisissez vos 2 livres gratuits. Renvoyez cette page aujourd'hui même sous enveloppe affranchie à Club Pour Vous-Hachette - B.P. 20 - 77210 Avon.

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Noël Lorient - Un Cri<br>La lutte, la passion, le corps à corps d'une femme<br>1976, 176 p.<br>220 pages - Reliure raffinée avec dorures.<br>Prix Club : 20 F. Pour vous : GRATUIT.                                   | <input type="checkbox"/> André Souhain - Un coup de grâce<br>Le dernier de la série Les Français en France.<br>Un regard lucide sur l'histoire humaine.<br>400 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 25 F. Pour vous : GRATUIT. |
| <input type="checkbox"/> Joseph Joffo - Un sac de billes<br>Sous l'occupation, deux enfants fuient<br>leur survie, apprennent la débrouille.<br>222 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 20 F. Pour vous : GRATUIT. | <input type="checkbox"/> Roger Borniche - Le sang<br>Une grande histoire d'une magnifique galerie<br>de portraits de grands hommes.<br>330 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 25 F. Pour vous : GRATUIT.                     |



- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Gilbert Cesbron - Don Juan en automne<br>Une vie pleine de conquêtes qui sont autant<br>de brillants échecs.<br>400 pages - Reliure balastrée avec dorures.<br>Prix Club : 20 F. Pour vous : GRATUIT.                                    | <input type="checkbox"/> Peter Benchley - Les Dents de la Mer<br>Une page bondée de monde. Un grand requin<br>qui rôde... le suspense de l'infini.<br>282 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 20 F. Pour vous : GRATUIT.  |
| <input type="checkbox"/> Maurice Mességué - C'est la nature qui a raison<br>Des plantes, des animaux, des hommes pour<br>savoir se nourrir et pour mieux vivre.<br>365 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 25 F. Pour vous : GRATUIT. | <input type="checkbox"/> Christian Barnard - Les hommes ne mènent pas la vie<br>"Faute de prolonger la vie à tout prix ou à briser la<br>souffrance ? Le premier roman du plus célèbre chirurgien<br>du monde. 400 pages - Reliure soignée sous jaquette illustrée.<br>Prix Club : 25 F. Pour vous : GRATUIT. |
| <input type="checkbox"/> Patrick Cawin - L'Amour aveugle<br>Ou comment s'abandonner à l'aveugle et l'aider<br>à voir.<br>265 pages - Reliure balastrée avec dorures.<br>Prix Club : 20 F. Pour vous : GRATUIT.  | <input type="checkbox"/>  |

### Bon pour adhérer au Club Pour Vous-Hachette et recevoir 2 livres gratuits + un cadeau-surprise.

Envoyez-moi vite les 2 livres gratuits que j'ai  
cochés ci-dessus ainsi que mon cadeau-surprise.  
Ils constitueront mes cadeaux de bienvenue au  
Club Pour Vous-Hachette auquel j'adhère  
aujourd'hui aux conditions suivantes :

Chaque trimestre, je recevrai gratuitement  
votre magazine, offrant un choix de plus de cent  
livres et autres articles de loisir.

Je disposerai alors de 6 semaines pour faire

mon choix et vous adresser ma commande  
accompagnée de mon règlement.

Pasé ce délai, si je ne vous ai pas envoyé ma  
commande, vous m'envoyez automatiquement la  
"Sélection du Trimestre" présente dans le magazine  
et que je vous réglera à réception.

Je m'engage à rester au Club pour une durée de  
deux ans minimum et à acheter au moins 1 livre  
par trimestre.

Le bénéfice du tarif d'adhésion préférentiel  
de 9,50 F que je réglera après réception de mes  
cadeaux gratuits.

Un service de lecture à domicile, pratique  
garanti par Hachette, la plus importante  
organisation française de diffusion  
de livres.

Club Pour Vous-Hachette - B.P. 20 -  
77210 AVON.





# RELIGION

## LE CONFLIT ENTRE LE FONDATEUR D'ÉCONE ET L'ÉGLISE CONCILIAIRE

### Paul VI espère...

Paul VI a évoqué le cas de Mgr Lefebvre devant les quelque huit mille pèlerins qui assistaient ce mercredi 1<sup>er</sup> septembre, à l'audience du mercredi.

« Vous attendez peut-être de nous, ce matin, un commentaire sur la messe célébrée à Lille par Mgr Lefebvre, a déclaré le pape. C'est-à-dire, hélas ! n'avait pas le droit de procéder à cette célébration, ayant encouru la suspension et adivins ! pour avoir ordonné des prêtres à Écône, à la fin de juin, malgré la norme conciliaire explicite qui lui avait été préalablement rappelée. (...)

« Vous attendez peut-être une réponse de notre part aux très graves accusations qui ont été publiées publiquement contre ce Siège apostolique, contre le concile et contre notre personne ? » Mais

non, s'est exclamé Paul VI, nous voulons nous abstenir en ce moment de toute allusion à cette question, même si elle est devenue bien plus grave et bien plus personnelle.

« Il est clair, a souligné le pape, que nous ne pouvons pas ne pas déplorer énergiquement ce cas. Mais, pour le moment, nous vous invitons, vous, les ecclésiastiques fidèles, les bons catholiques et aussi toutes les personnes de bon sens qui suivent cette douloureuse affaire avec un intérêt sincère, à prier le Seigneur afin qu'il inspire à notre frère et à ses partisans un changement d'attitude et une vraie fidélité à la sainte Église catholique pour la paix et la concorde de laquelle nous implorons l'aide divine. »

### Mgr Lefebvre annule deux cérémonies

Bruxelles (A.F.P.). — dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse par l'intermédiaire de son avocat belge, M<sup>re</sup> G. Wailles, Mgr Lefebvre, qui devait conférer des conférences de la messe le 2 septembre, en Belgique, et vendredi au Pays-Bas, a déclaré qu'il avait dû reporter ces cérémonies pour raisons de santé. Il a précisé qu'il était souffrant de douleurs et d'interventions de ces derniers jours, il était contraint de prendre un repos absolu de quarante-huit heures. Il rentra à Écône dans quelques jours et s'efforcera d'être présent le 5 septembre à l'assemblée pour la première grande messe de l'abbé Patrick Groche, un séminariste qu'il a ordonné en juin dernier.

« Je tiens à protester d'avance contre toute insinuation de maladie diplomatique ou de recul devant les interventions des évêques locaux, a précisé Mgr Lefebvre. Je crois avoir prouvé qu'avec la grâce de Dieu aucune pression, ni menace, ne peut me faire renoncer à mon devoir d'évêque catholique, ministre de la grâce sacramentelle. Dès que mon état de santé et les charges de ma fraternité me le permettront, je reprendrai les conférences prévues. Je comprends les déceptions des prêtres, enfants et familles qui comptent sur moi et je ne les abandonnerai pas avant que le Bon Dieu m'en donne la force. »

D'autre part, dans le même communiqué, l'ancien archevêque de Tulle s'insurge contre ce qu'il appelle « l'anarchie liturgique de l'Église ». En trop d'endroits, dit-il, les évêques appliquent les directives conciliaires, retardent l'âge de la confirmation alors que les enfants ont plus que jamais besoin de la force du Saint-Esprit pour gar-

der l'innocence baptismale dans un monde corrompu.

« A un moment où, contre la tradition apostolique, fidèlement observée dans le rite romain, de simples prêtres ont le droit de célébrer la messe, même en présence de leur évêque, il n'est ni raisonnable ni catholique de refuser à un évêque le droit de refuser ce sacrement. En tout cas, a-t-il conclu, personne même à Rome, ne peut nier la validité de mes confirmations. On ne peut certes, en disant d'une telle célébration qu'elle est « l'Église conciliaire », en raison de l'anarchie liturgique qui y règne, et de l'emploi officiellement autorisé d'une matière douteuse, prétendre à toute la tradition de la sainte Église et de la Sainte Église catholique. »

Sans mettre en cause les raisons de santé invoquées par Mgr Lefebvre, il apparaît toutefois que le nombre d'enfants susceptibles d'être confirmés dans les paroisses de Steylerhausen (Belgique) des environs, avait progressivement diminué. D'une douzaine à l'origine, il serait tombé à deux seulement à la suite des mises en garde faites contre le prêtre intrigué.

D'autre part, l'annulation de son voyage aux Pays-Bas, selon des membres de son entourage, est due aussi au fait que Mgr Lefebvre n'approuve pas entièrement le « mouvement de Stein » qui se développe dans une localité du Limbourg néerlandais, où un miracle se serait produit : un crucifix aurait saigné, et où Mgr Lefebvre, à la demande du pasteur de la chapelle privée où devait être dit l'office à Stein, aurait eu des contacts avec le pseudo-pape Clément XV, de Clément (Mosselle), mort le 23 juin 1974.



### LE PRIMAT D'ARGENTINE DÉNONCE L'« ATTITUDE REBELLE » DU PRÉLAT

Buenos-Aires (A.P.). — Le cardinal Juan Carlos Aramburu, primate de l'Église catholique argentine, a condamné, le 1<sup>er</sup> septembre, l'« attitude rebelle » de Mgr Marcel Lefebvre et réaffirmé son soutien au pape Paul VI. Dans un message adressé au pape, le cardinal déclare : « En raison de l'attitude rebelle déplorée de Mgr Lefebvre, je réaffirme à votre sainteté en mon nom et en celui du clergé et des fidèles de l'archidiocèse de Buenos-Aires notre soutien total et indéfectible au vicaire du Christ. Nous prions pour l'unité de l'Église. »

[Lors de la messe qu'il a célébrée à Lille, Mgr Lefebvre avait cité l'Argentine comme un exemple de pays où l'ordre régnait depuis le coup d'État qui a renversé, le 24 mars dernier, le régime de Juan Peron. Ces déclarations ont été vivement ressenties dans les milieux libéraux, où l'on fait ressortir que les violences politiques dans le pays ont fait plus de sept cents morts depuis le coup d'État.]

### POINT DE VUE

## POURQUOI MÉCONTENTES ?

par MARYSE CHOISY

QUAND des âmes dits raisonnables se mettent en colère pour des motifs qui apparaissent infantiles, il faut chercher les vraies causes quelquefois très loin de l'argument invoqué.

Ni Mgr Lefebvre ni Mgr Bourget (qui fut le chef d'un réseau de la Résistance parisienne des 1940) n'ont allumé l'orage dans un ciel imperceptiblement bleu. Il y a longtemps qu'on entendait des grondements. Qu'est-ce qui ne va pas dans le peuple chrétien ?

Quatre exemples :

1) La position du prêtre pendant la célébration de la messe. Il est sacré à ses rites. Il est des condenseurs de forces. Les hindous les nomment ventres ou mandales. Sur les mandales précisément le grand psychologue C. G. Jung a fait des expériences concluantes.

La messe est une figure géométrique calculée pour former un champ électromagnétique d'une grande puissance. Les mathématiciens hindous, rappelle Alain Daniélou, s'y prennent à la manière de nos physiciens quand ils construisent une pile atomique. C'est par sa structure que le temple condense l'énergie cosmique et le fait rayonner sur les fidèles. Il est probable que les bâtisseurs de cathédrales s'inspirent de tels principes. Voilà pourquoi ils ont pu transmettre jusqu'à l'origine, l'architecture fut une science sacrée. Avant d'être formule esthétique, le nombre d'or est champ de forces.

Nous arrivons au plus délicat : l'orientation. Les points cardinaux ont leur valeur énergétique. Pour prier, les juifs se tournent vers Jérusalem, les musulmans vers La Mecque. Les églises chrétiennes, qui se veulent universelles, tout comme les temples d'Israël, regardent vers l'est, vers le foyer en pleine expansion du soleil naissant. Depuis que le prêtre dit sa messe face aux fidèles, dans une église toujours orientée à l'est, il salue le soleil mourant.

Au cours d'une « table ronde » de l'Alliance mondiale des religions, que j'eus l'honneur de présider il y a cinq ans, le cardinal Daniélou, si versé dans la patristique (il fut, ne l'oublions pas, expert au dossier conciliaire de l'Église), nous a transmis un commentaire étrange des Pères de l'Église sur le baptême. Pour chasser Satan et ses pompes, on se tourne d'abord vers l'occident et ses

anciennes Églises devaient se garder de pailler ses mystiques.

Mes deux autres exemples relèvent plutôt de l'ordre moral et psychologique. Ils n'ont pas fini de m'étonner.

3) Autrement dit, on dit : « Le Père d'Écône, bon et miséricordieux ». Le mot « miséricordieux » est supprimé. Bizarre, dans une religion fondée sur la charité ! En soi, cette innovation serait vénielle, si le terrible changement intervenu dans le Notre Père ne l'aggravait de tout son poids.

4) Notre Père nous a été donné par le Christ lui-même dans l'Évangile. Une prière essentielle ! On n'avait appris à réciter : « Ne nous laissez pas succomber à la tentation ». Maintenant il est dit : « Ne nous soumettons pas à la tentation ». Alors là ? On demande qu'on m'explique. La nouvelle tradition, prétend-on, est plus près de la langue originale, l'araméen... Le latin indigne est suffisamment flou pour couvrir bien des sons, tous quand « soumettons ». Jusqu'ici, quand on bousculait une tradition, c'était au nom du progrès. On n'arrête pas le progrès, dit-on pour nous consoler. L'« évolution » va de la foi du charbonnier à la théologie du philosophe et du scientifique. Or sur ce verset nous projetons une image régressive. Quel ? Pendant un demi-siècle nous avons passé notre temps à épurer la figure du Dieu absolu. Aucun confesseur n'osait plus nous présenter le pontifical oriental hérité de Hammourabi, le Père Fouettard dont se moquaient à la fois Freud, Maria Montessori, Gandhi et Mme Hélène Dorliac réunis. L'on veut maintenant que nous adoptions notre prière à ce caduc qui non seulement n'est pas missionnaire, mais encore nous oblige d'écouter à l'écouter la tentation ?

« Superstition », disent les esprits forts. Il se trouve que la physique, la vaine (celle que les théologiens et les philosophes n'ont pas encore pris la peine d'étudier), la physique nucléaire, est du côté de la « superstition ». Et l'affaire Galilée est du côté des esprits forts...

Le phénomène de la résonance (2) explique la pollution des eaux marines par une explosion atomique dans un lac très lointain. Il explique aussi l'effet quasi miraculeux qui suit la récitation de certaines syllabes sacrées. Toutes les langues ne sont possédées par les rapports de la science et de la foi, voir la Gnosé de Princeton, de Raymond Ruyer (Fayard), le livre le plus éclairant paru depuis trois ans. Il me semble qu'une grande et

« Ce que je reproche à ces variétés conciliaires, ce n'est pas d'être révolutionnaires, c'est de rester aveuglément conservatrices. »

(1) Mante (de manège, penser). Suite de lettres assemblées de manière à agir sur la matière. C'est un moyen d'entrer en relation avec le Verbe, d'être le ciel et la terre. (2) C'est le phénomène produit par l'action à distance d'une vibration sur une autre vibration de même nature. C'est la résonance dans mes livres : « L'Étre et le Silence », « La Métaphysique des peuples », « Potlatch est dans le ciel », « Les églises du dala-jama » (éditions du Mont-Blanc, distribution Buchet-Chastel).

d'aujourd'hui. Il y a quelques années le Vatican a fait état de l'existence d'un religieux catholique de soixante-dix ans, le père Kuril, pour avoir baptisé un enfant.

En Roumanie la religion continue à être mêlée à la trame de la vie quotidienne. Les églises sont pleines le dimanche et les fêtes, mais vides en semaine. En 1973, le président Ceausescu déclarait : « Les quatre confessions religieuses de Roumanie jouissent de pleins droits et leur liberté de développement leur activité. Nous affirmons le droit de nos religieux. (...) Dans la société socialiste roumaine, l'Église pourra continuer en paix son développement. (...) L'Église de Roumanie, entre 1958 et 1963, environ mille cinq cents prêtres, moines et laïcs furent arrêtés ; deux mille moines furent contraints de quitter la vie religieuse. »

Depuis leur entrée au Conseil œcuménique des Églises en 1961, les Églises de Roumanie ont eu des contacts suivis avec l'Occident, mais il est bien évident — ainsi que l'ont montré à nouveau les incidents survenus à l'assemblée de Nairobi — que les responsables des Églises n'ont obtenu leur participation au C.O.E. que moyennant leur silence sur les aspects négatifs de la politique de leurs gouvernements.

HENRI FESQUET.  
ALAIN WOODROW.

## De nouvelles révélations sur les persécutions en Union soviétique

Mgr Roger Etcheberry, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de France, vient de faire un voyage de 3 000 kilomètres en U.R.S.S. sur l'invitation de l'Église orthodoxe russe. Dans son bulletin diocésain, l'Église d'aujourd'hui, il en fait un compte rendu et confirme certaines statistiques figurant dans les dossiers analysés ci-

dessous. Il livre, également, ses impressions personnelles.

« Ce qui fait la force de l'Église, écrit Mgr Etcheberry, c'est la sérénité de ce peuple de Dieu qui rend sans cesse de ses cendres et réussit à marquer de sa foi le quotidien le plus pollué

d'athéisme militant. Personne ne soupçonne l'ampleur et l'intensité de la vie religieuse en Union soviétique. C'est, sans nul doute, le plus grand volcan de la chrétienté, un volcan qui gronde aujourd'hui à travers les voix pathétiques d'intellectuels ou de jeunes à la recherche d'un « Père Zossime » des Frères Karamazov. (...)

« Oui, bienheureuse Église, où l'Évangile est recopié à la main, arraché aux touristes ou acheté au marché noir : que ne peut-on espérer de cette Église lorsque retombera sur son immense territoire la lave incandescente et féconde de sa foi au Dieu trinitaire ! »

Traitement intensif de drogues avec menace de violence ; licenciement et expulsion d'appartenance ; passage à tabac par les agents du K.G.B. ; pressions et chantage exercés sur les proches parents ; voilà quelques-unes des méthodes employées par le pouvoir soviétique pour faire écarter un groupe d'intellectuels chrétiens.

Elles sont décrites en détail dans deux documents qui viennent de parvenir d'une part, au Centre pour l'étude de la religion et du communisme, à Keston College, dans le Kent (Grande-Bretagne) et, d'autre part, au pasteur Philip Potter, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises (C.O.E.), dont le comité central a terminé ses travaux à Genève le 18 août. Travaux consacrés en grande partie à des discussions sur les droits de l'homme — notamment la liberté religieuse dans les pays de l'Est — un an après les accords d'Helsinki (le Monde du 14 août).

Ces documents s'ajoutent au volumineux dossier distribué à la réunion du comité central, intitulé « Lettres, appels et commentaires reçus par le C.O.E. sur la liberté religieuse dans les pays socialistes entre octobre 1975 et juin 1976 ». La pièce centrale de

ce dossier est la lettre adressée par le Père Gleb Yakounine et Lev Regelson, soviétiques tous deux, à la cinquième assemblée mondiale du C.O.E. à Nairobi en décembre 1975, qui devait déclencher un débat passionné autour de la liberté religieuse. Le pasteur suisse J. Rosset : « Les restrictions à la liberté religieuse, tout particulièrement en U.R.S.S., préoccupent le C.O.E. L'assemblée mondiale de l'Église orthodoxe russe, le 1<sup>er</sup> septembre, a réaffirmé le soutien de l'Église orthodoxe russe à la liberté religieuse, tout particulièrement en U.R.S.S. »

Nikodim, de l'Église orthodoxe russe, avaient réussi à faire retirer l'amendement, mais celui-ci a en pour effet de rendre publique une controverse qui alimentait depuis longtemps les discussions de couloir : le C.O.E. peut-il condamner les violations des droits de l'homme dans les pays occidentaux publiquement et nominativement tout en taisant celles commises dans les pays de l'Est ?

Un des documents de base sur lequel ont travaillé les experts du C.O.E. est un rapport intitulé « La liberté religieuse en Union soviétique », publié par trois instituts de recherche occidentaux (2). Depuis une vingtaine d'an-

nées, peut-on lire dans ce rapport, le parti communiste exerce un contrôle absolu sur l'enseignement, la presse, la radio, la télévision et le système légal en U.R.S.S. Malgré une propagande stérile sans relâche dans tous ces domaines, le régime des mesures antireligieuses qui vont de la persécution ouverte et du ridicule à l'internement dans des asiles psychiatriques, la religion, loin d'avoir disparu, donne même des signes de renaissance.

Après trois vagues de persécution, le régime s'est d'abord pendant la révolution, ensuite lors de la terreur stalinienne des années 30, puis sous Khrushchev au début des années 60, l'Église orthodoxe aurait toujours environ trente millions de membres, l'Église arménienne apostolique trois millions, les Églises latines de Lettonie et d'Estonie un demi million à elles deux et le Conseil réuni des chrétiens évangéliques et des baptistes rassembleraient plus d'un demi-million de fidèles.

Si l'on ajoute à cela les membres des autres Églises, des des différentes sectes et les chrétiens sans appartenance confessionnelle — sans parler des autres religions, la survie, voire le développement de la religion dans un climat hostile, n'est que plus frappante. On a même pu dire que les croyants convaincus sont aussi nombreux — sinon plus — à l'Est qu'à l'Ouest.

La politique soviétique, poursuit le rapport, est variable et imprévisible. Il est évident, toutefois, qu'il n'y a pas eu d'amélioration depuis Helsinki — Men au contraire. C'est ainsi que la loi de 1929 sur les associations religieuses a été durcie en 1975. Les croyants ne peuvent pas, par exemple, inviter un prêtre chez eux pour baptiser leur enfant, bénir leur maison ou célébrer la messe sans la permission des pouvoirs locaux. En fait, toute activité religieuse tombe sous le coup du code pénal, dont les articles, élastiques, s'étendent à toute activité jugée « subversive » ou « potentiellement subversive » par les autorités.

La partie centrale du document a été rédigée par les deux orthodoxes russes, le Père Yakounine et M. Regelson, qui avaient écrit à l'assemblée de Nairobi et qui se trouvent toujours en Union soviétique, bien qu'ils aient perdu leur emploi, le premier comme prêtre en paroisse et le deuxième comme scientifique. Ils soulignent les quatre principes de base sur lesquels repose la législation antireligieuse :

1) L'enregistrement obligatoire de toute association de croyants est compris non pas comme un acte de reconnaissance, mais comme la permission qui est souvent refusée, d'exister.

2) Les socialistes religieux ne peuvent pas posséder de biens propres. Tout le mobilier ecclésiastique, y compris les icônes, les ciboires, les livres, les ornements, etc., est nationalisé, ce qui facilite l'affectation de lieux du culte à des usages profanes.

3) Toute activité missionnaire et culturelle est interdite, ce qui rend impossible l'évangélisation.

4) Le système d'enseignement est discriminatoire puisqu'il qualifie de « criminelles » toute éducation religieuse entre un croyant et ses enfants ou ceux de ses parents ou voisins.

### Myopie et dogmatisme

L'autre document de base utilisé par les experts du C.O.E. est un rapport rédigé par le département des affaires internationales du Conseil britannique des Églises, mis en forme par le pasteur Trevor Beeson en 1974 et publié en français l'année dernière sous le titre *Prudence et courage* (3). L'essentiel de cet ouvrage est consacré à une minutieuse information. Dans la partie européenne de l'Union soviétique, « la myopie et le dogmatisme du parti communiste autoritaire rappellent de plus en plus la rigidité du régime stalinien ».

Il n'y a pratiquement aucune limite à la répression, bien qu'il ne fasse pas de doute que le parti et le gouvernement soient

divisés sur les modalités : certains soutiendraient même que la religion soit acceptée jusqu'à un certain point comme un facteur de solidarité nationale.

En 1961, il fut interdit aux prêtres de paroisse de participer au conseil paroissial. En quatre ans, une dizaine de milliers d'églises furent fermées, ainsi que cinq des huit séminaires. Trois évêques aux mans furent emprisonnés. Il fut décidé — mais non promulgué officiellement — qu'il serait interdit aux croyants au-dessous de dix-huit ans de participer au culte ou de recevoir une instruction religieuse régulière.

Il semble bien que l'Église orthodoxe soit truffée d'agents du gouvernement.

L'auteur estime, pour sa part, que le patriarcat Pimène, en fonction depuis 1971, est un homme de foi et de prière. Quant à Mgr Nikodim, il reste un personnage assez énigmatique, plein de qualités, mais dont ses intimes disent qu'il semble être resté sous l'influence de l'atmosphère stalinienne dans laquelle il a été élevé.

La fidélité aux offices liturgiques reste la force principale d'une Église bâillonnée et peu instruite en raison de la rareté des livres. Les rapporteurs expriment que des jeunes s'intéressent à l'Église ainsi que des membres de l'intelligentsia.

Sur les autres Églises en U.R.S.S. et dans huit autres pays le rapport contient quantité de précisions et d'appréciations. En dehors de la Pologne, qui constitue un cas à part, la vigueur des Églises est à noter en République démocratique allemande et en Yougoslavie.

### Des églises bondées

Comment passer sous silence l'Albanie, « le premier État athée du monde », où, en dépit de ce que la Constitution, toute expression publique d'une croyance religieuse est illégale ? Tous les lieux de culte y sont fermés, ce qui est une erreur unique dans le monde

**Le seul livre de**  
**MGR LEFEBVRE**  
Un évêque parle - 3<sup>e</sup> édition - 326 pages - 36 F.

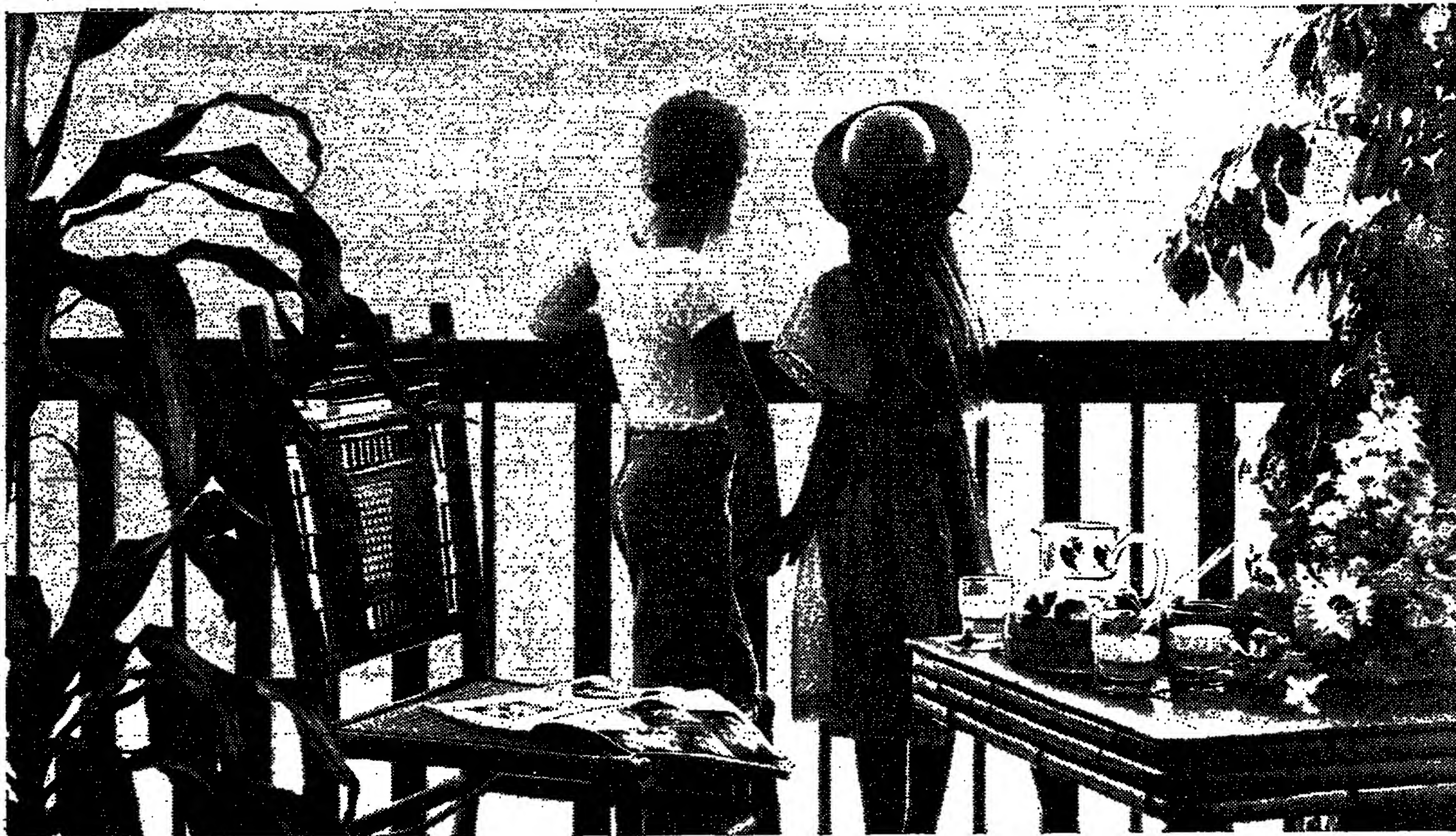
**Le vrai dossier de**  
la condamnation de Mgr Lefebvre - 96 p. - 9 F.

**DOMINIQUE MARTIN MORIN**  
96, rue Michel-Ange - 75016 PARIS - Tél. : 288-30-94.

150

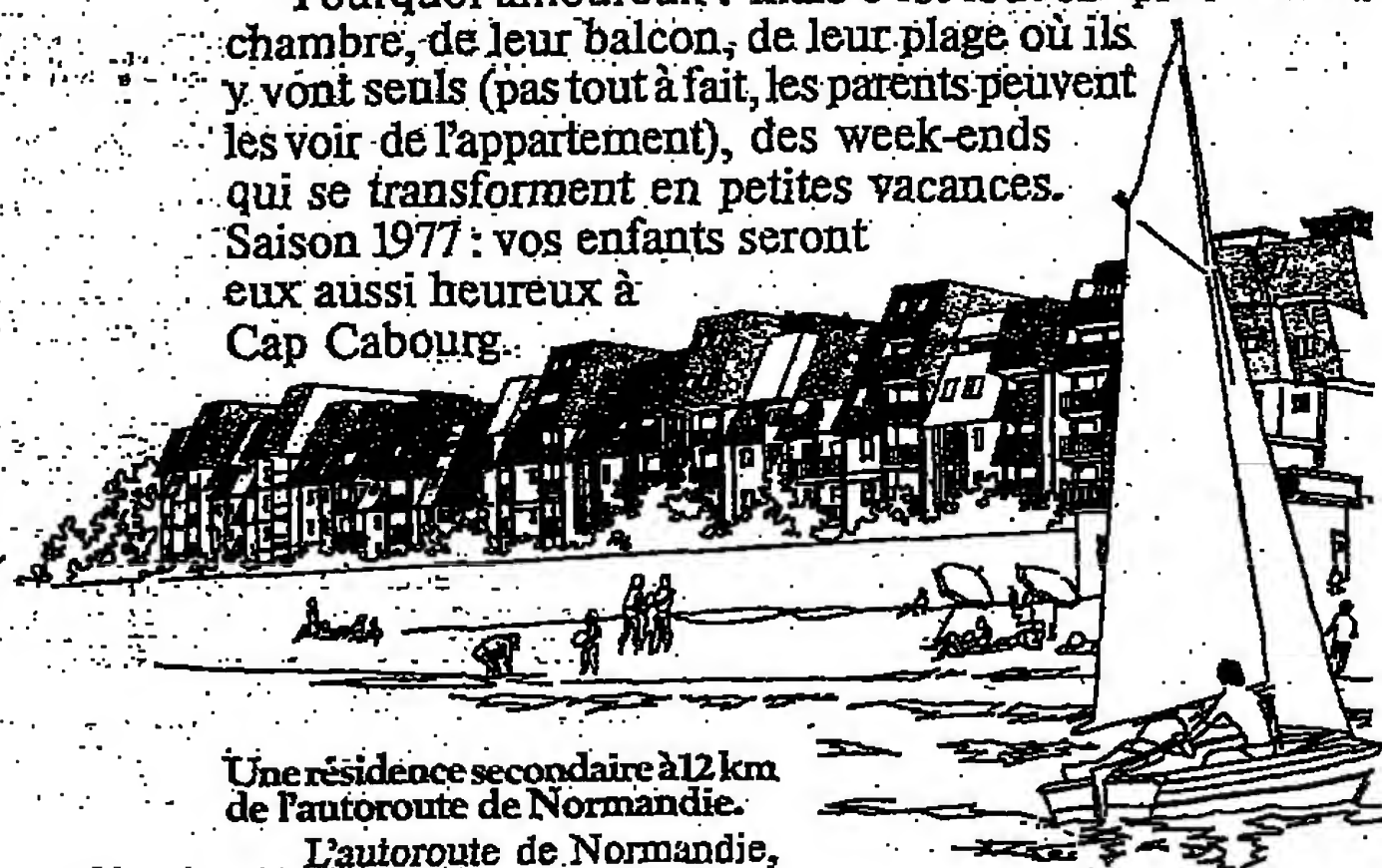


1500



## Les amoureux de Cap Cabourg.

Pourquoi amoureux ? mais c'est tout simple : de leur chambre, de leur balcon, de leur plage où ils y vont seuls (pas tout à fait, les parents peuvent les voir de l'appartement), des week-ends qui se transforment en petites vacances. Saison 1977 : vos enfants seront eux aussi heureux à Cap Cabourg.



Une résidence secondaire à 12 km de l'autoroute de Normandie.

L'autoroute de Normandie, maintenant ouverte jusqu'à Caen, rapproche la côte normande de Paris, et met Cap Cabourg à 2 heures de la capitale. Prenez l'autoroute A 13 et sortez à Dozulé. Il ne vous reste plus que 12 km, les plus agréables, à travers le pays d'Auge pour rejoindre votre résidence. Garez votre voiture au parking souterrain. Un ascenseur monte directement à votre appartement. Vous êtes chez vous. Pour le week-end, ou pour les vacances petites et grandes. Autres liaisons depuis Paris : le turbo-train (gare Saint-Lazare).

Un site exceptionnel que l'on ne retrouvera plus.

Le site de Cap Cabourg est unique sur la côte normande. Entre la mer et l'embouchure de la Dive. A l'extrême pointe Est de la digue promenade Marcel Proust. La plage d'un côté, le magnifique port de plaisance de l'autre, et Deauville à 15 km. Les Cap Cabourgeois jouissent d'une vue

exceptionnelle qui en fait des privilégiés. 53 nouvelles chances d'être un propriétaire envié se présentent. Ne les laissez pas passer !

Une adresse dont on est fier.

Déjà exceptionnel par le site, Cap Cabourg est une réussite architecturale qui séduit par le caractère et le colon des matériaux (rose des briques, blanc ocre des pierres, brun clair des colombages et balcons en chêne, bleu nuit des ardoises), par le jeu harmonique des hauteurs et des profondeurs. Vue de la mer, on est fier d'y résider. Comme d'y recevoir amis et parents. Hall d'entrée, couloir, escalier sont accueillants, les chambres sont de vraies chambres. L'équipement de haute qualité.

Un accès direct à la plage.

La plage est à 9 mètres. Au pied de la digue promenade Marcel Proust (réservée aux piétons). 9 petits mètres que vos en-

fants feront tout seuls : vous pourrez aussi les surveiller de votre balcon ou fenêtre. L'autre façade bordera un vaste jardin intérieur : quelle tranquillité ! Et toutes les activités, tous les sports que demande la détente, vous les trouverez à Cabourg dont le centre est à cinq minutes.

Une cuisine bien équipée comme celle de votre résidence principale.

A Cap Cabourg le confort ne prend pas de vacances. Dans votre cuisine vous trouverez toutes les commodités dont vous ne pouvez vous passer : meuble de rangement haut et bas, évier inox double bac, réfrigérateur, plaque électrique 4 feux, four avec hublot, hotte aspirante. Vide-ordures à tous les niveaux, chauffage électrique d'ambiance avec réglage individuel.



Loggia ou balcon avec vue imprenable.

Tous les appartements de Cap Cabourg s'ouvrent sur des loggias ou balcon pour la vie en plein air, le repos ou l'apéritif entre amis. A l'abri des vis-à-vis votre intimité est protégée par le décrochement des façades. Devant vous une vue panoramique sur la mer, Cabourg, et la campagne environnante.

Appartements témoins.

Cap Cabourg, avenue Pasteur à Cabourg. Renseignements : sur

place tous les jours sauf le mardi, tél. : (31) 91.00.65 - Paris : 120, Champs-Élysées, tél. : 256.00.90 - Rouen : 3, rue Rollon, tél. : (35) 88.63.79 - Siège Social : 198, avenue de la République, Deauville, tél. : (31) 88.77.35.

2 pièces double exposition 45 m<sup>2</sup>. 1<sup>er</sup> étage Sud-Est, séjour, chambre, cuisine, entrée, salle de bains, wc et balcon de 5 m<sup>2</sup>.

3 pièces double exposition 63 m<sup>2</sup>.

3<sup>e</sup> étage mer Sud, séjour, 2 chambres, cuisine, entrée, salle de bains, wc et deux loggias de 3 m<sup>2</sup>.

Contrat prix bloqué.

C'est une clause de sécurité extrêmement intéressante actuellement. En versant 5 % à la réservation vous bloquez le prix de votre appartement qui ne subira aucune augmentation ; Jacques Ribourel S.A. vous accorde la possibilité de payer les 15 % supplémentaires d'apport personnel sur 2 ans. Et peut vous faire obtenir un crédit de 18 ans sur les 80 % restants.

Jacques Ribourel s.a. 120, Champs-Élysées 75008 Paris tél. 256 0090

Veuillez me faire parvenir, sans engagement de ma part, votre documentation sur Cap Cabourg.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

A retourner à Jacques Ribourel S.A. 120, Champs-Élysées 75008 Paris.

MCC



## École de Commerce et d'Administration

### Section Supérieure d'Économie

ÉPREUVES D'ADMISSION  
2<sup>e</sup> SESSION : 8 et 9 septembre 1976

## Collège Sainte-Barbe

ÉTABLISSEMENT  
D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ  
FONDÉ EN 1460

4, rue Volette, 75005 Paris — 033-43-97

## ÉDUCATION EN SUISSE ÉCOLE DES ROCHES

3961 Bluche - Montson - CRANS-SUR-SIERRE  
Tél. (027) 41.12.23 - Téléc 33453 Roches CH

Internat et externat pour jeunes gens et jeunes filles de 8<sup>e</sup> à terminale

### PRÉPARATION AU BACCALAURÉAT FRANÇAIS

90 % de réussite aux examens de baccalauréat et de B.E.P.C. de 1966 à 1976.

BACCALAURÉAT SUISSE ET ITALIEN  
ANGLO-AMERICAN SECTION  
ÉCOLE DE COMM. ET LANG. MODERNES  
PRÉPARATION A L'ÉCOLE HOTELIÈRE

### Tous les SPORTS d'ÉTÉ et d'HIVER

Marcel CLIVAZ, directeur, recevra du 3 au 5 septembre 1976 au Grand Hôtel, r. Scribe, PARIS (Tél. 260-33-50)  
Pour des rendez-vous dans d'autres régions de France, veuillez vous adresser directement à la direction de l'école.

(PUBLICITÉ)

L'AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE (1)  
organise dans le cadre de son programme

### ÉCOLE INTERNATIONALE DE BORDEAUX

DIFFÉRENTS CYCLES DE PERFECTIONNEMENT DURANT LE SECOND SEMESTRE 1976

- Evaluation des projets de production : Du 15 septembre au 16 octobre 1976 ; Destinés à des planificateurs, responsables, chargés d'études, ayant une formation économique ou technique supérieure, et appelés à étudier des projets de production dans un pays en voie de développement.
- Financement international des projets de développement : Du 15 octobre au 30 novembre 1976 ; Destinés à des cadres supérieurs, responsables de la préparation, de la négociation et du suivi de dossiers de financement de projets de développement.
- Gestion d'entreprise : Du 27 septembre au 21 décembre 1976 ; Destinés à des cadres de formation initiale supérieure, déjà expérimentés dans leur spécialité et accédant à une responsabilité de direction dans une organisation de taille moyenne.
- Organisation et gestion des collectivités locales en milieu rural : Du 1<sup>er</sup> octobre au 30 décembre 1976 ; Destinés à des responsables administratifs au sein de collectivités rurales, de communes rurales, de communes mixtes rurales.
- Maintenance de matériels audio-visuels : Du 1<sup>er</sup> novembre au 11 décembre 1976 ; Destinés à des agents techniques de centres audio-visuels, instituteurs pédagogiques, centres culturels, occupant un poste de réparateur ou de responsable de maintenance.

#### RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX :

- Lieu des cycles : Ecole Internationale de Bordeaux, France.
- Langue de travail : française.
- Sélection sur dossier.
- Les frais de perfectionnement sont assumés par l'Agence de Coopération culturelle et technique qui verse, en outre, à tous les candidats sélectionnés et originaires des États membres une bourse couvrant les frais de séjour et de voyage.
- Les candidatures doivent être adressées au ministère compétent du pays membre, correspondant officiel de l'Agence de coopération culturelle et technique.

#### POUR TOUT RENSEIGNEMENT, S'ADRESSER :

- Soit ÉCOLE INTERNATIONALE DE BORDEAUX, 43, rue Pierre-Noëlle, 33400 TALENCE (France). Tél. 30-90-50.
- Soit AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE, 18, avenue de Messine, 75008 PARIS. Tél. 227-90-58.
- Soit auprès du CORRESPONDANT OFFICIEL de l'Agence de Coopération culturelle et technique dans le pays concerné.

(1) Organisme international prospectif. États membres : Belgique, Brésil, Canada, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Haïti, Haute-Volta, Liban, Madagascar, Mali, Ile Maurice, Monaco, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Viet Nam, États associés : Cameroun, Laos. — Gouvernements participants : Québec.

## ÉDUCATION

### L'administration scolaire et universitaire de Paris sera centralisée

L'administration scolaire et universitaire de Paris va être centralisée : tel est le sens du décret adopté, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, par le conseil des ministres, et qui attribue au recteur de l'académie de Paris deux adjoints. L'un, le directeur des services académiques, choisi parmi les inspecteurs généraux, est chargé des enseignements élémentaires et secondaires ; l'autre, un professeur d'université, des enseignements supérieurs, avec le titre de vice-chancelier des universités de Paris. L'un et l'autre sont assistés d'un secrétaire général.

Cette mesure est l'aboutissement de la réorganisation administrative de la région parisienne, qui a d'abord fait passer l'ancien département de la Seine, d'autre part rattaché à l'académie de Paris aux dimensions de la seule ville de Paris. Longtemps, il a existé une double administration scolaire à Paris : d'une part, un directeur des services d'enseignement, inspecteur général nommé à la fois par le ministre et par le préfet (mais qui avait surtout autorité sur les enseignements élémentaires et techniques) ; d'autre part, le recteur, qui avait la tutelle des lycées et des établissements d'enseignement supérieur. En novembre 1971, déjà, une première mesure de réunification avait été prise. La préfecture de Paris ne conservait qu'un service pour les constructions, la caisse des écoles, les activités périscolaires. L'organisation de l'enseignement pri-

maire, secondaire et technique, la gestion du personnel, les questions touchant à la scolarité des élèves et aux bourses, étaient confiées à un inspecteur d'académie de Paris placé directement sous l'autorité du recteur et du ministre de l'éducation ; nommé à ce poste, M. Raymond Prieur, conseiller technique au cabinet de M. Olivier Guichard, fut notamment chargé par celui-ci de reprendre en main les lycées après une période d'agitation des élèves et de flottement administratif (Le Monde du 26 novembre 1971).

Mais la fusion des deux administrations n'était pas complète. M. Henri Le Gall, ancien directeur des collèges au ministère de l'éducation, remplace en 1975 M. Prieur pour la préparer. Une partie des services antérieurement rattachés à la préfecture de Paris, étaient encore dans les locaux de celle-ci, boulevard Morland. Ils vont les quitter pour rejoindre l'ensemble des services académiques, qui pourraient être installés dans le 19<sup>e</sup> arrondissement.

D'autre part, le poste de recteur adjoint au recteur de l'académie de Paris, dont le titulaire était chargé des problèmes d'enseignement supérieur, particulièrement complexes à Paris, est supprimé, afin de placer les services concernés plus directement sous l'autorité du recteur de Paris. M. Jacques Dehaussy, qui occupait ce poste, vient d'être nommé recteur de l'académie de Créteil (Le Monde du 22 juillet).

### Renseignements pratiques sur la rentrée scolaire

Un service « spécial rentrée » sera organisé du 8 au 18 septembre par l'Académie de Paris, pour répondre à toutes les questions des élèves, des familles et des professeurs. Ce service comprendra trois antennes :

- 1) L'accueil des familles et des élèves, au rez-de-chaussée de l'hôtel des examens, 3 bis, rue Mabillon, Paris-VI ; tél. : 823-21-50, qui fournira tous les renseignements sur les inscriptions dans les classes et sur tous les problèmes de la vie scolaire (cours de transport, allocations familiales, classes d'initiation au français pour les élèves étrangers, attributions de bourses) ;
- 2) Accueil des nouveaux candidats maîtres-auxiliaires, 4, rue Denton, Paris-VI ; tél. : 823-37-79 et 823-37-81 ;
- 3) Accueil des enseignants titulaires et des maîtres-auxiliaires déjà en fonction les années précédentes, 1, rue Victor-Cousin, Paris-V ; tél. : 329-32-33. Ces trois centres de renseignements fonctionneront tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, sauf le samedi et le dimanche.

« Rentrée pratique » à France-Inter : à partir de ce jeudi 2 septembre et jusqu'au 18 septembre, « Inter-Jeunes » diffusera chaque jour de nombreuses informations pratiques sur la rentrée scolaire, concernant notamment les inscriptions aux examens, les difficultés d'orientation, les filières d'études (et particulièrement celles de l'enseignement technique), les aides et allocations diverses, la scolarisation des han-

dicapés et des enfants de travailleurs étrangers. Le service courriel d'« Inter-Jeunes » et dix lignes de téléphone seront également à la disposition des auditeurs chaque jour, de 9 heures à 18 heures. Des conseillers d'orientation répondront gratuitement aux questions des élèves et des parents.

(\*) « Inter-Jeunes », tél. 324-37-37, 224-20-40, 524-13-35.

M. Haby en U.R.S.S. — M. René Haby a quitté Paris ce jeudi 2 septembre pour une visite officielle de cinq jours en U.R.S.S. M. Haby visitera des établissements scolaires, notamment à Moscou, Kiev et Leningrad, et s'entretiendra avec les responsables de l'éducation en Union soviétique, notamment MM. Vitcheslav Bludine, ministre de l'enseignement secondaire et supérieur, et Alexandre Boulikov, président du comité d'État pour l'enseignement supérieur du Gosplan.

La C.G.T. proteste contre son « éviction » du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche — de même que celle de la C.F.D.T. — et contre la suppression de la subvention de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau). Ces mesures, déclare-t-elle, « confirment le désarroi du pouvoir face à une rentrée universitaire catastrophique et la volonté de recourir à un autoritarisme accablant pour s'opposer aux revendications de la jeunesse et imposer les orientations conformes aux intérêts du grand patronat ».

## SPORTS

### FOOTBALL

#### LE MATCH NUL DE L'ÉQUIPE DE FRANCE FACE AU DANEMARK

#### Le but providentiel de Michel Platini

Deux sélections en équipe de France et déjà redoutable récidiviste ! Il restait à peine deux minutes à jouer, mercredi 1<sup>er</sup> septembre à Copenhague. Le Danemark menait 1 à 0, quand l'équipe de France, jusqu'alors maladroite et mal inspirée, obtint un coup franc, face aux buts adverses, distants d'une vingtaine de mètres. Jean-Michel Larqué

et Michel Platini, deux orfèvres dans cette spécialité, s'approchèrent. Petit conciliabule, puis le capitaine stéphanois poussa le ballon à son cadet. Le tir de Michel Platini part, bien brossé. C'est un but « copie conforme » de celui réussi pour ses débuts internationaux par le jeune Lorrain, cinq mois plus tôt, face à la Tchécoslovaquie.

A défaut de rapporter beaucoup de sujets de satisfaction de Copenhague — en dehors du résultat et de l'apport providentiel de Michel Platini — M. Michel Hidalgo, directeur des équipes de France, pourra méditer sur la fragilité d'une sélection et mesurer la difficulté de la tâche qui attend ses joueurs, s'ils veulent obtenir leur qualification pour la Coupe du monde 1978, aux dépens des Bulgares et des Irlandais. Huit jours après avoir dominé Moenchengladbach, battu 5 à 0 au Parc des Princes, l'équipe de France a, en effet, semé le doute sur ses réelles possibilités en n'obtenant qu'un match nul.

Telle le docteur Jekyll et M. Hyde, l'équipe de France a présenté à huit jours d'intervalle deux visages totalement opposés : celui d'une formation élégante, sereine et entreprenante, réussissant avec panache tout ce qu'elle a entrepris contre Moenchengladbach ; puis, contre le Danemark, celui d'une équipe sans inspiration, pratiquant un jeu étié en attaque et bousculée en défense par des footballeurs volontaires mais sans génie.

Pour expliquer cet avatar, les Français ont pu de circonstance être

nuancés, tout au plus le forfait pour le deuxième match des Stéphanois Gérard Larsson et Christian Lopez en défense. Cette thèse confirmerait la nécessité de faire confiance au bloc défensif des Stéphanois pour assurer la sérénité et l'assise de la sélection nationale.

Le valeur individuelle des joueurs danois était connue. Obligés de s'exprimer pour monnayer leur talent, puisque le professionnalisme n'existe pas dans leur pays, les meilleurs footballeurs danois font le bonheur de biens des clubs allemands, belges ou néerlandais. Rassemblés à la hâte, souvent retenus dans leurs équipes, les Danois peuvent difficilement constituer une sélection nationale homogène.

Dans ces conditions, la domination des Danois fut beaucoup plus la conséquence de leur valeur athlétique et de leur volonté très britannique que de leur jeu collectif. S'ils glanèrent un grand nombre d'occasions de but par précipitation ou par manque d'imagination en attaque, il fallut une faute du gardien de but français sur un corner pour qu'ils marquent, par Roussé, à la cinquantaine-troisième minute.

A la décharge des défenseurs français, souvent dominés en nombre et livrés à eux-mêmes face aux attaques danois, il faut noter la discrétion au milieu du terrain de Dominique Bathenay, Jean-Michel Larqué et Michel Platini, qui avaient été si brillants contre Moenchengladbach, mais ont démontré à nouveau leur inaptitude à défendre quand leur équipe est dominée.

Ainsi, avec cinq attaquants « purs », dont deux ailiers de débordement, cette équipe de France n'est pas faite pour subir le jeu adverse. Si elle peut s'épanouir quand elle opère dans une ambiance favorable — public qui la soutient et adversaire rendu prudent en déplacement —, cette équipe de France n'est pas encore suffisamment décontractée pour tenter d'imposer à tout prix son jeu sur terrain adverse. Beaucoup plus que le milieu du milieu de terrain, c'est donc celui d'un certain état d'esprit qu'il conviendrait de faire.

Contre la Bulgarie, le 9 octobre à Sofia, les Français doivent s'attendre à subir une forte pression de la

#### 100.000 passionnés

#### de football

#### lisent BUT...

La saison est reportée. L'équipe de France aussi ! Chaque jour, plus de 100.000 passionnés de football lisent BUT, le seul quotidien TOUT FOOTBALL : 16 pages de texte et de photos, informations, indiscrétions, commentaires, échos...

Si vous aimez le football, vous aussi aimez BUT. Chaque jour, du mardi au samedi. En vente partout : 2,50 F

... Faites comme eux !

#### INSTITUT DU ROSENBERG, CH-9000 St-Gall (Suisse)

Höhenweg 60 - Tél. 19-41/71/27 77 77

Internats pour jeunes filles et garçons. Cours de langue allemande, française, anglaise, italienne sanctionnés par un diplôme de fin d'études. Section commerciale conduisant à un diplôme et à la maturité. Culture générale. Rentrée des classes en automne. Sports d'hiver. Climat vertigineux. Renseignements à la direction.

### Cyclisme

#### CONFIRMATION DE JACQUES BOSSIS DANS LA ROUTE NIVERNAISE

Moins d'une semaine après s'être imposé dans le Tour du Limousin, le jeune néo-professionnel Jacques Bossis a récidivé, le 1<sup>er</sup> septembre, à Cosnes-sur-Loire, dans la Route Nivernaise, en devançant au sprint Smet, Campaner et Mattis. Après cette épreuve, le sélectionneur national, M. Richard Marillier, a décidé de remplacer Régis Orton par Patrick Béon pour les championnats du monde organisés le 5 septembre à Ostuni (Italie). L'équipe de France aura donc la composition suivante : Béon, Campaner, Dangillaume, Hinault, Hézard, Perret, Poulidor, Sibille, Thévenet et Vallet.

#### OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

#### OFFRE DE SITUATION RESERVÉE A DES ETUDIANTS URGENT

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE est responsable de la présence active de grandes publications et maisons d'édition dans le monde universitaire et scolaire.

Il assure ainsi une action permanente de publicité, de promotion et de vente d'ouvrages ou d'abonnements dans les universités et les lycées.

Il recherche, pour compléter sa force de vente : SON CHEF D'AGENCE A LILLE ET BORDEAUX (à plein temps)

- Il a 25 ans environ et une solide formation supérieure.
- Il est capable d'organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de l'agence, de recruter, diriger et animer une équipe de délégués étudiants salariés.
- Fixe + pourcentage : 50 000 F + annuels.
- Formation complète assurée.

#### SES CHEFS DE CENTRE A NANCY ET RENNES.

Qui pour une fonction similaire à celle d'un chef d'agence, pourront éventuellement poursuivre leurs études de troisième cycle en occupant leur poste.

- Fixe + pourcentage : 30 000 F + annuels.

#### SES CHEFS DE CENTRE A AIX-EN-PROVENCE, AMIENS, BESANCON, BREST, CAEN, MARSEILLE, METZ, NANTES, NICE, ORLÉANS, PAU, PARIS (plusieurs postes), ROUEN, TOURS.

Postes également accessibles à des étudiants poursuivant des études de second cycle.

- Fixe + pourcentage : 20 000 F + annuels.

Il sera répondu à toutes les candidatures - Prise de contact rapide - Stage et entrée en fonctions immédiats après engagement.

Adressez votre candidature (CV + photo) à : Jeanne JAEGER - Réf. 101 - Service du Recrutement OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE 15, rue Tiphaine - 75015 PARIS

#### COLLÈGE PRIVÉ MIXTE DE LOURDOUEIX

SAINT-MICHEL, 38140 - Tél. (18-54) 20-33-82  
Fondé en 1840 (Secondaire et Technique)  
CENTRE CULTUREL EUROPEEN - 400 m altitude  
6<sup>e</sup> à terminale - A.B.C.D. - Q2 - Math. sup. - Langues sup. (Vatikan) - Équitation - Rugby - Judo - Karaté  
15 élèves par classe  
Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner.







# LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Paul-Aloïse De Bock

## UN FLAMAND DE LA BELLE ÉPOQUE

★ LE SUCCÈS FILA, de Paul-Aloïse De Bock. Dono, 229 p., 40 F.

A l'âge où ne met pas sans mélancolie ses papiers en ordre, où les anciens agendas comptent plus de morts que de vivants, un vieux monsieur s'efforce d'arracher à l'oubli un petit morceau de passé.

En nous livrant sa « Belle Époque », il entend nous faire œuvre d'art que de gratitude et d'amour. Or voici que les Mémoires de Paul-Aloïse De Bock échappent à leur auteur pour voler de leurs propres ailes, pour nous imposer leurs émotions, se mêler à nos souvenirs, comme si nous étions nés, nous aussi, dans une pâtisserie bruxelloise à la fin du siècle dernier.

Le goût de la vérité, si contagieux soit-il, ne suffit pas à expliquer l'envoûtement dans lequel nous tient ce retour aux sources. Faut-il évoquer Marguerite Yourcenar dont les *Souvenirs pieux* hantent la même ville à la même époque ? Italo Svevo qui nous sacra citoyen de Trieste ? Joyce qui nous légua son Dublin ? Il semble plutôt que l'art de Paul-Aloïse De Bock le rapproche des peintres flamands, minutieux, limpides et secrets. On entre dans son livre comme dans une ancienne maison, cirée, polie, choyée par quelque ménagère invisible. On s'étonne du charme que dégagent des vertus et anachroniques. On découvre peu à peu que l'innocence a plus d'un tour dans son sac et que la pudeur permet de tout dire, bouche cousue. Noblesse oblige ! Gagné par les exemples qui l'entourent, le visiteur apprend à vivre au ralenti, à glisser parmi les ombres dans le sillage de son hôte qui lui présente son royaume.

Faivre Proust, qui doit se contenter d'une petite maîtresse pour revenir en arrière ! Le fils du pâtissier De Bock dispose, lui, d'un équipage de diaboliques de gâteaux aux noms superbes : le saint-louis, le comte-de-flandre, le montpensier, le bismarck, le malakoff. Sa tante est la reine du riz au lait, sa grand-mère du crémignon, dont « elle giffle allégrement la joue fraîche », (non, ne criez pas à l'enfant martyr, le crémignon est une sorte de kougloff belge, scandalusement

ignoré par nos dictionnaires). Et quant le président de la République française se rend chez le roi, c'est le père de notre auteur qui prépare les vol-au-vent aux pousins de Bruxelles, les sorbets au kirsh et le saint-honoré couronné de fleurs en sucre filé, destinées aux meilleurs peintres de la ville.

Si la gourmandise se taille une place de choix, la famille De Bock possède bien d'autres titres de gloire, à commencer par ce grand-père Hyacinthe, cordonnier anarchiste, qui devint clerc de Victor Hugo en exil. Ce dernier, paraît-il, se montrait fort pingre, contrairement à M. Alexandre Dumas, mais il posait tant de questions sur « l'algène, le lignon, la fabrication de la poix qui ennoblit la paume du travailleur » qu'on en oubliait le pourboire.

### Petit bourgeois deviendra grand

A la suite du jeune Paul-Aloïse, nous inaugurons un siècle ponctué de promesses et d'espoirs. Le temps du monde fini commence, il s'agit d'en recenser les merveilles. Les trains tout neufs s'élançant dans une lumière de premier matin. Chacun respire la paix, la sécurité, la confiance. Petit bourgeois deviendra grand. L'enfant étudie chez les « Messieurs-prêtres », puis, dans une école allemande où son professeur l'initie au duel, « Il me menait à la suite de la pointe du sabre comme mon père, une pâle légère du bout du fouet ». D'une Saint-Nicolas à l'autre, des vacances à la mer aux voyages en Allemagne, la vie distribue ses cadeaux-surprises. Bientôt, l'amour montre le bout de l'oreille et sépare les filles en deux catégories : « les blanches, décapitées », dont je n'osais croquer le regard ; les rousses, plantigrades, dont j'appréhendais l'effronterie ». Voilà qui n'annonce pas une brillante carrière de séducteur. Et pourtant, comme il nous séduisit aujourd'hui, ce témoin qui pousse le scrupule jusqu'à saluer par leur nom tous les oiseaux de Flandre.

GABRIELLE ROLIN.

## Un livre de sagesse

(Suite de la page 11.)

Les fameux « moments merveilleux », qui furent ses illuminations, ont des rapports certains avec le propos de ce livre mystique, telles sont Hedewijck ou Béatrice de Nazareth, l'idée de Louvain ou Marguerite Porète, habitantes des antipodes des béguinages de jadis, béguinages qui furent « le centre d'un mouvement féminin d'émancipation religieuse et d'effusion mystique ». Dans ces lieux s'élevaient l'idée que les femmes qui vivaient pouvaient attendre Dieu « sans entraves des clercs », ce que l'Eglise n'admit pas, et contre lequel elle déclencha ses foudres et sa persécution.

L'auteur montre aussi (et par là nous rejoignons une veine illustrée notamment par Michel de Ghelredode), à quel point le tempérament flamand est accessible et ouvert au « grotesque », tel qu'il est mimé par les masques de carnaval, et — surtout — tel qu'il se révèle par le processionnel familial des infirmes,

des malformés et des fous. Hyérinisme Bock et Breughel ne sont pas loin ! Ici affleurent « l'aveuglement des choses ». On conduisait l'enfant à la grille réputée miraculeuse d'Oostakker, la Lourdes des Flandres, où se pressaient en grand nombre, les écolopés et les contraites. Là, écrit Suzanne Lilar, « mon goût flamand de la difformité se donnait libre cours ».

Ce livre est peuplé de personnages pittoresques : les grands-parents, les oncles, les tantes, les cousins, la parentèle — galerie d'être réels basculés dans le romanesque, puisque plusieurs d'entre eux se retrouvent dans les récits publiés par la fille de Suzanne Lilar, Françoise Mallot-Joris. Une enfance gantoise, c'est une célébration de la vie et de sa profondeur. C'est aussi — pourquoi pas ? — une leçon précieuse donnée aux hommes de la dispersion : nos contemporains, nous-mêmes.

HUBERT JUIN.

## NOUS AVONS LU

### Le Voyageur mort

de Jean Santacroce

d'être heureux. Lorsque Pierre réclamait des explications sur sa naissance, sa maman lui parlait d'un autre monde, une ferme au bord d'un étang, le royaume d'un mari poète, aujourd'hui disparu. Le jeune Pierre était sans impudence à d'innocentes retrouvailles. Cette belle histoire donnait de la réalité une version fort adoucie. Si la mère de Pierre avait bien, durant son adolescence, éprouvé une passion pour un poète, celui-ci s'était suicidé tandis que la jeune fille était violée par un vagabond. Refusant d'avorter, elle avait fui sa famille, pour élever son fils toute seule. Entre le bureau et l'école, nos héros menaient donc une douce existence quand le malheur voulut qu'un industriel flamand passât par là. Oh ! un vent irrépressible, plein d'excellentes intentions, mais elles rivalisaient avec un poète mort ! Ayant découvert que sa mère s'apprêtait à sacrifier leur passé mythique au bonheur présent, le petit Pierre décida de mourir.

Ainsi résumé, ce roman prête à sourire. En 1976, les bons sentiments ne courent pas les livres, et il faut du certain courage pour les évaluer candide-ment sur le papier. Parfois, on a l'impression que l'auteur rougit lui-même de son innocence et qu'il se lance à cerner quelques passages pour être en goût du jour. Il a tort. Son registre, c'est la tendresse, la poésie, l'émotion. Il a gardé une voix d'enfant dont la fraîcheur désarme. Il nous restitue ces vertus machroniques que sont la gentillesse, la modestie, la dignité. Comment ne l'en remercierait-on pas ? — G. R.

★ Albin Michel, 217 pages, 24 F.

## La rentrée chez les éditeurs

## Du côté des idées et des hommes

Philosophes ou polémistes occupent toujours le terrain, chacun à leur manière : Jean Cass avec une *Lettre ouverte à tout le monde* (Albin Michel), Casamayor en criant *A bas la guerre* (Julliard, « idée fixe ») parce qu'il préfère avoir le cœur sur la main que la main sur le cœur, Maurice Clavel en pastiche de la France (Gallimard) et bien sûr la justice : la *Justice dans la balance*, de Robert Boyer, l'ancien sous-directeur de Jean-Marie De-vaz, aujourd'hui avocat à Lyon (Dono), *Regardez sur la justice*, de Michel Penzi, avocat à Marseille (Entente) ou encore la *Chronique des flagrats de la justice*, de Christian Henricot, journaliste à *Libération* et témoin des cruelles réalités de l'audience (Stock).

Casamayor signe la *Peste blanche*, en-quête sur un suicide, pour la collection « L'œil du temps ». La postmodernité, les questions féminines (*Une protestante, une femme*, éditions des Femmes, Histoires de M.L.F., Calmann-Lévy) inspirent toujours documents ou témoignages, comme l'hôpital (*Le Pavillon des Histoires*), de Patrick Pagnan, Marcure de France) et bien sûr la justice : la *Justice dans la balance*, de Robert Boyer, l'ancien sous-directeur de Jean-Marie De-vaz, aujourd'hui avocat à Lyon (Dono), *Regardez sur la justice*, de Michel Penzi, avocat à Marseille (Entente) ou encore la *Chronique des flagrats de la justice*, de Christian Henricot, journaliste à *Libération* et témoin des cruelles réalités de l'audience (Stock).

La presse demeure sujet d'information. Le *Petit d'Annam*, aux éditions sociales, trace du conflit du *Pavillon libéré*, Jacques Thibaut va signer chez Grasset une *Histoire du journal « la Presse »* et Guillaume Hanoune, chez Plon, propose la *Tablette d'Annam* de « Paris-Midi ».

L'histoire de la deuxième guerre mondiale s'enrichit encore. Tandis qu'Alain Guérin achève, au Livre Club Diderot, par un cinquième tome, son cycle *La Résistance*, Henri Amoureux entreprend chez Laffont la *France de 1940 à 1944* avec un premier volume *Le Peuple de la droite*, et le colonel Remy ouvre, par la *Tragédie de Leopold III* (France-Empire), le dossier du roi des Belges et de la débâcle. — J.-M. Th.

## Philosophie et sciences humaines

DANS ce domaine, peu d'ouvrages s'annoncent d'emblée importants. Les traductions d'auteurs connus dominent.

Pour une fois, la philosophie s'y colle une large place, en témoignant d'une consociation bien comprise. La pensée allemande, contemporaine est fortement représentée chez Gallimard, qui édite le volumineux travail de Husserl sur la *Crise des sciences européennes*, un nouveau recueil de textes de Martin Heidegger : *Achtung ! Achtung !* (la parole, ainsi que l'Esprit de l'Utopie), le premier livre important d'Ernst Bloch, dont l'œuvre peut désormais être réellement découverte par le public français, comme en témoigne la traduction d'un essai de philosophie : *Droit naturel et dignité humaine*, aux éditions Payot. Allemagne encore, mais aussi bien, européenne, et surtout universelle, la pensée de Leibniz est passée au crible par les *Essais de Leibniz* d'Yvon Belaval (Gallimard). Angleterre, la pensée de Wittgenstein, encore peu connue ici, se voit enrichie mieux grâce à la véritable somme que lui consacre Jacques Bouveresse, voulant

définir la *Mythe de l'interiorité* (Editions de Minuit). Et l'on quinquera l'Europe pour un domaine inexploré avec un essai sur la *philosophie africaine*, de Paul Houffouille, annonce chez Maspero.

Et la France ? De jeunes auteurs viennent confirmer que l'effervescence de la pensée — quelle qu'elle soit — s'y poursuit. Après avoir récemment analysé l'affaire Lyssenko, c'est à Bogdanov que le philosophe marxiste Dominique Lecourt consacre une nouvelle étude (Maspero). Editeur et journaliste, le normalien Bernard Henry-Lévy entend donner, en menant la *Philosophie dans tous les états* (Ed. Hachette), le manifeste des nouveaux courants dont il s'est fait le promoteur, où l'essai de son essai du philosophe de Dostoïevski et de Christian Jambac, ce dernier publiant pour sa part un essai consacré à Michel Foucault, *Idéologie* (Grasset).

Du côté du marxisme, aux Presses universitaires de France, le sociologue albanais Nicos Poulantzas dirige une nouvelle collection, qui s'ouvrira par son analyse de la *Crise de l'Etat*. De grands noms de la linguistique seront également traduits en français :

Ramón Jakobson avec *Sur la langue et le son et le sens*, précédés par Claude Lévi-Strauss (Minuit) ; Otto Jespersen avec *Nature, évolution et origine du langage* (Payot), tandis qu'un ouvrage de Michel Pierssens, *L'analyse à la Tour de Babel* en s'interrogeant sur la place et le rôle de la linguistique aujourd'hui (Minuit).

Peu de titres, comparativement aux années précédentes, sous la bannière de la psychanalyse. On remarquera un nouvel essai de Bruno Bettelheim : *Psychanalyse des enfants* (Laffont), des *Journées de Toulon* sur Freud rassemblées par Roland Jaccard (D.U.F.), le récit de l'expérience de Rosenzweig par Michel Mannoni : *Les deux pour vivre* (Seuil) et les *Paroles d'Edgar de Willems Reich*, objets de tant de controverses, enfin sous presse chez Payot.

Les anthropologies, eux, s'interrogent. L'ethnologie est interrogée par Roger Kemp, qui signe un nouvel essai, *Mozart*, aux éditions du Seuil, tandis que Michel Panoff l'ausculte dans *Ethnologie : le devenir-animal* (Payot). Et Georges Balandier pose, avec divers collaborateurs, des *Questions à la sociologie française* (P.U.F.). — R.-P. D.

## Parmi les traductions

● WILLIAM BURROUGHS : *Le Miroir blanc*. — Un recueil des textes que l'auteur du *Festin* lui écrit depuis près d'une vingtaine d'années, dans des centaines de « feuilles », « canards », « prospectus ». En codition Le Seuil et Christian Bourgois. Ce dernier publie, d'autre part, les textes du colloque consacré à Burroughs, à Genève, en septembre 1975, sous le nom de *Colloque de Tanager*.

● HENRY MILLER : *J'ai pas plus con qu'un autre*. — Récit écrit directement en français, chez Buchet-Chastel, qui publie également la correspondance de Henry Miller et de Wallace Fowles, critique et traducteur.

● SCOTT FITZGERALD. — Gallimard réédite *Le Dernier Nabab*, roman inachevé qui parut en 1941 à titre posthume, dans une traduction nouvelle de Suzanne Mayoux, cependant que Julliard annonce un recueil de ses nouvelles.

● CARLO GOCCHIOLI. — A la manière de Marguerite Yourcenar, inventant les « Mémoires d'Hadrien », Gocchioli imagine ceux du roi David. Ce roman est sélectionné pour le prix Campiello, le Goncourt italien (la Table ronde).

● UKIO MISHIMA : *Madame de Sade*. — Une pièce du théâtre de l'auteur japonais disparu en 1970, dans la version française de Pierre de Mandiargues (Gallimard).

● GUSTAV MEYERINK. — Vingt nouvelles inédites en français de l'auteur du *Goem*, un des maîtres de la littérature fantastique (Reise-« Œuvres fantastiques »).

● PIER-PAOLO PASOLINI : *Œuvres corsaires*. — Textes politiques et polémiques parus dans la presse italienne (Flammarion).

● THOMAS PYNCHON : Un court récit de l'auteur de *V. Infiltré* *San Francisco* Cry, paraîtra en septembre chez Plon.

● LEONARDO SCIASCIA. — Le lauréat 1975 du prix Ségur pour la littérature paraît en novembre chez Dono. « Lettres nouvelles », un nouveau roman : *la Mer couleur de vin*.

● VICTOR NEKRASSOV : *Carnet d'un badaud* (Julliard). D'autre part, un recueil de nouvelles de Vladimir Nabokov : *la Destruction des tyrans*, est prévu chez Julliard à une date imprécise, alors que les souvenirs de Nicolas Nabokov, son cousin, sont annoncés chez Laffont pour octobre et qu'un nouveau roman de Gabriel Garcia Marquez : *l'Automne du patriarcat*, traduit par Claude Gouffon, sortira au début de l'année 1977, chez Grasset.

## PETITES NOUVELLES

### Colloques

— LE SAMEDI 11 SEPTEMBRE, de 9 h. 30 à 18 heures, se tiendra la Journée annuelle de travail sur Pégy, au centre Charles-Pégy, 11, rue de Valenciennes à Orléans, sur le thème : « Pégy est-il de droite ? ».

— LE COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE MARCEL PROUST se tiendra dimanche 5 septembre 1976, à partir de 14 h. 45, au collège Marcel-Proust, à Illiers-Combray (28120).

Il aura pour sujet « Jacques Rivière et Marcel Proust » avec une communication de M. Alain Rivière, qui publiera, aux éditions Gallimard, la « correspondance » entre les deux écrivains.

### Prix

— LE PRIX DES « TROIS COU-RONNES », attribué à un auteur basque ou à un ouvrage illustrant la culture basque, a été décerné à Henriette Jelinek pour son roman « Dans la nuit des deux mondes » (Gallimard).



**Edward Heath**  
**À LA BARRE**

Un livre pour tous ceux qui naviguent, des débutants aux spécialistes par un des plus grands marins anglais, l'ancien premier ministre britannique.

**BUCHET/CHASTEL**  
18, rue de Condé, 75006 Paris.

**DES EXPÉRIENCES INDIVIDUELLES**

Les documents écrits à la première personne ou recueillis par magnétophone sur des expériences particulières ou des existences sont singuliers, soit basés sur l'écrit, soit basés sur l'oral, ils ont leur place dans cette rentrée.

Citons avec la réédition des « Mémoires de Léonard, ancien garçon maroc », de Martin Nadaud (Hachette) : les « Souvenirs d'un condamné à mort », par Raoul Collas (éditions des Éclairs) ; la « Peau nue », de Danièle Béna, autobiographie d'une strip-teaseuse (Calmann-Lévy) ; la « Mère Denis », l'histoire de la lavandière la plus célèbre de France, racontée par Serge Gratteaux, l'auteur de « Mémoriser l'autre », chez Jean-Pierre Delarge dans la collection « Mémoires du peuple » ainsi que, dans la même collection, « la Demoiselle du téléphone », de Jacques Joubert et Madeleine Campana. Enfin, dans la collection « Terre humaine », chez Plon, Adeline Blaquez raconte la vie d'un « serviteur chrétien de l'anti-héros ».

150



Journal 150

## LIVRES D'ART

### Les Hittites toujours à découvrir

★ LES HITTITES, par Kurt Bittel. Gallimard, collection « L'univers des formes », série Proche et Moyen-Orient, 332 p., 235 F.

LS ont aimé les rochers, au sud de l'Anatolie centrale. Ils ont accroché un empire, plus abstrait que rayonnant, sur les hauts plateaux d'Asie mineure. À ce grand carrefour entre l'Égypte et le Mésopotamisme, fort bien nommé le Pont Indo-Européen, ils ont laissé, à l'est, les Hittites, qui sont restés là très longtemps, du milieu du troisième millénaire avant Jésus-Christ au début du premier, qui ont sculpté tant de processions, de lions et de grands rois et ont aussi abondamment bâti et fortifié, sont, paradoxalement, restés ignorés par l'histoire. Les reliefs rupestres — leurs grands vestiges — et les ruines de leurs

sieurs villes disparaissent à la fois ? On ne le sait qu'à peu près.

Le travail qui nous l'apprend, admirablement illustré, est rigoureux et très sensible dans un texte un peu lourd. L'auteur a lui-même participé aux fouilles de la capitale hittite Hattusa (Bogazköy) depuis 1907. Il dégage bien l'originalité des emprunts et n'hésite pas à dire, par exemple, que la sculpture hittite est un chef-d'œuvre exceptionnel (la grande sculpture hittite en général incise et grave la figure plus qu'elle ne la modèle). Il fait entendre à merveille le rapport des reliefs et des sites qui donne tout leur sens aux admirables salles ouvertes ornées de décors rupestres (âge d'or vers le treizième siècle, extension du genre jusqu'à la côte ouest). Dans les sanctuaires sont encore alignés des dieux en corbeilles et des symboles solaires ailés (sanctuaire d'Yazilikaya) et des scènes de chasse très animées (Alaca-Höyük) laissées par ces hommes décidés et robustes aux grands yeux en amande.

Vêtus d'un manteau à queue de pie, chaussés à la poulaine, ils ont bâti entre l'Égypte et Babylone, au temps de Troie et de Mycènes, une architecture qui garde des particularités : temples aux petites salles innombrables, constructions plus attentives à l'implantation qu'à la division géométrique, exaltation d'un pylon par la fortification, etc. Bref, toujours le goût du rocher chez ces gens qui ont d'ailleurs un dieu-montagne coiffé d'un bonnet pointu.

Et, bien entendu, une orfèvrerie, une céramique et une petite sculpture qui ont de l'accent. Des calices d'or aux formes pures de la fin du troisième millénaire avant Jésus-Christ aux rythmes de terre cuite en forme de barque, plus tardifs (du neuvième siècle avant Jésus-Christ), l'imagination règne souvent. Les vases, en forme de tour, sont veillés par un oiseau perché qui n'est pas celui de Minerve. Dans les figurines de terre (splendides bronzes incrustés d'argent de normale célébration) et dans la multiplication des têtes de taureau, comme dans les grandes frises rupestres et l'urbanisme, les Hittites laissent toujours paraître l'affirmation péremptoire du pouvoir et de la concentration silencieuse du culte.

PAULE-MARIE GRAND.

### L'art anglais

DEPUIS la grande exposition de 1972, il est difficile, même au Français moyen, d'imaginer qu'il soit d'ignorer l'anglais. A tort ou à raison, on a l'impression que c'est un Elie Faure d'avoir guère que dédaigné, une place importante lui est désormais réservée en milieu savant : la Revue de l'Art lui consacre un numéro entier (1). À la vérité, on peut soupçonner qu'il est encore peu de chercheurs parisiens pour se pencher sur ce domaine puisque les études ici rassemblées sont toutes signées de noms britanniques, les plus prestigieux d'ailleurs.

Sans qu'il y ait un thème dominant, on voit que la peinture, même sans l'apport de la caricature et du « pop art », occupe la place dominante ; l'architecture, avec la sculpture qui la décore, vient ensuite. La recherche au sens strict est représentée par un certain nombre de monographies, dont la première de George Zengedakis concerne deux reliefs de la fin du douzième siècle de la cathédrale d'York, découvertes au cours des récentes restaurations.

Ce n'est sans doute pas par hasard si Benedict Nicholson présente ici le portrait de la bourgeoisie industrielle et de ses œuvres, l'histoire d'Henry de Derby, par une œuvre singulière. Mieux vaut pourtant le laisser de sa main, car, qui se souvient d'une imagination terrible d'un tableau français, Degas, ouvrant le tombeau de Nicot, dont l'original, de R.-A. Knauss, est d'ailleurs perdu.

Un autre tableau étudié par John Summerson, se rencontre dans ces pages : celui, curieusement préservé près de la gare de Saint-Pancras, de Sir John Soane. Quel élève de Londres s'est dérobé à l'enseignement de sa maison de Lincoln Inn Fields, devenue un musée magique dont les murs s'emparent pour laisser voir sur d'autres parois d'autres œuvres d'art, dont le centre, creusé en large puits, recèle au fond un noble sarcophage ; où de l'architecture de l'intérieur demeure

émerge une quatrième dimension, celle d'un passé intemporel un peu glacé.

Quelques-uns de ces textes parlent avec précision la langue plus familière de l'exposition et du survol. C'est d'abord le cas de Sir Anthony Blunt, Des origines de la critique et de l'histoire de l'art en Angleterre. Plus que les « origines » proprement dites, à vrai dire, nous intéressent la position originale de Hogarth, dit contre son gré caricaturiste, et mordu par le grand art ; et, pour bien marquer son appartenance, en faisant la théorie. Théorie que Sir Anthony lespère reconstruire à l'aide de la beauté, ce mot-clef qu'il ne peut pas s'empêcher de répéter.

Rubens arrivant en Angleterre sous Charles II, l'émancipation de la schizophrénie anglaise de noblesse. Elle s'émancipe, fait l'histoire d'une jeune contesse à partir de Thomas Gainsborough, l'anglais achevé, et du roi qui s'empare à la fin de la vie de la jeune contesse. C'est de ses entours, comme nous le verrons, que l'histoire de l'art anglais se construit.

On a pu s'imaginer que l'histoire de l'art anglais se construisait à partir de Kenneth Clark, mais c'est tout le contraire : c'est Clark qui, au moment de la fin de sa vie, a vu l'histoire de l'art anglais se construire à partir de la culture des symboles qui constituent sa propre identité spirituelle, autre, abstrait, épuré, fin, qui d'ailleurs « sont au cœur des plus anciennes pratiques artistiques et religieuses ». Lord Clark ne peut pas connaître, si même, semble-t-il, s'empare des fondements psychologiques d'un tel état d'âme. Tout au plus, comme Clark, à l'histoire, que, par exemple, « la mouche » semble exercer une fascination étrange sur les visiteurs. Alors de sonder l'étrange.

JEAN-JACQUES MAYOUD.

(1) Revue de l'Art (éditions du C.N.R.S.), n° 30.

### La splendeur ternie des vitraux de Saint-Denis

★ LES VITRAUX DE SAINT-DENIS. ÉTUDE SUR LE VITRAIL DU XII<sup>e</sup> SIÈCLE, de Louis Grodecki. Ed. Arts et Métiers graphiques, vol. 1, illustrations en noir et en couleurs (publication C.N.R.S. et Affaires culturelles), 248 pages, 250 F.

L'aurait que le roi Dagobert quitte la chanson pour la légende ; celle-ci fleurissait de façon exemplaire au treizième siècle, quand on lui éleva un tombeau à Saint-Denis, en tant que fondateur de l'abbaye. Une accumulation unique de circonstances favorables (les fameuses foires du Lendit) et d'interventions royales avait fait de l'église des couronnements et du couvent bénédictin annexe le plus fort, le plus rayonnant des foyers politico-culturels capétiens. Tout cela est magistralement rappelé par Louis Grodecki en tête de la publication, très attendue, des vitraux de l'abbatiale.

Quelle histoire ! Quel roman ! Il a fallu toute une œuvre de ce beau corps pour reconstituer avec toute la minutie nécessaire les vicissitudes du merveilleux décor : ni la guerre de Cent Ans ni l'assaut des huguenots n'y avaient porté atteinte.

Contrairement à ce qu'on croit souvent, le Tournai qui a ouvert et bouleversé les tombeaux n'a pas touché aux vitraux : la commission des monuments les trouvait en 1794 « curieux pour l'art, l'histoire et les costumes ». C'est le malheureux Alexandre Lenoir, avec son Musée des monuments français, qui a provoqué

la dépose, le gaspillage, les remontages aberrants et... les ventes clandestines des verrières de Suger. La présomption des conservateurs est, plus que le vandalisme, à l'origine du désastre.

méthodique, mais intrépide, comme à son ordinaire, dans les restitutions et additions.

La chronique détaillée qu'on peut lire ici, pour la première fois, est un contraste implacable des mauvaises pratiques et des

répétées de fragments plus ou moins importants à des antiques, surtout britanniques. D'où la qualité laborieuse de ces vestiges exilés, inaugurée par le regretté Jean Lafont.

Elle a conduit aux églises de Twycross et de Wilton (près de Salisbury) et, comme il y eut aussi des amateurs américains, en Pennsylvanie. Bref, pour quarante-deux panneaux « authentiques » subsistant à Saint-Denis et trente-deux fragments ou débris dans les dépôts, Grodecki recense à droite et à gauche trente-deux pièces (dont cinq en France) parvenues au petit bonheur de la curiosité. Et ce n'est peut-être pas fini.

Il fallait donc étudier une à une, à partir des descriptions, des dessins, des vestiges, chacune des verrières, et faire des propositions pour ce qui a disparu : le vitrail de Charlemagne, par exemple, ou de ce qui est mal en point, tel celui de Saint-Benoît, ou à réviser, comme les Enlances du Christ, la série de Moïse, qui sont, à juste titre, les agencements les plus célèbres, les plus frappants, les plus inventifs du douzième siècle.

Si l'on songe à l'importance culturelle et à l'intérêt artistique de ce qui s'est passé à Saint-Denis autour de 1140, il faut bien reconnaître que l'histoire devait en passer par là. On travaillait sur un texte corrompu. L'édition critique de Louis Grodecki — qui complètera l'étude des symboles et des formes — est une superbe chose.

ANDRÉ CHASTEL.



★ Vitrail de Moïse, « le Buisson ardent ».

Quand les vitraux — ou ce qui en restait — furent restitués en 1818, François Debret les remonta partiellement en vrac ; Viollet-le-Duc, qui lui succéda en 1846, fut plus sérieux et plus

solutions désinvoltes : les travaux récents de Jules Formigé (de 1942 à 1959) n'y échappent pas. Mais le plus révélateur, et peut-être le plus neutre, ce sont les informations sur les cessions

### Le Robert en 7 volumes : parce qu'entre Lamartine et Queneau la langue française a beaucoup changé.

Lamartine, Rimbaud, Mallarmé, Proust, Valéry, Gide, Céline, Sartre, Queneau, d'autres plus proches encore : ces grands écrivains du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles, ont fait connaître à la langue française une des périodes les plus fécondes de son évolution.

Il devenait indispensable d'en rendre compte complètement. LE ROBERT en 7 volumes l'a fait. Il est le seul.



Le « grand » ROBERT est un instrument de recherche et d'étude : il présente 60.000 mots, éclairés par les données les plus récentes de l'étymologie, de la lexicographie et de la sémantique.

On y trouve plus de 200.000 citations, choisies chez les meilleurs auteurs, dans toutes les époques, de Villon à Le Clézio. Enfin et surtout, LE ROBERT en 7 volumes est un dictionnaire analogique : il donne avec chaque mot la gamme complète de ses proches, de ses synonymes, de ses homonymes, de ses contraires, permettant ainsi une utilisation totale du vocabulaire.

Il est la « Bible » de tous ceux dont le métier est d'écrire, de s'exprimer, de communiquer. Les limites de la langue française y sont élargies à tous les mots nouveaux ou argotiques consacrés par l'usage.

La profonde mise à jour effectuée par LE ROBERT en fait l'un des ouvrages les plus importants de l'histoire de la langue française.

Voici l'opinion du Général de Gaulle : « Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire... »

Le dernier mot nous l'emprunterons à Daniel Rops : « Notre Livre aujourd'hui, c'est LE ROBERT. »

**LE ROBERT en 7 volumes :  
la langue française est vivante.**

**BON DE DOCUMENTATION GRATUITE  
POUR LE ROBERT EN 7 VOLUMES**

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, une documentation illustrée et détaillée sur LE ROBERT en 7 volumes.

Je désire recevoir également une documentation sur :

☐ Le Dictionnaire Universel des Noms Propres ☐ Le Dictionnaire Universel de la Peinture

M., Mme, Mlle

Adresse

A retourner sans affranchir à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 PARIS.

8.09.10



# RUSSES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

ENGOUEMENT POPULAIRE, RÉSERVE OFFICIELLE

## Iouri Trifonov devant « la Maison du quai »

À l'occasion d'un congrès des écrivains soviétiques tenu en juin, le « Tout-Moscou » a tenu l'oreille lorsque le médiocre Gueorgui Markov — confirmé dans ses fonctions de secrétaire de l'Union — évoqua la dernière œuvre de Iouri Trifonov, l'un des plus intéressants auteurs soviétiques contemporains.

Cette œuvre — « la Maison du quai » — a été publiée en janvier dernier dans « l'Amitié des peuples » qui ne nous avait pas habitués à des surprises de cette qualité. En quelques semaines, les 190 000 exemplaires de cette revue sont devenus introuvables, y compris dans les bibliothèques publiques où, dit-on, les amateurs préfèrent payer une amende plutôt que de rendre l'exemplaire emprunté.

Pourquoi cet engouement ? Parce que Iouri Trifonov, avec « la Maison du quai », a choisi de rendre au lecteur soviétique une partie de ce « passé » qu'on a envie d'oublier mais qu'il ne faut pas oublier.

Le thème du récit est sans doute banal pour de nombreux Soviétiques, mais jusqu'à sa publication il relevait plus de la tradition orale que de la littérature.

« La Maison du quai » est une étrange construction grise qui s'élève encore aujourd'hui au bord de la Moskova, face au Kremlin. L'édification de cette horreur architecturale a été terminée en 1930... Les Moscovites d'âge se souviennent qu'on la surnommait alors « la maison du gouvernement » (« dom pravitelstva »), terme qui fut contracté vers 1937 en « dom », ce qui désignait, sous le tsarisme, une « maison de détention préventive ».

### Histoire d'une trahison

Glebov, le « héros » de Trifonov, n'est pas un locataire de la grande maison du quai. Tout au plus un ténor. Le récit débute par sa rencontre fortuite d'un de ses amis d'enfance, Chouepnikov. Celui-ci avait tout pour réussir, comme on dit, et il est devenu une épave. Cela va amener Glebov à se livrer à l'exercice qu'il déteste dans le cadre de la mémoire. Ainsi nous est contée l'irrésistible ascension de Glebov, spécialiste honoré de littérature étrangère. Son secret tient en un mot : trahison.

Alors qu'il était étudiant, le jeune homme se rendait fréquemment dans la maison du quai pour y

couriser Sonia, parce qu'elle était la fille de son professeur, Gantchouk, un vieux révolutionnaire qui impose le respect. Mais Gantchouk est bientôt victime de la chasse aux sorcières déclenchée par Staline contre tous ceux qui ne veulent pas abdiquer leur liberté d'esprit. Glebov aurait pu, sinon faire échec à l'inquisition, pour le moins témoigner de l'honnêteté de l'accusé. Après une longue hésitation, il choisit de s'abstenir, d'abandonner Sonia et le vieux Gantchouk à leur sort. On sait lequel.

En U.R.S.S. plus qu'ailleurs, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire. Il n'est donc pas étonnant que le récit de Trifonov ait suscité des réserves, des critiques qui rappellent un peu l'accueil fait en France à des documents comme « François, si vous sachiez » ou « le Chagrin et la Pitié ».

À la différence de la France, cependant, il n'est pas question ici d'engager le débat sur le terrain historique : ce serait, même indirectement, reconnaître que l'histoire a existé et nous n'en sommes pas encore là. Les crimes de Staline, ici, s'appellent « violations de la légalité socialiste » et, pour prendre un exemple encore plus proche, les dix années

de Khrouchtchev se résument dans les deux substantifs « volontarisme » et « subjectivisme ».

C'est dire que les critiques de Trifonov ont dû avoir recours à l'euphémisme et à l'ésotérisme. Pour Markov, par exemple, « le sujet et la structure du récit sont tellement enfoncés dans la forme choisie par l'auteur que les personnages, et le lecteur, ne ressentent pas toujours, avec la plénitude nécessaire, l'existence de forces capables de rompre la situation. (...) C'est une question qui concerne le cercle vicieux de certaines destinées et de certaines positions philosophiques de l'écrivain ».

Pour un autre de ses critiques, Trifonov est coupable d'avoir « éliminé ce qu'il pourrait y avoir de positif dans ses personnages ». Sous le titre « le Lit de Procuste de la vie courante », la Gazette littéraire reproche une interprétation « non seulement unilatérale, mais aussi injuste ».

Ces attaques ne troublent pas outre mesure Iouri Trifonov. D'abord, parce qu'il compte bon nombre de défenseurs. Ensuite parce qu'il semble avoir décidé, une fois pour toutes, de pratiquer la littérature comme il l'entend.

N. Z.

## « Nous libérer du passé en l'exprimant »

« Cette « maison du quai », vous l'avez connue ? »

— J'y ai vécu dix ans, depuis le moment où elle a été construite, en 1930, jusqu'en 1940. C'est une énorme bâtisse de cinq cents appartements où vivaient des membres du comité central, des commissaires du peuple, des militaires importants, de vieux bolcheviks, d'anciens forçats politiques et aussi des personnalités du mouvement communiste international, des écrivains... Radek vivait dans le même escalier que nous. Je me souviens aussi que Tchoukatchev vivait là : il fut tué ensuite. Il y avait aussi un homme comme Lézovski, un vieux bolchevik qui était directeur du Sovinform (l'ancienne agence Novosti) au moment de la guerre et qui a disparu en 1949, en même temps que les écrivains juifs. Sa sœur était l'école avec ma sœur, de suis entrée un jour dans leur appartement : il était immense.

— Pourquoi avez-vous écrit ce livre ?

— Depuis longtemps, je voulais le faire. Chaque écrivain tient en réserve des souvenirs qui lui sont propres sur son enfance, sa jeunesse. « La Maison du quai », c'est toute une partie de ma biographie, mais ce serait faux de dire qu'il s'agit d'un livre autobiographique. Bien sûr, il contient beaucoup de choses que j'ai vécues, mais j'ai voulu écrire un livre qui soit important pour le lecteur contemporain.

— Que faisiez votre père, pour habiter la maison du quai ?

— Mon père était un révolutionnaire professionnel. Ce fut un homme assez en vue : à seize ans il a pris part à la révolution de 1905, à Koston, puis il fut envoyé en exil — quatre fois en Sibérie — et, au début de la guerre civile, il devint commissaire politique. Il a été membre de l'état-major de l'armée rouge, membre du conseil révolutionnaire du Caucase, puis diplomate jusqu'à sa mort, en 1933, pendant ce qu'on appelle les « purges » de Staline. Il a été réhabilité tout de suite après la mort de Staline.

avant le vingtième congrès.

Aujourd'hui, on parle de lui dans tous les livres sur la guerre civile, sur la formation de l'armée rouge. Je lui ai consacré un livre, *Reflets du feu*.

— Le thème du passé est important pour vous.

— Pour moi, non seulement il ne faut pas oublier le passé, mais c'est impossible de l'oublier. Le passé vit, existe toujours en nous : il constitue les strates de l'individu. La littérature est un moyen de se libérer, un peu comme ces médecins freudiens qui forcent les malades à se raconter. Elle doit aussi nous libérer du passé en l'exprimant. Je ne suis pas le seul à me préoccuper du passé : certains écrivains font de même, très sérieusement, comme Fedor Abramov, Fiodor Iakander, Boris Moïseïev, Vassili Bikov.

« Un type qui s'adapte »

— Que pensez-vous du héros de votre livre ?

— Glebov, c'est « le type qui s'adapte », toujours et partout. Il vit bien sûr, à un époque donnée, mais aujourd'hui aussi il s'adapte. Il collerait aux circonstances, à l'époque, à la mode, à la vie. Il n'est pas seulement le passé, Glebov, évidemment, est un type négatif, mais ne peut-on pas enseigner quelque chose de positif par le négatif ?

— Dans mes précédentes œuvres, j'écrivais pas de décrire des personnages négatifs. Mais celui-là, Glebov, je ne peux vraiment pas l'accepter. De petites trahisons, nous en commettons tous. Mais Glebov, lui, est un cynique. Or le cynisme est malheureusement une maladie très répandue à notre époque. C'est une façon de presser le jus de la vie, des circonstances, pour en tirer des avantages personnels. Glebov est un homme sans aucune idée : c'est pour cela qu'il réussit à remplacer le professeur Gantchouk, qui a commis des erreurs, mais qui n'est pas un personnage creux. Enfin, j'ai voulu aussi montrer combien était puissante cette époque, qui plaçait les gens dans de telles situations.

— Que ferait un Glebov, aujourd'hui ?

— Aujourd'hui, il s'installerait. Il s'occuperait de son appartement en copropriété, de sa voiture, de son avancement. Il envierait ses enfants à l'université de Moscou, à l'Institut des études internationales. Vous comprenez, la vie vous offre toujours de nombreuses occasions de choisir, de prendre des décisions. Ce ne sont plus des choses de vie ou de mort. Mais il peut y avoir trahison sans qu'il y ait mort de quelqu'un : il peut y avoir trahison au niveau de ce que nous appelons « la vie courante ».

Certains critiques vous reprochent de voir le mal partout, de faire du bien quelque chose de vulnérable. L'avez-vous éliminé ce qu'il pouvait y avoir de positif chez vos personnages ?

— D'abord, l'auteur de l'homme ne vit pas seulement de pain, nous a reproché de voir le monde au niveau de vos personnages.

— Et de vous « délecter de l'humiliation des autres ».

— Nos critiques, et peut-être pas seulement les nôtres, ont l'habitude de parler de ce qui n'existe pas. C'est le sens de la littérature de ce qui s'y trouve. D'ailleurs, à la fin de l'ouvrage, j'ai écrit : « L'ensemble de l'ouvrage, composé par Herzen de 1852 à 1868, représente beaucoup plus qu'une autobiographie, bien que la personnalité de l'écrivain, ses origines, sa formation, les orages de sa vie, les étapes de son action politique personnelle en articulent la composition. Ce n'est pas une chronique historique non plus, mais, disait Herzen, « le récit de l'histoire — un homme qui s'est trouvé par hasard, sur son chemin ».

— Comment s'est décidée la publication de la Maison du quai ?

— Avec une rapidité et une facilité qui m'étonnent. J'avais écrit le livre, j'en ai porté le manuscrit à la rédaction de la revue *Amitié des peuples* en septembre 1975 : trois jours après, la décision était prise et la nouvelle était publiée trois mois plus tard.

— Quel est, pour vous, le métier d'écrivain ?

— Mon métier ? C'est de ronger mes entrailles jusqu'à ce que j'aie tout rongé. Je suis ainsi fait : je ne peux écrire que sur ce que je connais.

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

## A TRAVERS SES MÉMOIRES

### Alexandre Herzen, un classique méconnu

★ PASSE ET MÉDITATIONS, Alexandre Herzen, éd. l'Âge d'homme, « Classiques Herzens », Lausanne, t. I, 1974, 465 p., p. 12, 434 p., les deux vol. : 55 F.

Il faut savoir gré aux éditions de l'Âge d'homme, à Lausanne, de leur effort persévérant pour constituer un ensemble d'études et de traductions en langue française concernant les littératures slaves. Une des lacunes les plus criantes dans l'information des Français au sujet de la littérature russe du siècle dernier est en passe d'être comblée, grâce à la publication des *Mémoires* de Herzen, assurée par Daria Olivier (1) et qui comprendra quatre volumes.

La première et unique traduction française jusqu'à la parue était celle d'Hippolyte Delavau, sous le titre arbitraire *La Maison russe et la révolution*, en trois volumes (1880-1882), que Herzen proposa valablement à l'éditeur Denit de compléter, en 1889, par deux nouveaux volumes.

L'ensemble de l'ouvrage, composé par Herzen de 1852 à 1868, représente beaucoup plus qu'une autobiographie, bien que la personnalité de l'écrivain, ses origines, sa formation, les orages de sa vie, les étapes de son action politique personnelle en articulent la composition. Ce n'est pas une chronique historique non plus, mais, disait Herzen, « le récit de l'histoire — un homme qui s'est trouvé par hasard, sur son chemin ».

En lisant *Passé et Méditations*, le lecteur moderne songe inévitablement à Rousseau — car Herzen lui-même parle de confession dans l'avant-propos de son livre — mais davantage à Goethe, dont le *Wilhelm Meister et Dichtung und Wahrheit* sont constamment présents à l'esprit de Herzen comme une sorte de défi littéraire à relever.

La lecture des deux premiers tomes de *Passé et Méditations* devrait mieux retenir l'attention du lecteur français qu'à la fin du siècle dernier, il sera d'abord captivé par la personnalité chaleureuse d'un écrivain à la vitalité débordante, à la culture encyclopédique. Herzen est aussi familier des sciences naturelles que des sciences de l'homme. Il s'enrichit constamment par des lectures et des rencontres russes, françaises, allemandes, anglaises, italiennes. Il apparaît dans son attachement aux idées de Hegel et de Schelling en premier lieu, puis des socialistes, dits utopiques, français, enfin des démocrates de toutes les nations européennes dont il partage les espoirs, les déceptions et les luttes sur les chemins amers de l'exil, associant sa voix, selon les moments et lieux, à celles de Bakounine, de Mickiewicz, de Mazzini, de Hugo, de Proudhon, de Michelet et de bien d'autres.

Le premier volume de la nouvelle traduction comprend la première partie des *Mémoires* — de la chambre d'enfants à l'université —, et les deux suivantes, qui relatent la prison et l'exil, d'abord à Viatchka, puis, plus près de Moscou, à Vladimir. On y goûte la résurrection poétique, légère et nostalgique mêlée, d'un temps perdu et retrouvé, celui de l'ardente amitié nouée avec Ogartov, celui du serment schillérien sur le mont aux Moines, qui fonde l'action future des deux jeunes gens sur le culte du mouvement démocratique, celui aussi des fiançailles et du mariage avec Nathalie.

Un des plus grands charmes de ce volume tient à ce byzance, ce passé

personnel vécu dans une Russie devenue lointaine par l'effet du temps et de l'exil. Herzen se recrée avec une plume particulière, en 1853, après la double épreuve des échecs révolutionnaires et des drames de sa vie personnelle.

Le tome second comprend la quatrième et la cinquième parties de l'ouvrage, soit une tranche chronologique de 1840 à 1852. Ce volume est sans doute pour le lecteur occidental d'un intérêt plus immédiat que le précédent, car il embrasse à la fois la partie des « années 40 », vécues par Herzen en Russie, et l'évocation de ses premières années d'Occident.

### Un observateur caustique

Plus nettement que dans le premier volume, la part de l'humour, de la méditation, accompagne constamment la trame du byzance, du vécu. Herzen trace avec une vivacité extrême l'atmosphère passionnée des discussions : entre Occidentaux et slavophiles, tous également férus de Hegel, auxquelles participent, outre Herzen, ses amis Bakounine, Blinski, Tchaadaïev, Khomiakov et tant d'autres. Il les fait tous revivre en des portraits brillants, chargés souvent de tendresse et d'ironie, et ne laisse jamais son lecteur par des exposés théoriques de caractère abstrait ou pédant.

Nature ardente et généreuse, Herzen répugne à l'anathème et s'efforce de retarder autant que possible les ruptures idéologiques qui le séparent d'amis aussi chers que l'historien Granovski.

Un aspect nouveau de Herzen se découvre au lecteur après son arrivée en Occident, en mars 1847, celui de l'observateur caustique et désabusé, à qui les soubresauts violents dont il est témoin et les figures parfois pitoyables des acteurs poli-

tiques qu'il côtoie inspirent des pages vengeresses, dures analyses des illusions et des échecs révolutionnaires, caricatures féroces des incapables et des fanfarons.

« Au cabot, devant une dizaine de petites tables, trônaient divers habitués de la révolution, qui jetaient des regards significatifs et sombres sous leurs lunettes à larges bords ou leurs casquettes à visière minuscule. C'étaient les éternels prétendants de la Pénologie révolutionnaire, indéfectibles protagonistes des démonstrations populaires, dont ils formaient le tableau et le fond — redoutables vis de loin, tels les dragons de papier dont les Chinois complètent se servir pour faire peur aux Anglais ».

L'Europe, qui s'est livrée à la réaction après tant de moments exaltants et de discours prometteurs, n'a plus de motifs d'espérance à transmettre, notamment à la Russie : le commerce qui la gouverne désormais lui dicte deux traits de comportement, « d'une part, l'hypocrisie et la dissimulation, de l'autre, l'ostentation et l'étalage ». Le volume se termine par un adieu de Herzen à ses amis de jeunesse restés en Russie qui semble clore l'œuvre sur une note de désespoir.

En réalité, à partir de 1853, Herzen va trouver avec l'installation à Londres, la fondation de la typographie russe, puis le lancement de *l'Étoile polaire* et de la *Croche*, la fois le moyen de surmonter ses chagrins intimes, de donner un sens à son exil en Occident et d'agir concrètement pour combattre le despotisme et la corruption en Russie. Cette nouvelle phase de sa vie est évoquée dans les parties suivantes de *Passé et Méditations*, qui, soulevons-le, viendront rapidement compléter celles-ci.

MICHEL CADOT.

**Yachar Kemal**  
Après Mèmed le mince  
la suite des aventures  
du bandit d'honneur turc  
dans

**Mèmed le Faucon**

**GALLIMARD**

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
NOUVEAU ÉDITEUR  
PARIS RIVE GAUCHE  
RECHERCHE D'URGENCE  
CRÉATION ET LANCEMENT DE NOUVELLES COLLECTIONS.

MANUSCRITS INÉDITS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES ŒUVRES RÉVÉLÉES FERONT L'OBJET D'UN LANCEMENT PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS D'ÉDITION PRÉCIS. NOTRE CONTRAT HABITUEL EST DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA LOI DU 9 MARS 1950 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À : M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSELLE  
3 bis QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS  
TEL. 326.85.44

**Pierre Schoendoerffer**  
**Le crabe-tambour**  
roman

PAR L'AUTEUR DE "LA 317e SECTION" ET DE "L'ADIEU AU ROI".

**Grasset**

Je l'ai lu







## PRÉHISTOIRE

## Il y a sept mille ans au Sahara

(Suite de la première page.)

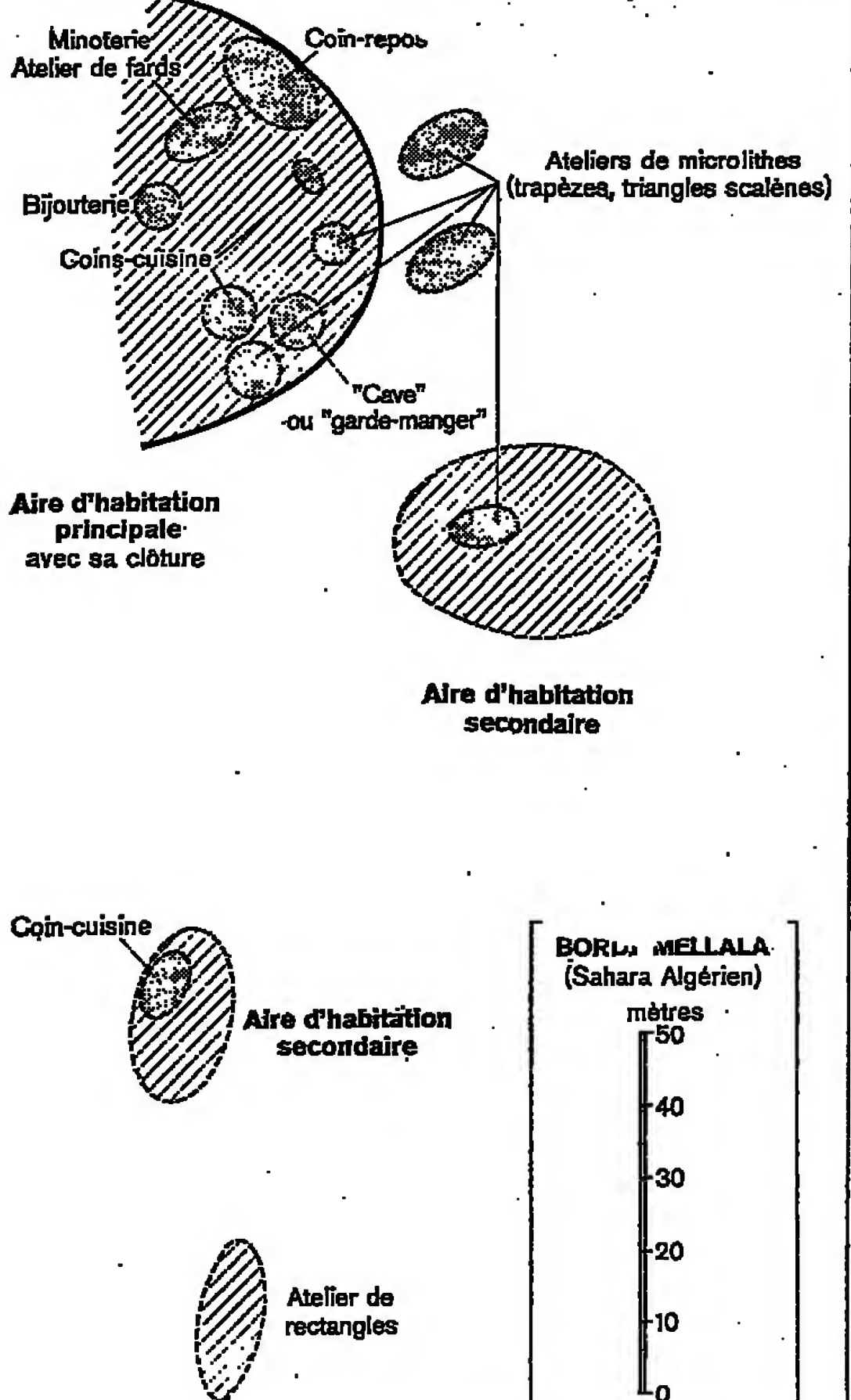
Réalisé sous l'égide du Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques d'Alger (C.R.A.P.E.) et de la chaire de préhistoire du Muséum national d'histoire naturelle de Paris, ce travail vient d'être publié grâce à une subvention de la Compagnie française des pétroles (A.P.C.).

Il y a sept mille ans, le climat du Sahara était déjà assez sec. Cependant l'endroit du campement devait être attirant pour qu'un groupe humain assez important choisisse de s'y arrêter. Le campement est situé sur le bord d'une sablière (cuvette à fond plat isolée par la disparition d'une lagune d'eau saumâtre). A l'époque, la lagune devait encore contenir de l'eau : on peut donc penser que « les rives étaient assez humides pour permettre à une végétation (herbes, épaves, roseaux ?) clouée de pousser ».

À moins de 2 kilomètres du campement, il y avait deux points d'eau douce. Et à moins de 20 kilomètres, les campements trouvaient toutes les « matières premières » — bœufs de

terroir spécialisés — deux ateliers de fabrication de microlithes identifiables par les déchets de pierre laissés sur place : la « cave » repérable par sept cailloux d'autruche-bouteilles intactes (après tout, ce pourrait être aussi la garde-manger car les coquilles pouvaient servir à empaqueter des grains aussi bien que des liquides), les coquilles-cuissines où sont visibles des traces de coquilles de foyers et les pierres chauffées mais d'où sont absents tous restes culinaires : la « minoterie » principale avec ses cinq meules ou fragments de meule (la « minoterie » peut être aussi l'atelier de fardes les meules ont toutes des traces d'ore broyé) ; la bijouterie où sont rassemblées la plupart des coquillages utilisés comme parures... Mais des caractéristiques par l'absence de traces d'activités.

En dehors de cette zone principale, on trouve deux ateliers de taille de microlithes (scalènes et trapèzes), plus loin un autre atelier spécialisé dans la fabrication de « rectangles » de pierre mais qui a dû aussi servir d'habitat comme en témoignent des traces d'activités domestiques.



sillex ou de calcédoine, galets roulés — dans lesquelles ils façonnaient leurs outils. Ce sont des outils qui permettent de penser que le campement a été occupé par une population capésienne ou, tout au moins de tradition capésienne.

Qui étaient ces Capésiens ? Une population qui pourrait être l'ancêtre des Berbères actuels et qui a vécu au nord du Sahara et dans la partie septentrionale de ce désert, depuis les hauts-plateaux de Tunisie (2) jusqu'à la sud-ouest, sa pénétration est mal définie, mais il semble que l'on puisse lui attribuer les très nombreuses gravures rupestres de l'Atlas saharien. Elle apparaît vers le septième millénaire avant notre ère, maintenant sa culture jusque vers le quatrième millénaire. La culture capésienne est caractérisée par une industrie très belle et élégante où abondent lames, lamelles, burins, grattoirs et microlithes en formes de scalènes (triangles dont les trois côtés sont inégaux) et de trapèzes. Les Capésiens utilisaient les cailloux d'autruche comme bouteilles (un unique petit trou percé à une extrémité de l'outil faisait office de goulot) et façonnaient des perles dans les coquilles d'autruche.

A elle seule, la superficie couverte par le site de Bordj-Mellala permet de penser que le groupe qui s'est « installé là » comptait — peut-être — une centaine de personnes. Et qu'il s'agissait d'un groupe organisé dont les « spécialistes » se rassemblaient pour se livrer à leurs activités particulières. Comment expliquer, autrement, les répartitions des différents « ateliers » bien différenciés.

La principale zone d'occupation couvre environ 1400 mètres carrés. Elle devait être partiellement close (peut-être par une haie-paravent de branches plantées comme on l'entend encore, mais d'un type plus élaboré, les Touarigs du Hoggar). Les zones où ont été retrouvés des objets sont, en effet, très nettement délimitées comme par une paroi. A l'intérieur de cette zone principale des autres net-

(meules, cailloux-bouteilles, rondelles de coquilles d'autruche, pierres chauffées, etc.).

Il a été possible de reconstituer, à partir des outils ou déchets, des blocs de silice originaux. Ces reconstitutions supposent de patientes travaux de puzzles à trois dimensions où d'innombrables essais sont nécessaires pour reconstituer des fragments épars. Mais elles permettent de retrouver les échanges existant entre les divers centres d'activité, dont certains sont distants l'un de l'autre de 100 mètres et même de 200 mètres. Ainsi les lames fabriquées dans les ateliers de microlithes ont-elles été distribuées pour façonnage plus spécialisé dans les diverses zones d'activités.

A voir le nombre de restes qui parsèment le campement de Bordj-Mellala, on peut penser que celui-ci a été occupé pendant un certain temps. Malheureusement, le site ne contient aucun reste culinaire. Que mangent ces groupes humains d'il y a sept mille ans ? Des grains sûrement puisqu'il y a des meules pour les broyer. Des animaux probablement. Mais lesquels ? Il est impossible de le dire puisque, à part les coquilles d'autruche et les coquillages utilisés comme parures, on n'a trouvé aucun reste d'animal. Mais les campements étaient aussi des chasseurs (de gazelles et d'antélopies ?) : n'a-t-on pas retrouvé sur le site quelques pointes de flèche très finement retouchées sur les deux faces ?

**YVONNE REBEYROL**

(1) Le Campement préhistorique de Bordj-Mellala, de J. Tixier, P. Marlier et G. Trépoles. Editions du Centre de recherches et d'études préhistoriques, 13, rue de l'Espérance-Bois, 75005 Paris, 61 pages, très nombreuses illustrations et photos. Cette brochure n'est pas en vente, mais un exemplaire peut être obtenu gratuitement sur demande adressée au Centre de recherches et d'études préhistoriques.

(2) Capésien vient de Capes, le nom latin de l'actuelle Gafsa (Tunisie), le premier site identifié en 1909 comme capésien étant situé à El-Mekta, près de Gafsa.

## RADIO-TÉLÉVISION

LA RENTRÉE SUR A2

## A jeux redoublés

M. Marcel Jullian et Armand Jammot, entourés des principaux responsables d'émissions de divertissement sur Antenne 2, ont présenté mercredi à la presse leurs projets à court et à moyen terme. C'était la première intervention publique du nouveau directeur des spectacles d'A 2. Répondant à une question, celui-ci prit d'ailleurs soin de se poser en alter ego de M. Charles Baudinat (qui assure, pour sa part, depuis la re-organisation de la société, la direction de l'actualité). Époque des services de la rue Cognacq-Jay et de la rue de Montessuy : complémentarité des préoccupations et, qui sait, possible inter-échange des équipes ? « Je sais, par les principes énoncés en parlant par l'ancien maître d'œuvre des « Dossiers de l'écran » et d'« Aujourd'hui, madame ».

Les grands mots sont : guère, comme l'on sait, dans les manières d'Armand Jammot, on en veut d'émulation, à l'essentiel : les jeux, remplacés désormais par les week-ends, comme les vraies nouveautés de la rentrée (fixées sur A 2 au week-end du 18 septembre). Nouveaux dispositifs (un grand « Monsieur Sport », présenté par Jean Louis) et des transmissions sportives qui occuperont désormais une grande part du samedi après-midi, refonte des formules anciennes (« La Vie et les Jambes », « L'homme du vingtième siècle ») (pour valoir la concurrence de « Samedi à 20 ») : des épreuves en tous genres rythmées, désormais les week-ends, sans oublier, chaque samedi à 18 heures, un concours imaginé par Jacques Antoine et Jacques Solness : une « carte blanche » à l'artiste pour réaliser, dans le plus grand nombre de pays possible, un maximum de documents. Matériel : super-8. Récompense : 200 000 francs.

Chaque jour, Rire (Michel Lancelot) fait une rentrée assagie le samedi, avec une heure de comique ininterrompue, à 17 h. ; raconter, souvenir, en direct sur le petit écran, les « Les gens heureux ont une histoire », chaque samedi à 22 h. 35 ; Antenne 2 joue résolument la carte du télé-spectacle, de la chaîne-participation.

La « grille », cependant, semble moins souple quand il s'agit de s'ouvrir aux émissions de création : feuilletons et dramatiques gardent les mêmes horaires. À croire M. Jullian, Antenne 2 n'a pas attendu les conseils du gouvernement (le Monde du 22 juillet) pour remplir son rôle dans ce domaine. Mais un effort sera fait pour limiter les séries américaines sur la criminalité et la violence, pour renouveler les genres (avec, par exemple, une série historique, à partir du 17 octobre) et pour lancer de nouveaux talents. Nouveaux au petit écran, sentent l'air du temps Jean Milpied, secrétaire perpétuel de l'Académie française, signera un Crépule à Venise, dramatique diffusée à l'occasion du centenaire de la mort de Victor Hugo, le 22 février 1902. Marguerite Duras, Robert Enrico et Roger Vadim réaliseront pour Antenne 2 leurs premiers téléfilms.

Enfin, une nouvelle « case » sera ouverte aux documentaires, le dimanche soir. Elle permettra de découvrir, en particulier, les « L'été de l'été » de Pierre Du-mayet (dont la série « L'été c'est vivre » se poursuit). À quatre heures trente d'émissions de Daniël Karlin sur la santé mentale des Français.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**JEUDI 2 SEPTEMBRE**

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.F., répond aux questions de Pierre Lescurt entre 18 heures et 19 heures sur Europe 1.

**VENREDI 3 SEPTEMBRE**

— M. Roger Chénaut, président du groupe des républicains indépendants à l'Assemblée nationale, est l'invité de Jean-Pierre Elkabbach au Journal « 13-14 » sur France-Inter.

— Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, est reçue par Michèle Cotta au magazine de 19 h. 30 sur France-Inter.

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants : Jacques Vernet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Impression : « le Monde », 10, rue de la Harpe, 75001 Paris-1<sup>er</sup>.  
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission nationale des journaux et publications : n° 97497.

VU

## Tout mais pas le travail

Allez savoir pourquoi un homme s'en va et où partent les hommes quand ils s'en vont. La-dessus, ceux qui travaillent leur créent dans les territoires de la psychologie sont plutôt muets. Enfin, leurs réponses sont si larges que chacun peut croire s'y décalquer, comme dans un horoscope.

Dans le Dîner de famille, drame de caractère au parfum d'entre-deux-guerres, de Jean-Bernard Luc, voilà ce qui se passe : Richard, n'est pas à l'heure pour le repas. On doit fêter sa promotion au titre de fondé de pouvoir Capes-dan, le maître de la famille, c'est-à-dire l'ami de Clémence — qui est une maîtresse femme, elle régit la maison, — mais il est aussi un financier et l'employeur de Richard, ce décalage donc arrive avec une explosion le héros est parti avec la caisse. Quels sont les mobiles de Richard ? Tantôt Clémence même l'explique : l'ami de l'absent révèle qu'il existe depuis quatre ans une liaison ; le ton bavard nous avait précédemment essaimé avec le mari

de Gilberte les carottes de feu, Gilberte, huit ans de « bonheur » avec Richard, ne comprend pas. Coup de téléphone, celui dont on parle depuis une heure arrive : Clémence préconise le double jeu, mais chacun à son tour va « craquer », parler de ce qui lui fait peur, la mort d'un couple, la perte de l'honneur, l'explication de l'homme, l'explication de l'autre, — la dé-sarction ; ce bonheur-là ne mérita pas qu'on se batte pour lui.

Dans la pièce de Jean-Bernard Luc, évidemment, des médias nous font défaut : la règle du théâtre de ce temps-là veut que ce qui se produit hors de la scène ne soit pas précis, mais laissé à l'imagination du spectateur. Ainsi on sait que Clémence (Françoise Christophe) est un tyran, la ranton une bademine, Gilberte une jolie sotte, mais on ignore à quel ressemblait le maître de Richard, et ce qu'est son travail ; pourquoi il a le sentiment de travailler plus que personne au monde, mais que son statut social est le fruit d'un privilège, octroyé Le si-

lonce sur cela est peut-être

déjà. Mais Michel Wynn, le metteur en scène de la pièce, l'aggrave ce silence en le circonvenant : il réalise l'imagerie du temps sous forme d'autoprototypes 97 ; il donne un visage à la maîtresse, il filme des scènes de gare pour attester que Richard veut vraiment partir (alors que rien dans le dialogue ne le prouve effectivement avant la fin...). Le travail, en revanche, il ne le montre pas. Pourtant, répliquant après réplique, Richard affirme que c'est la réussite telle qu'on la lui impose qu'il fuit. Il y a là coupe, coupe pour ne pas dire censure, puisque la manière de filmer ne dénonce pas le « non-dit » : on a apprécié le talent de Michel Wynn dans la Démolition d'Avignon — la qualité d'un feuilleton provient des masques qu'il porte devant la réalité et qu'il permet le rebondissement, — mais qu'il reste dans les conventions du genre, le théâtre de boulevard a parfois des implications trop complètes pour les cinéastes figuratifs.

MARTIN EVEN.

## JEUDI 2 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Faits divers... Les paysans du clair de lune, de M. Andrieu et P. Dumayet. 21 h. 30. Portrait Simone Weil, deux ou trois choses qu'elle nous dit d'elle, de J.E. Jeannesson. 22 h. 30. Jazz à Juan, Marion Williams. 23 h. Journal.

## CHAÎNE II : A2

20 h. 30. Téléfilm : « Torquemada » (V. Hugo) Réal. J. Kerschbom. Avec J. Martin, F. Chautemps, M. Vitold S. Pitoeff, N. Juvet, C. Genia.

« L'Espagne au quinzième siècle, au moment où se situent l'Inquisition. Trois ans avant la mort de Victor Hugo, ses préoccupations religieuses ».

22 h. 20. Variétés : Pi sur A2. 23 h. 20. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Les grands noms de l'histoire du cinéma cycle H. King (R.) : « La Cible humaine » ou « l'Homme aux abois » (1950).

avec G. Peck H. Westcott M. Mitchell, J. Parker.

Un cœur légendaire de l'ouest américain, présumé de sa renommée, cherche désespérément à se faire une existence paisible. Un western très dramatique et assez fascinant.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie, 20 h. 5 (R.) : Entre lui et précipitation de Malcolm Lowry av. D. Golin, M. Bona réal. C. Roland Manuel. 21 h. 40. En direct : Vers Feeder. 22 h. 25 (R.), Entrées avec André Gide, par J. Amroucho. 23 h. De la nuit. 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Concert par l'Orchestre philharmonique, direction G. Amy, sol. R. Gurnand, J. Koerner, J. Loriot. El. Exposito. Restauration musicale. Livre d'orgue (extraits), trois petites liturgies (Massenet), 22 h. 30. Version originale « Spécial Gustave », par J. Dron et D. Collins. 24 h. Musique juive, 0 h. 45. Jean Cocteau à la recherche de Vanitas par J.-P. Gillard.

## VENREDI 3 SEPTEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 15 h. 25, programme de la mi-journée avec, à 14 h. 40, L'imagination au galop (reprise à 17 h. 45).

20 h. 30. Au théâtre ce soir : « La Nuit du 9 mars », de R. Feral et H. Bratt, mise en scène H. Soubeiran, avec R. Hamon, M. Charvey, A. Carrière.

M. Roberts, de Scotland Yard, est accusé de meurtre. Toutes les preuves sont, en effet, contre lui, mais lui ne se souvient de rien.

## CHAÎNE II : A2

De 15 h. à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 18 h. 15, Chronique du temps de l'homme.

20 h. 30 (R.), Feuilleton : Molière pour rire et pour pleurer, de J. Aurenche et P. Bost, réal. M. Camus, avec M. Aumont, D. Manuel, G. Doucet. 21 h. 35. Documentaire : Une grande année, de L.F. Collins, de C. Nahon et M. Lefebvre, réal. C.J. Philippe. 22 h. 40. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes : 19 h. 40. Douze ans d'art contemporain en France : 20 h. Les lieux de 30 heures.

20 h. 30. Documentaire : « Lumières de Manritania » (pêcheurs Imraren, caravane de sel, de C. Pavard et C. Gossut-Picard. 21 h. 20. Jazz : Au Festival d'Antibes-Juan-les-Pins... Mahavishnu. 22 h. 20. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie, 20 h. 5 (S.), IV<sup>e</sup> rencontre d'art contemporain à La Rochelle, par R. Pfeiffer. 22 h. 35 (R.), Entre-temps avec André Gide, par J. Amroucho. 23 h. De la nuit. 23 h. 50. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Contrechamp. 21 h. Echanges franco-allemands. Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. D. Oren (Debussy, Bartok, Beethoven). 22 h. 15. Musique juive. 24 h. Paroles. 1 h. Jazz forum.

## PRESSE

## En Allemagne fédérale

## M. Springer élargit son groupe pour « sauver des emplois »

Bonn. — « Le quart va-t-il bien-tôt devenir la moitié ? » s'interroge le Süddeutsche Zeitung, après la prise de participation par M. Springer de 24,9 % dans la Münchener Pressehaus, qui édite le Süddeutsche Zeitung, le journal libéral publié à Munich, et a son siège au boulevard 7, 2 (le Monde du 26 août). Il est vrai que le Süddeutsche Zeitung, journal libéral publié à Munich, est à son premier intéressé puisque cette arrivée de M. Springer en Bavière peut signifier un accroissement de la concurrence dans le sud de l'Allemagne. Le journal remarque que, pour l'instant, la prise de participation du grand éditeur allemand se situe juste au-dessus de la limite fixée par la loi (25 %) à partir de laquelle une concentration doit faire l'objet d'une autorisation, mais qu'une augmentation n'est pas exclue dans quelque temps.

De notre correspondant

le sang, le sexe... et l'anticommunisme. La presse Springer, entre chaque jour dans quatre millions de foyers allemands. Son magazine Hör Zu, (Écoute !) est la bible du téléspectateur allemand, et il ne viendrait à l'idée de personne de lancer un nouveau produit sans y faire de la publicité. Mais le fleuron « intellectuel » du groupe reste Die Welt, dont le tirage se situe légèrement au-dessus de deux cent mille exemplaires. Journal d'information estimé à l'origine, Die Welt est devenu de plus en plus le véhicule de l'idéologie de M. Alex « Casar » Springer. Le journal ne perd d'ailleurs aucune occasion de vanter les mérites de son propriétaire, qui se présente lui-même comme un héros de la défense de Berlin et de l'unité de l'Allemagne. Son « parti pris » contre la coalition libérale socialiste au pouvoir à Bonn depuis 1969 lui a fait perdre de nombreux lecteurs au fil des années. Le propriétaire était prêt à vendre le journal des abonnés de Die Welt à son concurrent le plus direct, la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Les changements répétés de

rédacteurs en chef et le transfert de la rédaction de Hambourg à Bonn, au printemps de 1975, n'ont pas suffi à arrêter le déclin du quotidien.

A ceux qui l'accusent d'exercer une influence démesurée, dangereuse pour la liberté d'information, M. Springer répond qu'il ne contrôle que 40 % des quotidiens allemands, passant sous silence le fait que 30 % des journaux vendus tous les jours appartiennent à son groupe et qu'il dispose d'un véritable monopole sur la presse du dimanche avec la Bild am Sonntag et le Welt am Sonntag (190 % des tirages dominicaux). En prenant une participation dans la Münchener Pressehaus, M. Springer veut favoriser l'introduction de nouvelles techniques d'impression, rationaliser la production de l'édition munichoise de la Bild pour « sauver des emplois ». Une justification dont il n'a pas l'exclusivité.

DANIEL VERNET.

● La revue Champion, disparue en avril 1974, a été mentionnée par erreur (le Monde du 19 août) dans la liste des publications contrôlées par M. Robert Borsani.

1501



## ARTS ET SPECTACLES

### Musique

#### L'ORCHESTRE DE CHAMBRE SLOVAQUE AU FESTIVAL ESTIVAL

Il y a, dit-on, harmonie naturelle entre l'âme slave et le violon. L'Orchestre de chambre slovaque, cet ensemble de douze instruments à cordes (et un clavier), dirigé par le premier d'entre eux, Bohdan Warchal, confirme cet adage s'il en était besoin par la beauté plénière de ces instruments qui vibrent jusqu'à l'âme. Beauté qui se rehausse d'une homogénéité assez exceptionnelle, où véritablement les sonorités de ceux qui jouent la même partie ne font qu'un, tandis que le style, le ton, le phrasé, atteignent à la plus haute élévation.

Pendant leur premier concert donné pour le Festival estival à la faculté de droit (le second a lieu ce jeudi soir à Saint-Séverin), on a pu, d'une merveille à l'autre, le Concerto à quatre et 2, de Baldassare Galuppi, ample, ouvrage de l'intérieur et vigoureux, et ce final parsemé de trilles d'oiseaux ; les admirables Pièces en concert pour violoncelle et orchestre, de Couperin, au grand lyrisme mélancolique et aussi d'un rare qu'une scène de Watteau ; un Concerto pour trois violons, de Vivaldi, qui vibrait et libre et désinvolte, et chante à

plein gosier dans le final, tandis que le nocturne médiant s'envole comme un chant d'amour dans un pareil ; enfin, le Concerto pour deux violons, de Bach, où les Slovaques confondent des souvenirs redoutables, alternant délicatesse, lyrisme et superbe raie, avec tant de bonheur de jouer et de mines complètes.

Le Sextet pour cordes, de Martinu, paraissait assez inexpressif à côté de ces chefs-d'œuvre, d'ailleurs, de plein air bien vécus, d'un tissu dense et nerveux, mais sans grande prétention.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Dans notre article sur le Festival d'Aliprat (le Monde du 26 août), l'omission d'un passage rendait incompréhensible la note 2. Il s'agissait d'une œuvre de Baldassare Galuppi, ample, ouvrage de l'intérieur et vigoureux, et ce final parsemé de trilles d'oiseaux ; les admirables Pièces en concert pour violoncelle et orchestre, de Couperin, au grand lyrisme mélancolique et aussi d'un rare qu'une scène de Watteau ; un Concerto pour trois violons, de Vivaldi, qui vibrait et libre et désinvolte, et chante à

### Expositions

#### Un vent de liberté à Fougères

« Toile libre », à Fougères, une exposition signée Catherine Millet. Conçue avec d'autres beaucoup moins intéressantes — pour le premier festival artistique en juillet, elle dure l'été. Le lieu est idéal — deux tours du château médiéval — pour des œuvres dont une des vocations est d'entretenir avec l'espace alentour un dialogue serré, direct. Toile ici ne veut pas dire tableau. Pas de cadre, pas de châssis pour rigidifier et contraindre les surfaces. Mais des tringles, des anneaux, des câbles et des câbles pour des peintures suspendues comme des bannières, libres de suivre ou non la courbe du mur.

La toile a été repensée comme un matériau souple et maniable. Conséquence : une exposition autre que la couleur. Plus de cadre, plus de châssis, plus de pinces à linge, mais des opérations successives de trempage d'encrage et d'imprégnation du tissu pli, déplié, replié ou noué et dénoué.

Des toiles gorgées de peintures, aux couleurs profondément enracinées dans la trame, maculées de taches « informes » ou structurées par les traces de pils, des zones plus ou moins inhibées, des contours et des courbes apparentes. Des couleurs souvent douces, mêlées. Et un amour physique pour le matériau.

Tous ceux qui font de la toile libre ne sont pas là. Mais l'échantillonnage est bon. Il y a les Nipols (les initiateurs) Allocchio, Dolla, Isard, Saytour, le Groupe 70, Albert Aymé — un isolé qui faisait cela il y a quinze ans (proche de Hantai), — Mazeau

trouvé de l'ex-groupe Textuction, le Parisien l'incrimine, des Américains : Sam Gilliam et Alan Shields, des Italiens : Grifa, Esposito.

A Paris, on connaît bien ce genre de peinture. A Fougères, on s'étonne. On parle de « chiffons », d'abus de confiance et de « barbouillage des plus stupides ». Peut-être aurait-il fallu donner des clefs. Rappeler le pourquoi et le comment de tout cela en quelques lignes sur les murs et pas seulement dans le catalogue. Seulement quelques lignes de plus. Après tout ce qui a été dit par les artistes eux-mêmes ! Rappeler les origines qui remontent à la fin des années 60, dans le Midi, et au groupe Support-Surface, et les propos théoriques, politiques, matérialistes et dialectiques qui ont accompagné la remise en question des moyens traditionnels de la peinture. Parler un peu de cette vague (vague) française.

GENEVIÈVE BRÉRETTE.

\* Château de Fougères, jusqu'au 12 septembre.

**SUCCÈS**  
**Nu à l'air nu**  
**Revue attractive**  
**MAYOL**  
16 h. 15 - 21 h. 15

**FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS**  
**BLANDINE VERLET** (clavier)  
(disques PHILIPS)

6 SEPTEMBRE A 20 H 30 Forum International de Clavier Auditorium 104 de RADIO FRANCE Récital Couperin	16 SEPTEMBRE A 18 H 30 avec P. Séchet J.L. Charbonnier Clavier, salle des Thèmes Concert Bach
---	---

BACH : Intégrale des toccatas pour clavier  
2 disques n° 6504 089/100

**PHILIPS**

RÉOUVERTURE CE SOIR JEUDI 2 SEPTEMBRE

Direction FRANÇOIS VICENTE

**boum à l'Alcazar** drôle burlesque satirique

DICK PRICE

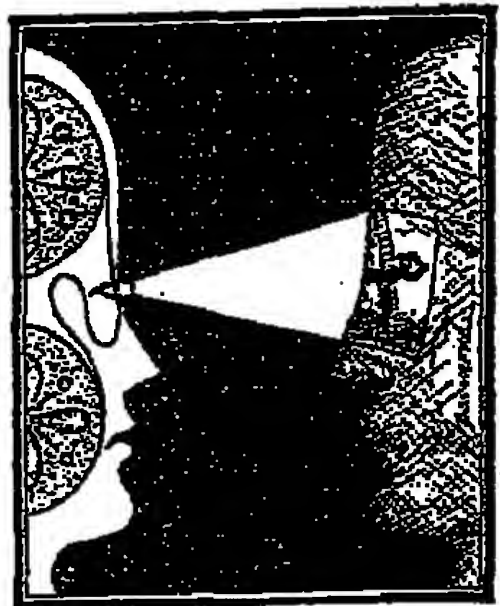
**REVUE ENTIEREMENT NOUVELLE**  
500 COSTUMES, 50 ARTISTES ET LE PLUS EXTRAORDINAIRE SPECTACLE CANCAN

DINERS 21h. SPECTACLE 22h30  
Réservations à partir de 10 heures à :  
329 0220, 633 8494 et 326 5325  
Salle d'attente - Fermé dimanche. Parking payant

**ALCAZAR DE PARIS, 62, RUE MAZARINE, PARIS 6<sup>e</sup>**

150

### Festivals



#### Première journée à Beauville

● Bonne journée d'inauguration pour le Festival de Beauville. On se pressait déjà dans toutes les salles. Il y a au moins une quinzaine de films à voir par jour (dont les films de télévision), et il faut forcément faire un choix. Les cinéphilas préparant leur « menu » quotidien et se passant des trappes. On peut aussi bien, pour commencer, se laisser guider par le hasard... et l'attrait des avant-premières à la salle du Casino.

● « Obsession », de Brian de Palma, a fait un gros effet. L'auteur qualifie son œuvre de « drame romantique à suspense ». On pourrait aussi bien parler de mélodrame psychanalytique. En 1959, à La Nouvelle-Orléans, un riche propriétaire, M. Michael Corvando, perd sa femme, Elizabeth, et sa fille, mortes un peu par sa faute dans un accident d'auto, après un enlèvement. Sette ans plus tard, à Florence, où il avait déjà connu Elizabeth, Michael rencontre une jeune femme qui ressemble étrangement à la disparue. Ce n'est que la première surprise d'un film qui nous entraîne constamment en étranges chemins, qui est traité avec un lyrisme particulièrement efficace et dont toute la mise en scène provoque, par ailleurs, une émotion qui change de registre. L'enigma est double : drame et psychologie ; la solution en est de toute façon, imprévisible. On marche jusqu'au bout, et c'est surprenant joué par Cliff Robertson, Genevieve Buyl et John Lightfoot.

● « Death Week-End », de William French, est l'histoire de plus en plus atroce d'un week-end à la campagne troublé par quatre grands voyous. L'étude de leurs motivations et surtout celle des rapports qui se sont établis entre leurs victimes — un dentiste et un mannequin qui ne se contentent pas d'être une jolie fille — forment le meilleur d'un film qui bascule ensuite dans l'horreur grand-guignolesque avec effets sanguinolents, surenchère de la violence.

● Avec « The Wild Party », James Ivory a délaissé l'Inde et les Angle-Indiens pour la fameuse d'Hollywood à la fin des années 20. Un acteur comique, qui s'aventure à effectuer une rentrée difficile, donne une soirée pour présenter son nouveau film. Limité, semble-t-il, par les moyens matériels, Ivory a donné une vision un peu étriquée de la demeure, qui devrait être fastueuse, excentrique, ainsi que de la réception. L'affrontement des caractères est intéressant, ainsi que l'essai de mélange des genres sur lequel se fonde la mise en scène.

JACQUES SIGLIER.

### Cinéma

#### « Un type comme moi ne devrait jamais mourir » de Michel Vianney

Une comédie métaphysique. On pourrait définir en ces termes pompeux le film de Michel Vianney. L'angoisse que provoque la fuite du temps en est le thème essentiel. Angoisse qui conduit le héros à se poser les questions-clés du cadavre existentiel. A quoi sert de vivre ? Pourquoi travailler ? Qu'est-ce que le bonheur, l'amour ? Comment s'accepter et accepter les autres ? Comment échapper à la solitude ?

Remarquons Michel Vianney : son film est grave, mais il n'est pas sérieux. L'auteur a laissé les grands mots au vestiaire. Pour éprouver qu'elle soit, l'odyssée de Léopold Bloom ne cesse jamais d'être cocasse et pittoresque. Au début de la crise Léopold n'est d'ailleurs la proie que d'un très vulgaire « ras-le-bol ». Ras-le-bol de quoi ? Difficile à dire. Léopold est riche, il est marié à une femme ravissante, il a de bons copains. Pourtant Léopold s'ennuie. Il se désole de lui-même. A pas de loup, sur la pointe des pieds, il prend la poudre d'escampette. Oh ! il ne va pas loin : dans sa voiture. De ce lieu clos privilégié, où il retrouve (il explique une psychanalyse) la quiétude du ventre mater-

nel, il fait — ou presque — son domicile. Il s'y nourrit, il y reçoit ses collaborateurs, il y joue du violon, il y dort. Plus tard Léopold essaiera de rompre (en le faisant compresser) avec ce dernier vestige de ses esclavages. Plus tard également il pensera (peut-être) à mourir — et mourra d'ailleurs, d'une certaine manière, par personnes interposées. Après quoi, provisoirement ou définitivement, il recommencera à aimer et à vivre.

On ne saurait imaginer l'anti-héros — plus exemplaire que ce Léopold, incarné à merveille par le très long, très maigre, très myope et très malicieux Jean-Michel Folon (le dessinateur). A l'image de ce personnage qui s'effondre et se décompose sous nos yeux, le film refuse de prendre corps et reste à l'état de nébuleuse de la première à la dernière image : pas d'intrigue au sens strict du terme, une construction anarchique, complètement inversée, et pour toute « action » une succession de scènes brèves, de sketches, de notations fugitives, de bribes de dialogues, dont la juxtaposition fait parfois songer à la technique de Tati. De très jolis moments (Léopold jouant du violon dans un

parking, Léopold et l'auto-stoppeuse), des gags drôles (l'agent de police - l'isant - Malakowski), des allusions cinématographiques (le nom même de Bloom, sorti tout droit de l'Ulysse de Joyce), des personnages secondaires amusants et parfaitement interprétés (Mort Schuman, Bernard Fresson, Bernadette Lafont), de la poésie, de la sensibilité, un brin de pathétique : on saurait volontiers le premier film de Michel Vianney comme une réussite si le papillotement du monotone, de répétition, d'ineptitude, qui finit par devenir lassant.

Ce tempo nonchalant jusqu'à l'excès, cette absence systématique de structure, c'est là sans doute le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à ce film, dont le ton de dévotion à l'humour léger ont d'autre part bien du charme, et qui témoigne, réserves comprises, d'un talent prometteur.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Saint-Germain-Village, Mercury, Calmar-Opéra, Nation, Montparnasse-Palace, Gaumont-Convulsion, Clichy-Palace.

#### « La vie, d'ailleurs, n'est pas sérieuse »

« Dans vos deux scénarios, Lily aime-moi et Un type comme moi ne devrait jamais mourir, on retrouve certains thèmes : la solitude de l'individu et du couple, mais la classe sociale est différente. Pourquoi avoir choisi comme personnage de ce film un grand bourgeois très riche ?

— Si j'ai choisi un homme qui, en apparence, a résolu le problème de l'argent, dit Michel Vianney, c'est que j'ai le sentiment que l'argent perd de plus en plus son pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir de répondre aux angoisses d'un individu. Cela est vrai à un certain rang social, car la dégradation de cette société s'accroît, et plus elle se dégrade, moins les gens privilégiés se sentent à l'abri. C'est donc avec un P.D.G. que cette situation apparaît le mieux. Du fait de son argent, il a le temps de se poser des questions. Je ne dis pas que les autres ne s'en posent pas, mais ils les vivent différemment. Cette société nous place dans un état de crise permanente, mais celle-ci ne s'exprime pas tous les jours de la même manière suivant les individus. Le film commence au moment aigu de la crise qui se manifeste par le refus de tout ce qui le « réussit » : le couple, l'argent, la réussite sociale.

— La manifestation de cette crise ou plutôt son origine, c'est la difficulté à communiquer ?

— Oui, c'est cela. Je pense à l'expression de Virginia Woolf : « Traverser des apparences ». Aujourd'hui, on conduit de plus en plus les gens à vivre dans un paradis, à bien que la communication finit par ne s'établir qu'entre des « apparences », jamais entre leur moi véritable. Dans ce film, il y a un effort de la part

du personnage pour se dévouer de ces « apparences » sans que cela soit clairement exprimé, car le personnage n'en est pas conscient.

— Les apparences, c'est aussi l'arrangement à la séduction du mariage et la création de choix ?

— C'est vrai. Souvent le mariage est motivé par une absence de choix plutôt que par un choix véritable. Max (Bernard Fresson), à un certain moment dit : « La séduction, c'est comme la mort ». Il a une attitude infantile : l'incapacité d'admettre la réalité. Si on arrivait à avoir un consentement assez fort pour accepter l'idée de la mort, on accepterait l'idée de la séparation et peut-être on vivrait autrement. Le seul moyen d'arrêter l'émigration du temps, c'est de saisir le moment présent et de le réinventer. Pour beaucoup, le bonheur est toujours à venir, mais a-t-on le temps d'attendre ?

— Accepter la séparation, c'est accepter de se mettre en cause et arriver finalement à la découverte de l'autre ?

— Dans Lily aime-moi, on trouve un peu la même chose. Lily dit : « Je ne suis pas heureuse, je veux les dix dernières années ; si je fais ça, je pars pour qu'il s'en aperçoive ». Partir à la recherche de soi, c'est nécessairement arriver à la redécouverte des autres s'interroger sur soi, c'est se poser la question de savoir ce qu'on a appris, ce qu'on sait.

— Malgré les différentes tentations que Léopold Bloom (Jean-Michel Folon) connaît : la vie communautaire, le voyage, le mysticisme, le couple se reforme. C'est une fin pessimiste ou optimiste ?

Ce n'est ni pessimiste ni optimiste. Au sein d'un couple, les hommes, surtout, ont un sentiment de frustration car ils pensent qu'il se passe des choses ailleurs. En réalité, cette liberté à laquelle les hommes aspirent, en particulier en période de crise, c'est davantage de solitude. La

liberté, dans notre société, c'est vraiment : vous vous cassez la figure sur le trottoir et tout le monde s'en moque. A la limite, il y a des gens qui vivent dans un régime totalitaire et qui, d'une certaine façon — je ne dis pas qu'ils soient plus heureux — ont un autre sentiment de satisfaction parce que tout ce qu'ils font compte. On s'intéresse à eux, on les surveille, on les espionne. Ici, ce que vous faites n'intéresse personne. Être libre, c'est souvent être un peu plus seul. Avec Max, Léopold dit : « Quand on est seul, on dit : ah ! si j'étais seul ! ». En fait, la société nous condamne à vivre en couple et condamne le couple en même temps.

— Mais vous avez choisi de traiter ce film, qui évoque des questions graves, de façon humoristique ?

— L'humour est, de toute façon, un moyen de prendre du recul. Ces angoisses que l'on a tous, abordées de façon « sérieuse », seraient rejetées car on craint la gravité des choses et leur importance. L'humour permet d'accepter les difficultés de la vie et d'en parler plus facilement. La vie, d'ailleurs, n'est pas sérieuse. J'aimerais que les gens, après la séance, ne parlent pas d'eux, mais du film.

Propos recueillis par MIREILLE DUMAS.

Le séminaire CICI (Congrès indépendant du cinéma international) aura lieu à Lausanne du 1<sup>er</sup> au 8 septembre. Le thème choisi cette année est « Nos vestes d'avant-garde dans cinquante films du samedi soir ». Ces cinquante films appartiennent à la production française des années 30, tels « Le Mystère de la chambre jaune », « L'Herbier », « La Dame aux camélias », de Fernand Rivers ; « La Bataille silencieuse », de Pierre Billon ; « Mayerling », d'Antoine Livak ; les « Mémoires », de Raymond Bernard ; « Les Moutons de l'Ecluse », de Pierre Chenal ; « Battement de cœur », d'Henri Decoin.

**A LA FOIRE AU TROC**  
TOUT SE TROUVE  
APORTEZ VOS GRENIERS  
ET SANS BOURSE DELIER  
TROQUEZ ET RETROQUEZ  
SAM. 18, DIM. 9 SEPTEMBRE  
Parvis du REX & LA DEFENSE  
Parking exposants : Sortie 4  
Visiteurs : Sortie 6  
RETENEZ VOTRE TROTEAU  
Téléphonez à PUBLI-SPORTS  
532-77-80  
**C'EST GRATUIT**

**THEATRE D'ORSAY**  
**COMPAGNIE RENAUD BARRAULT**  
représentations exceptionnelles  
du 6 au 10 septembre 20 h 30  
**NÔ KYOGEN**  
par la troupe Zeami-Za de Tokyô  
du 11 au 16 septembre, 20 h 30  
dimanche 12 à 15 h et 18 h 30  
**TEATRO CAMPESINO**  
de Californie - direction Luis Valdez  
la gran carpa de los rasquachis  
location : 7, quai Anatole-France - 548.38.53 et agences

**concerts**  
Radio France

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**  
SAISON 1976-1977  
15 CONCERTS en ABONNEMENT  
5 SERIES DE 3 CONCERTS

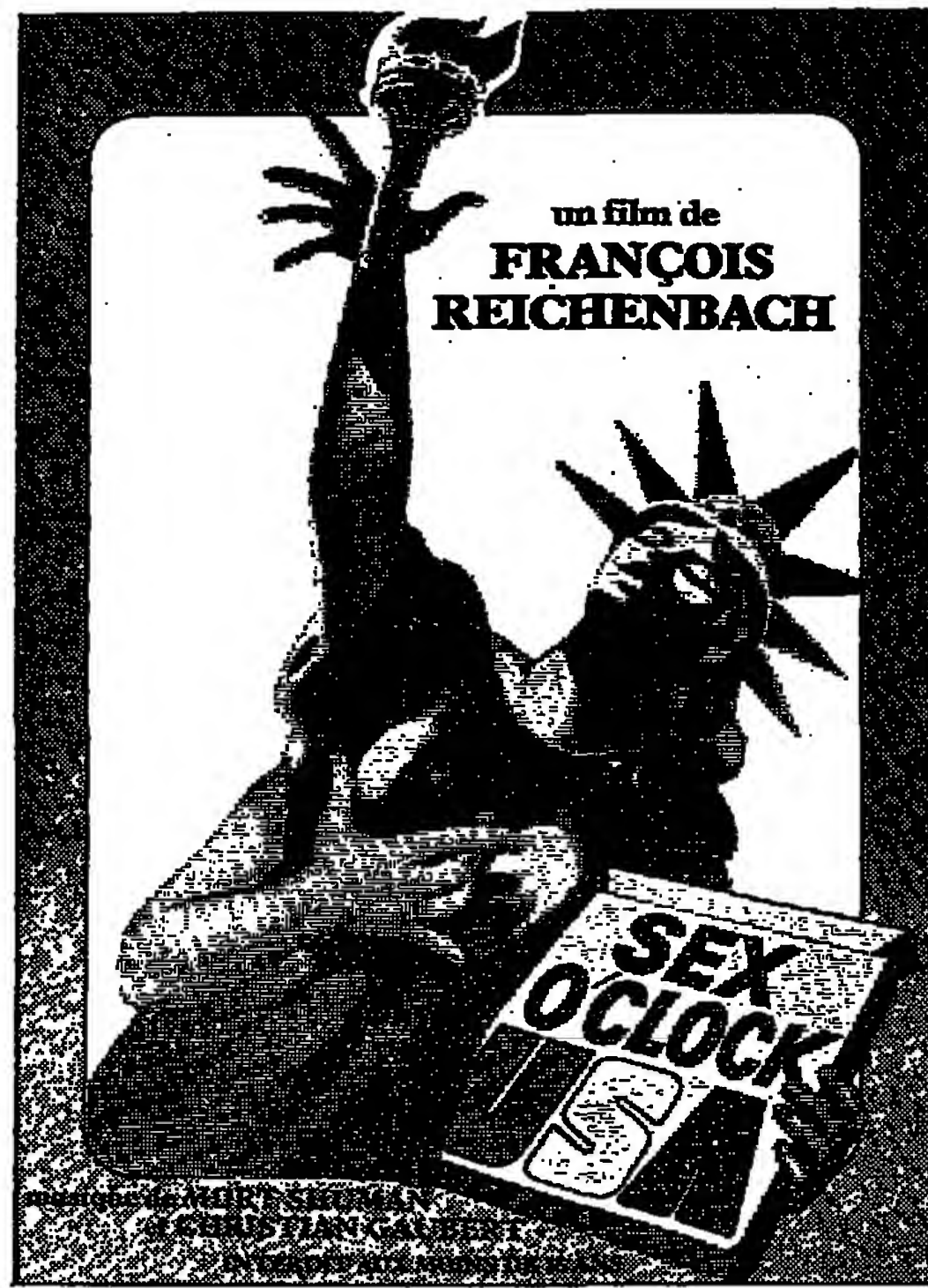
Avec : Baudo • Berli • Bernstein • Beroff • Bishop • Chmura • Ferro • Graffman • Le Roux • Loughran • Maazel • Millstein • Païta • Pennetier • Rosenthal • Rostropovitch • Stern • Szeryng • Torkanovsk • Valewska •

Pour tous renseignements :  
• Dans le grand hall de Radio-France, au théâtre des Champs-Élysées et salle Pleyel  
• Par correspondance au téléphone : Radio-France, bureau 6415, 118, avenue du Président Kennedy 75786 Paris Cedex 16 - tel. : 224.35.17 et 224.30.60



**L'Inde Song** Son nom de Venise dans Calcutta désert  
12h20 - 20h00 14h30 - 22h10  
DEUX FILMS DE MARGUERITE DURAS

UGC MARBEUF - OMNIA - VENDOME - JEAN-RENOIR  
UGC ODÉON - STUDIO RASPAIL - CYRANO Versailles  
CLUB Maisons-Alfort - ERMITAGE Fontainebleau  
VARIÉTÉS Melus



MONTE-CARLO (vo) - ÉLYSÉES-LINCOLN (vo) - QUARTIER-LATIN (vo) -  
DRAGON (vo) - MAYFAIR (vf) - IMPÉRIAL (vf) - NATION (vf) - MONT-  
PARNASSE-PATHÉ (vf) - ST-LAZARE-PASQUIER (vf) - CONVENTION-  
GAUMONT (vf) - CARAVELLE-PATHÉ (vf) - Périphérie: BELLE-ÉPINE (vf) -  
MULTICINÉ Champigny (vf) - TRICYCLE Asnières (vf) - GAMMA Argen-  
teuil (vf) - VÉLIZY-2 (vf) - GAUMONT Évry (vf) - CYRANO Versailles (vf).

**sans aucun doute le film le plus drôle de mémoire de spectateur LA PREUVE:**  
à mourir de rire... LE CROQUIS D'UNE  
ou rit beaucoup à ce film loufoque et tendre d'humour  
une gamme de rires et d'émotions...  
souvent cruel, toujours drôle...  
le rire, ici, est férocement drôle...  
à sangloter de rire...  
**Mes Chers Amis**

PUBLICIS ELYSÉES - U.G.C. - ERMITAGE - PARAMOUNT OPERA - PUBLICIS ST-GERMAIN  
MIRAMAR - MAX-LINDER - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT MAILLOT - STUDIO  
JEAN-COCTEAU - LES 3 MURAT - LES 3 SECRETAN - LIBERTÉ - U.G.C. Gobelins  
PARLY 2 - VÉLIZY 2 - CARREFOUR Pontif - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil  
FLAMADES Sorcelles - PARINOR - MEAUX à Meaux - P.B. Cergy - ARTEL Rosny - BUXY  
Boussy-Saint-Antoine - PARAMOUNT La Varenne - PUBLICIS Saint-Germain

**Vadim a réalisé là un de ses meilleurs films.**  
Michel Mohrt - Le Figaro



## SPECTACLES

### théâtres

**Salles ouvertes**  
Antoine, 20 h. 30 : le Tube.  
Arléon, 21 h. : Monsieur chasse.  
Clos des Billeuses, 21 h. 45 : le Maître de Santiago.  
Gymnase-Maria-Sell, 21 h. : Une aspirante pour des.  
Hôtel de Sens, 21 h. 30 : Mangeront-ils ?  
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Légion.  
Michel, 21 h. 10 : Happy Birthday.  
Michodière, 20 h. 45 : Anapulo madame.  
Madame, 20 h. 30 : Peau de vache.  
Montparnasse, 20 h. 30 : Mère, l'année prochaine.  
Montferrand, 22 h. 30 : le Lai de Barabois.  
Théâtre d'Art, 20 h. 30 : l'Amant arabe ; 22 h. 15 : la Voyage avec la drogue.  
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : D'homme à homme.  
Théâtre du Marais, 21 h. : Histoire d'amour.  
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Charnelle.

**Les opérettes**  
Bobino, 20 h. 30 : Croisière d'amour.  
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Mayflower.  
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Rêve de valsa.

**Festival estival**  
Bataillon-Musique, 18 h. 30 : Quintette Guy Tournon.  
Musée de Clugny, 18 h. 30 : Trio d'arrangement (Bach, Beethoven, Fleytel).  
Régine Saint-Séverin, 20 h. 30 : Orchestre de chambre slovaque (Correll, Manfredini, Vivaldi, Haendel, Beethoven).

**Les cafés-théâtres**  
Au Sec fil, 21 h. : l'Érasede ; 22 h. : l'Érasede (vo) ; 23 h. : N. Mons.  
Au Vrai Chic parisien, 21 h. : J.-P. Séverin ; 22 h. 15 : Pendant les travaux ; 23 h. : l'Érasede.  
Blancs-Manteaux, 20 h. 45 : les Jeunes ; 22 h. : l'Érasede ; 23 h. : l'Érasede.  
Café d'Edgar, 22 h. : l'Érasede.  
Café d'Edgar, 22 h. : l'Érasede.  
Café d'Edgar, 22 h. : l'Érasede.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Jeudi 2 septembre**

Cour des Miracles, 20 h. 45 : Pierre et Marie Jolivet ; 22 h. : l'Érasede.  
Le Palais, 20 h. 30 : l'Orchestra.  
Régine Saint-Séverin, 21 h. : l'Érasede ; 22 h. 30 : J.-C. Montferrand.

**Le music-hall**  
Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line.  
Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu ; 1ère 78.  
Élysée-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'homme.

### cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.  
**La cinémathèque**  
Chaillet, 15 h. : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
D. Vertov, 18 h. 30 : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
Le Palais, 20 h. 30 : l'Orchestra.  
Régine Saint-Séverin, 21 h. : l'Érasede ; 22 h. 30 : J.-C. Montferrand.

**Les exclusivités**  
A NOUS LES PETITES ANGLAISES (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
ACTES DE MARIAGE (Mar. v.o.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'APPRENTISSAGE DE DUDLEY (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'APPRENTISSAGE DE DUDLEY (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

### LES FILMS NOUVEAUX

1990. Film italien de R. Bertolucci (\*). v.o. : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'APPRENTISSAGE DE DUDLEY (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'APPRENTISSAGE DE DUDLEY (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

ON AURA TOUT VU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
SEX O'CLOCK (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
SEX O'CLOCK (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

**Les grandes reprises**  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

**Les festivals**  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

**Les séances spéciales**  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.  
L'AMOUR FOU (Fr.) : l'Érasede ; 20 h. 45 : l'Érasede ; 22 h. 30 : l'Érasede.

MERCURY - GAUMONT-OPERA  
MONT-PARNASSE-PATHÉ  
GAUMONT-CONVENTION  
SAINT-GERMAIN-VILLAGE - NATION

**EN VERSION ORIGINALE**  
ELYSÉES POINT SHOW  
3 HAUSMANN - LUXEMBOURG  
**LES MARX BROTHERS**  
SOUPPE AUX CANARDS  
LEO MCCAREY

1500 de 1976



Jeudi 1.50

OFFRES D'EMPLOI	Le 30/08	Le 30/08
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

## ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	Le 30/08	Le 30/08
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertilan	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

### Single Buoy Moorings INC Terminal Installations INC

Une filiale du groupe IHC Holland, spécialisée dans les Terminaux Offshore et Systèmes de Stockage flottant pour l'Industrie du Pétrole recherche pour ses Bureaux d'Engineering à Monaco (Principauté) :

### ESTIMATEUR en CONSTRUCTION NAVALE

Le candidat devra :  
• avoir au moins 5 ans d'expérience auprès d'importants chantiers ;  
• avoir déjà préparé des spécifications et cahiers de charges pour adjudication ;  
• avoir une bonne connaissance des procédés de transport du pétrole (tankers) ;  
• pouvoir prendre des initiatives et responsabilités ;  
• avoir une bonne connaissance de l'anglais.  
Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle.  
Adressez lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et références à :  
Chef du Personnel, S&M/TII  
27, Bd Albert 1er  
Monaco (principauté)

Entreprise 800 personnes appartenant à  
**Grand Groupe Industriel**  
recherche  
**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**  
(X, Centrale, Mines, A.M., etc.)  
ayant expérience cinq à dix ans acquise dans un des domaines suivants :  
Construction aéronautique, Chaudière, Construction navale  
pour assister Directeur dans domaines organisation et technique.  
Résidence Province.  
Ecrire avec C.V. et références sous n° 75.759 B, 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Importante usine produits chimiques de Haute-Normandie, recherche :  
**INGÉNIEUR**  
pour poste : adjoint du chef de service d'ENTRETIEN  
Poste important  
DEVELOPPEMENT DE CARRIÈRE PROBABLE  
Age minimum : 30 ans  
Caractéristiques souhaitées :  
- Homme de terrain plus que de bureau ;  
- Disponibilité et incidents en dehors des heures normales ;  
- Goût du détail concret ;  
- Goût de l'organisation matérielle de chantier ;  
- Bon meneur d'hommes ;  
- Initiative et discipline.  
Ecrire sous n° 389.581 M, ROCHE-FRÈRES, 75 bis, rue Beaumartin, Paris-9, qui transmettra.

Importante Société Française recherche  
**INGÉNIEUR A.M.**  
ayant expérience confirmée production Construction mécanique, Chaudière, Divers  
Pour superviser chantiers de montage France  
Résidence province.  
Ecrire avec C.V. et références sous n° 75.761 B, 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

Grande Société Française recherche  
**INGÉNIEUR A.M.**  
Ayant expérience confirmée pour Direction Atelier Chaudière  
Résidence province.  
Ecrire avec C.V. et références sous n° 75.761 B, 17, rue Labat, 94300 Vincennes, qui transmettra.

GRUPE NATIONAL IMPORTANCE recherche pour une de ses filiales son CHIEF COMPTABLE Hme ou M. expérimenté, titulaire D.E.C. ou tit. dipl. équival. Expérience en comptabilité générale analytique, budgétaire, fiscale, paye, informatique. Minimum 4 ans. Sera « patron » de l'ensemble de la fonction comptable et financière. Homme de valeur, à fort potentiel. Rémunération élevée. Lieu de travail : MARSEILLE. Anglais parlé et écrit souhaité.  
Adressez C.V. manuscrit et photo à SUD MARKETING, n° 11.994, 24, av. Roger-Salengro, 13075 MARSEILLE

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



### AUCHAN

17 HYPERMARCHÉS Chiffre d'affaires prévus en 1976 : 3,5 milliards. Progression annuelle 40 % depuis 10 ans. Prépare l'ouverture de nouvelles unités en France.

recrute dans le cadre de son expansion

### CHEFS DE SECTEURS Alimentaire et non alimentaire

Co-responsables avec le directeur du magasin, de la dynamique commerciale Ils doivent prendre toutes mesures et initiatives (personnel, organisation, investissements, politique commerciale) favorisant le développement de leur secteur et l'animation de leurs hommes.

### CHEFS DE RAYON

Responsable de la sélection de leurs produits, des achats, des prix de vente, de la gestion des stocks et de leurs résultats dans le cadre d'objectifs négociés. Ils doivent être d'excellents animateurs d'hommes.

Votre formation sera assurée par nos soins, notre expansion vous garantit de larges possibilités de carrière.

Si cette proposition vous intéresse envoyer un C.V., photo récente et prétentions exigées à M. Jean-Jacques FASCIANO, Hypermarché AUCHAN, Avenue Charles Garcia - 94101 FONTENAY-SOUS-BOIS



### INGÉNIEUR

ETUDES DE CIRCUITS ÉLECTRONIQUES - centraux télé-phoniques PENTACONTA.  
Connaissance de l'Anglais souhaitée.  
Lieu de travail : CLAMART.  
Facilités de transport assurées par la Société.  
Ecrire avec C.V. sous n° 18 COMPAGNIE GÉNÉRALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel - 251, rue de Valenciennes - 75740 PARIS CEDEX 15.

Organisme parapublic - Domaine des formations technologiques - recherche

### UN CHARGÉ DE MISSION

Ce que l'on offre :  
• La responsabilité d'études de synthèse et de missions de représentation ;  
• Une activité de relations fortement valorisante.  
Ce que l'on souhaite :  
• Une formation Grande École, avec 3 ou 4 ans d'expérience ;  
• Un goût pour les études de synthèse et leur application concrète ;  
• Une bonne capacité de rédaction et de relation ;  
• Une aptitude au travail en équipe.  
Ecrire avec C.V. et n° 1.381 e le Monde - Publicité, 8, rue des Italiens, 75227 PARIS (97).

IMPORTANT GROUPE DE CAISSES DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE recrute dans le cadre de son expansion

### CHARGÉE D'ÉTUDES

POUR SERVICE ASSURANCES COLLECTIVES  
Niveau d'études :  
Licence Sciences économiques ou équivalent. Ce poste doit convenir à une débutante ayant une personnalité dynamique et une ouverture d'esprit compatible avec l'ambiance du groupe.  
Lieu de travail : PONT DE NEUILLY.  
Envoyer C.V. manuscrit et présent sous n° 4.336 PARFUMS P.A. 4, rue Robert-Desnos, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

### CHEFS DE MISSIONS

confirmés.  
- Niveau : Diplôme d'Expertise Comptable.  
- Pratique de l'anglais ou de l'allemand.  
- Fréquents déplacements à l'étranger.  
- Rémunération de l'ordre de 90.000 F + indemnité d'éloignement + frais de séjour.  
Envoyer lettre de candidature manuscrite, photo et curriculum vitae à Yves GALTIER, 1, rue Bellini, 75782 Paris Cedex 16

SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS ENGINEERING ET INFORMATIQUE RECHERCHE URGENTE

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES

- 3 à 4 ans exp., apt. compétences Télécom, électronique et informatique industrielle.  
- Libre rapidement.  
- Rémunération selon compétences.  
- Promotion rapide selon résultats.  
Envoyer C.V. et prétentions à : SECOM, 14, rue de Sully - 92110 BOULOGNE

IMPE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING - CLICHY recherche

### DESSINATEURS EN TUYAUTERIE

DETAILLANT A PROJETEUR II  
Disponibles sous brefs délais  
Ecrire : n° 33312 à SOFREGAZ 93, boulevard Victor-Hugo - 92115 CLICHY

Le Groupe C.G.O. recherche d'urgence :

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Expérience indispensable de la vente de services ou produits informatiques ; connaissance et expérience COM très appréciées.  
Candidatures avec C.V. et photo récente à adresser à C.G.O. SELECTION, 2 av. de Séguier, 75007 PARIS, sous référence E 201

SOCIÉTÉ INSTRUMENTS OPTIQUE et APPAREILS COMMANDES HYDRAULIQUES TECHNIQUE AVANCÉE - 1.500 personnes dont 120 ingénieurs, leader en France dans sa branche présente sur marché mondial, recherche pour

A/ USINE CHATEAUDUN 500 personnes - 1h30 de Paris

### 1/ CHEF SERVICE CONTROLE QUALITE

A.M. ou assimilé  
ayant déjà exercé responsabilités service méthodes ou atelier mécanique et si possible mécanique précision.

### 2/ INGENIEUR DEBUTANT

A.M. ou assimilé  
pour atelier montage et réglage instruments de précision nationale. Debut de carrière.

B/ Pour Direction Technique PARIS 20ème

### 1/ JEUNE INGENIEUR RECHERCHE APPLIQUEE

PC - ESO et ENSTA  
avant court séjour en entreprise pour définir principes des instruments à concevoir dans cadre recherche nouveaux domaines. Poste convenant à jeune ingénieur ayant connaissance approfondie des divers domaines de physique.  
- Quelques déplacements courte durée.

### 2/ INGENIEUR EXPERIMENTATION

A.M. ou assimilé  
pour étude résultats des instruments en service chez utilisateurs afin d'anticiper leur conception pour satisfaire besoins marchés.  
- Expérience mécanique indispensable et si possible mécanique précision.

### 3/ INGENIEUR DEBUTANT

ADJOINT CHEF BUREAU D'ETUDES A.M., BESANCON, NANTES ou assimilé  
environ 50 dessinateurs pour début carrière.  
Ecrire avec C.V. et n° 3.001 EM 102, rue Chaptal 92306 LEVALLOIS-PERRET. Candidature ne répondant pas aux conditions s'abstenir.

### SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

Economie Aménagement Réalisations

### 1 chef de projet

X, MINES, PONTS, E.C.P.  
Il aura à animer le travail d'une équipe pluridisciplinaire et à prendre des initiatives et responsabilités inhérentes à la fonction.  
Evolution vers Direction des Etudes (Ref. 1 CP)  
40 ans minimum

### 3 ingénieurs de projet

\* X, E.C.P., MINES, G.M., P.C., E.S.T.P., I.M.A., I.G.R.E.F.  
Etudes de projets spécifiques :  
- INFRASTRUCTURES : routes, rail, aéroports, ports, hydraulique (Ref. 1 P)  
- AGRICULTURE : élevage, forêts, pêche, industries agro-alimentaires (Ref. 1 PA)  
- INDUSTRIES LIÉES : textile, cuir, bois, électroménager, mécanique (Ref. 1 PL)  
Ayant au moins 5 ans d'expérience.  
35 ans minimum

### 1 ingénieur économiste statisticien

Grandes Ecoles, ENSAE, DES Sc. Eco.  
Etudes de marché internationales et nationales. Etudes de planification nationale, régionale et sectorielle.  
Travaux sur ordinateur (Ref. 1 E)  
30 ans minimum

Nous offrons aux candidats :  
- Des réalisations d'études opérationnelles d'urgence en petites équipes  
- Une formation complémentaire assurée  
Seuls seront examinés les dossiers des candidats possédant une expérience effective des postes proposés.  
Envoyer C.V. manuscrit avec photo à n° 35937, PA SVP 31 rue du St Fay, 75005 Paris, en rappelant la référence du poste.

### CHARGE D'ÉTUDES DE MARCHÉ

VERPRO/CONSEIL recherche un collaborateur de premier plan pour son département « Etudes »  
• De formation H.E.C., INSEEC, M.S.A., et avec une expérience de 3 ans au moins dans un Cabinet d'Etudes de marché. Il prendra en charge la réalisation des études et les contacts avec la clientèle (équipes semi-directives et quantitatives).  
• Ce poste offre la possibilité de collaborer au sein d'une équipe marketing performante, à des études très diversifiées.  
Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à VERPRO/CONSEIL, Département Etudes de Marché, 38, rue Bolandier - 75116 PARIS



OFFRES D'EMPLOI	12 sept	12 sept
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	12 sept	12 sept
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Basile insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

## offres d'emploi

**POUR S'INTÉRESSER À L'ÉQUIPE IMPORTANTE**  
POUR DÉVELOPPEMENT D'UN PROJET AVANCÉ  
DANS LE DOMAINE D B D C  
nous recherchons des  
**ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
**CONFIRMÉS**  
Formation INGENIEUR LUT ou B.T.S.  
Expérience minimum quatre ans.  
Connaissances et pratiques spécialisées :  
C.I.C.S. - D.L. - ASSEMBLAGE - D.O.S. - V.S.  
Sérieux et sérieux. 91416 M. Régis-Presse,  
85 bis, rue Réaumur, Paris (2), qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE CRÉATION RECENTE**  
**FIJALE D'UNE GRANDE BANQUE**  
**DE DÉPÔTS**  
recherche  
pour succéder son Directeur  
**UN JEUNE CADRE**  
chargé d'assurer la prospection immobilière et les  
études de marchés.  
Situation d'avenir.  
Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à notre  
conseil en recrutement 17 et 18, rue de la Harpe,  
75116 Paris (sous réf. 080), qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION**  
(35 magasins uniquement en région parisienne;  
400 personnes), crée en proche banlieue  
Sud Paris, le poste de  
**chef du personnel**  
90.000 F.  
Rattaché (e) directement à la Direction  
Générale, il (elle) est chargé (e) d'assurer :  
l'administration du Personnel  
les relations avec les représentants du  
Personnel  
la proposition de solutions concernant  
tous les problèmes de Droit du Travail  
la mise en place progressive d'une politique  
de Gestion du Personnel (classifications,  
recrutements, rémunérations, formation)  
qu'il (elle) animer en étroite collaboration  
avec les cadres de l'entreprise.  
Situation intéressante pour cadre, 32 ans  
minimum, possédant de bonnes connais-  
sances de Droit du Travail et justifiant d'au-  
moins 5 ans d'expérience de la fonction  
Personnel, y compris les relations paritaires,  
de préférence dans la distribution.  
Ecrire sous référence 623 M à notre Conseil

**centor**  
13 bis, rue Henri-Monnier — 75009 PARIS

## secrétaires

**de direction**  
S.E.H.P.  
STE IMPORT-EXPORT  
ANIERES 92  
recherche  
**SECRÉTAIRE** de direction  
travaillant en français, anglais, allemand  
courant, d'origine et sérieuse et pos-  
sède une expérience professionnelle de  
secrétariat. Déplacement à l'étranger  
nécessaire. (U.S.A., U.S.S.R., Japon, etc.)  
Ecr. Régis-Presse, n° 171/47M,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

**A 1/2 TEMPS**  
**SAINT-MAUR**  
Institut Enseigne, à dist. toutes  
spécialités actives, et de  
format. cont. Fondé en 1928 Ch.  
C.

**CONSEILLERS**  
**D'ÉDUCATION**  
Exp. 10 ans, conseil  
JEUNES et ADULTES, s. choix  
des carrières, psychol., vocat.,  
régl., monographie, etc. 11  
11 ans d'expérience. Post. 11  
ou 12 ans. 11 ans d'expérience.  
et qual. de style. Paris, ensei-  
gn. C.V. détails Agence Adf.  
26, av. France, 94 St-Maur, 93.  
Centre de format. carrières, priv.  
et d'Etat. Fondé 1928, rech. pr.

**TRAVAUX**  
**PÉDAGOGIQUES**  
**POLICIERS S.N.P.**  
**FORESTIERS**  
**ET AGROS**  
Prof. T.P. BATTOMENT

**COMPTABLE HOMME**  
Exp. 10 ans, 3 ans pour compa-  
tabilité générale. Avantages so-  
ciaux, poste intéressant. Adresser  
C.V. et photo, au Service du  
Personnel, B.P. 720,08,  
75201 Paris Cedex 08.

**CONSEILLERS IMMOBILIERS**  
**INTERNATIONAUX**  
(en expansion) recherchent  
LE FUTUR  
**DIRECTEUR**  
de leur département  
GESTION IMMOBILIÈRE  
— Comptabilité — Droit  
— Gestion — Services commerciaux  
— Connaissances anglaises  
Adr. C.V. et photo (retournée),  
n° 101/26, à St-Maur, 93, rue  
d'Alsace, 93000 Vincennes.

**INGÉNIEUR**  
**MECANICIEN**  
connaissant parfaitement  
l'ALLEMAND (technique)  
et de préférence l'anglais  
Expérience professionnelle  
brevets souhaités.  
Ecr. av. C.V. et pr. s/n° 4742,  
J.R.P., 39, rue de l'Arche,  
PARIS (8), qui transmettra.

**JEUNE FEMME**  
**JOURNALISTE EN ÉCONOMIE**  
idéales originales  
de RECHERCHE  
Ecr. n° 171/47M, Régis-Presse,  
85 bis, rue Réaumur, Paris 2.  
Urgent Société d'exploitation  
de chauffage recherche  
**COMPTABLE**  
Homme expérimenté pr service  
comptabilité générale et analy-  
tique, révision budget, contrôle  
des dépenses.  
Lieu de trav. BANLIEUE SUD  
Tél. pr R.V. : 90-70-48.

**PROFESSEURS**  
de mathématiques et de physiq.  
ayant expérience second cycle,  
et privilégiant à Montreuil, 93  
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.  
STUD. DESIN PUBLICITAIRE  
SUIVRES  
cherche

**DESIGN/ARTISTE ÉCRIVAIN**  
URGENT.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.  
Ouvrier/technicien/maître  
de la construction

**COMPTABLE**  
Possédant D.E.C.S.  
ou équivalent  
pour contrôle de ses filiales  
à PARIS.  
Ecr. avec curriculum vitae et photo.  
VILLAGE DE MONTREUIL  
recherche d'urgence pour ses  
services techniques administratifs  
et de gestion.  
So. pr. à 8 h. M. RENARD,  
2, rue de la République, 93100 Montreuil.

**TECHNICIEN COMMERCIAL**  
27 ans min., 2 ans expérience  
vente, connaissances connaissances  
techniques, polyvalent, sérieux,  
connecté, multilingue.  
RADIAL  
101, rue de l'Industrie, 93100 Montreuil.  
Téléphone : 93-10-40

**INSTRUMENTATION (17)**  
A plusieurs postes à pourvoir  
TECHNIQUE COMMERCIAUX  
ET APPRENTISSAGE  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**ANALYSTE FINANCIER**  
pour : — établissement des  
plans financiers ; — contrôle  
budgétaire ; — gestion financière  
— gestion financière et de la S.A.  
— première expérience immobilière  
ou bancaire nécessaire.  
Adr. C.V. et pr. à n° 7130,  
Cortège Publicité, 20, av. Opéra,  
PARIS (1er), qui transmettra.

## représentation offres

Importante firme allemande.  
**CONFECTION HOMME**  
recherche urgent  
**REPRÉSENTANTS QUALIFIÉS**  
Carte unique (préférée) ou multicarte  
pour les secteurs suivants :  
Paris-Banlieue - Nord - Sud-Est - Centre - Est  
Sud-Ouest.  
Clientèle existante.  
Ecrire à l'adresse suivante en joignant le cur-  
riculum vitae :  
**HELLMUTH WEIDENMANN - PROVESTA**  
3, Kolpingstrasse  
D-8790 Aschaffenburg - R.F.A.  
Modèle :  
Entrevoir possible du 11 au 13 septembre 1976  
pendant la durée du Salon S.E.H.M. à l'adresse  
suivante :  
Hôtel SOFTEL  
2, rue Grognet (près du Salon)

Société outillage  
de coupe  
et de découpe  
V.R.P. MULTICARTES  
qualité et prix très bas  
pour les secteurs suivants :  
Paris-Banlieue - Nord - Sud-Est - Centre - Est  
Sud-Ouest.  
Clientèle existante.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**cours**  
**et leçons**  
Matiez au point votre ANGLAIS  
différentes solutions personnelles,  
Suisse, anglais et français, cours  
langue, et petits gr. par prof.  
de lang. mater. hor. flexibles.  
M. GALLI. Tél. : 345-11-32.

**capitaux ou proposition comm.**  
Recherchons  
**des CONSTRUCTEURS DE CHAUFFAGE**  
désireux d'acheter à bon marché  
dans la vente de matériaux de chauffage modernes  
Avons l'intention d'être représentés  
dans toutes les villes  
(le matériel) sous forme de jeu  
provenant d'Allemagne et est livrable en huit jours.  
Ecrire sous n° 268 à 345-11-32.  
Bavaria-Union, 1, D-5000 Frankfurt, qui trans.

Un fabricant d'outils de renom  
**RECHERCHE**  
une organisation de vente ayant  
des contacts avec les clients  
dans l'industrie sidérurgique.  
Nous recherchons une équipe  
dynamique et expérimentée  
chargée de la vente de nos  
produits en France, Belgique et  
Suisse.  
Ecr. n° 7402, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**autos-vente**  
CARAVANE KIP 7 m 85  
tractable et habitable, 3 p. av.  
cuisine, cab. toilette, pos.  
couch. 6 pers., chauff. incorp.  
réfrigérateur, armoire et vitres  
colorées, av. radio-traceur.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**autos-achat**  
Particulier achète comptant à  
partir de 100.000 F. le véhicule.  
Foulet La Grange, 75120 Lezay.

**demandes d'emploi**  
**CHEF COMPTABLE**  
H. 36 ans, 20 ans d'expérience  
comptable, générale et analytique.  
Payés, bilans, déclarations, sys-  
tèmes de comptabilité, etc.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**PARFUMS GIVENCHY**  
Nous recherchons une  
**SECRÉTAIRE BILINGUE**  
ANGLAIS  
ayant plusieurs années d'expé-  
rience dans le commerce de  
parfums, capable de gérer un  
service clientèle, et de faire  
des achats. Ecr. n° 6314, « le  
Monde » Pub. 5, r. des Italiens,  
75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE COMMERCIALE**  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**SECRÉTAIRE**  
Particulière  
30 ans min., notions anglaises.  
recherchons une personne  
ordonnée, sérieuse, capable  
de gérer un service clientèle.  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

## L'immobilier

### appartements vente

**Paris**  
**Rive droite**  
PELLEPOUX - Imm. récent  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive gauche**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

**Paris**  
**Rive droite**  
17e Palais des Comptes - 5 pièces  
étage élevé, lumineux 5 p., par-  
quet, 140 m², 140 m², 140 m², 140 m².  
Ecr. n° 6314, « le Monde » Pub.  
5, r. des Italiens, 75227 Paris-8.

les annonces classées du  
**Monde**  
sont reçues par téléphone  
ou  
**233-44-21**  
postes 392 et 364

Nos annonces dans  
**l'agenda du Monde**  
représentent à partir  
du mercredi 8 septembre  
(daté 9)

immobilier  
INFORMATIQUE  
LOGICIEL







## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### QUESTIONS...

#### Avignon sans avions

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, vient de refuser l'ouverture d'une ligne Paris-Avignon, pour l'exploitation de laquelle trois compagnies s'étaient mises sur les rangs : Air Inter, Air Alpes et Touraine Air Transport. Les pouvoirs publics ont jugé que, vu la proximité de Nîmes, la création d'une nouvelle liaison aérienne vers la capitale ne se justifiait pas (le Monde du 28 août).

**L**ORSQUE la chambre de commerce et d'industrie de la Vaucluse a obtenu la concession de l'aérodrome d'Avignon, le 25 mai 1970, sa ferme intention de créer une ligne aérienne Avignon-Paris a reçu l'appui et le concours de l'administration départementale. Air Inter elle-même a applaudi au projet, tout au moins à l'origine.

Au cours du VI<sup>e</sup> Plan, des équipements importants ont donc été réalisés (piste, aérogare, bloc technique, moyens généraux) pour permettre le bon fonctionnement d'une ligne. Ces investissements ont fait l'objet de programmes définis par l'administration et réalisés sous son contrôle. Des emprunts ont permis de faire face aux dépenses supportées à l'égalité par la ville d'Avignon, le conseil général de Vaucluse et la chambre de commerce. L'Etat a assumé une faible charge financière. L'intérêt de la ligne n'a été contesté par personne : il est d'ailleurs évident. L'aérodrome d'Avignon se trouve au centre d'une zone d'influence de cinq cent mille personnes, où se développe une forte activité économique diversifiée (agriculture, industrie, tourisme). Dans cette zone, la croissance démographique de ces dernières années a entraîné une situation de nombreuses villes moyennes : Cavaillon, Carpentras, Orange, Bollène, Valréas, Pertuis, Châteaurenard. Des marchés agricoles orientés vers l'exportation des produits agricoles comme les centres atomiques de Marcoule et de Pierrelatte ; le centre militaire de Saint-

Christol ; l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif dans le Tricastin provoquent de rapides et fréquents voyages dans la capitale. Le Palais des congrès du palais des Papes, à vocation internationale, s'ouvre avant la fin de l'année.

L'aérodrome a été inscrit au schéma directeur de l'équipement aéronautique. Des études récentes confirment un potentiel de trafic passagers évalué à cinquante mille personnes par an. Le refus d'autoriser la ligne n'a d'autre raison officielle que la proximité de l'aérodrome de Nîmes, où l'activité d'Air Inter serait fortement concurrencée. Or les Vauclusiens ne prennent pas l'avion à Nîmes. Pour 90 %, ils se rendent à Marseille-Marseille-Marseille, où les lignes sont surchargées la plupart du temps. Les horaires de Nîmes sont inadéquats, et il faut plus d'une heure pour se rendre à l'aérodrome par une route difficile et dangereuse.

Le souci de défendre la position privilégiée d'Air Inter, qui veut échapper à la libre concurrence, ne se justifie pas davantage. La compagnie Touraine Air Transport (TAT), qui se propose d'exploiter la ligne Avignon-Paris, n'exige aucune subvention. Elle ne redoute pas d'entreprendre et croit au succès de son initiative. Une nouvelle couche de clientèle accroît d'ailleurs l'importance du trafic. Le transport aérien en sortira gagnant. On préfère la routine et la sauvegarde des situations déjà acquises.

Ce refus abusif met en évidence l'incohérence des décisions du ministre et de son administration. Elle ne redoute pas d'entreprendre et croit au succès de son initiative. Une nouvelle couche de clientèle accroît d'ailleurs l'importance du trafic. Le transport aérien en sortira gagnant. On préfère la routine et la sauvegarde des situations déjà acquises.

Le conseil général de Vaucluse, la ville d'Avignon, la chambre de commerce et les parlementaires de Vaucluse n'ont pas de la même manière soit victime de cette incohérence et de ce gâchis.

### ...RÉPONSES

#### Faits et projets

##### Circulation

#### LE COUT DE L'ALCOOL

Mille cinq cents vies humaines pourraient être sauvées, chaque année, et trente cinq mille blessés évités si les automobilistes refusaient de conduire en état d'ébriété ou de grande fatigue et limitaient leur consommation de tabac.

Economiquement, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.), l'intempérance du Français coûte aux seuls assurés environ 1 milliard de francs par an.

Selon la gendarmerie nationale, l'alcool a été responsable de 74 % des accidents corporels en 1975 et de 57 % des accidents mortels, et la fatigue respectivement de 23 et 43 % de ces accidents. Ces chiffres, déjà très élevés, sont encore plus alarmants puisqu'ils ne tiennent compte que de la cause immédiate et évidente de l'accident.

##### Transports

#### « CONCORDE » A GENÈVE

Affrété par une agence de voyages suisses, Hoteipian, Concorde a ouvert, le mardi 31 août, l'ère du charter supersonique entre Genève et Casablanca. Le niveau de bruit de l'appareil franco-britannique a été égal à celui des avions subsoniques long-courriers à l'atterrissage, et supérieur de 6 décibels au décollage, ont constaté les techniciens de l'aéroport de Genève-Collin.

La Suisse décide, sans favoritisme ni hostilité, si Concorde pourra desservir régulièrement son territoire, a déclaré le président du Conseil d'Etat du canton de Genève, pour l'heure, Air France a demandé que l'appareil supersonique puisse être décollé sur Genève si les conditions météorologiques sont défavorables à Paris. Les autorités helvétiques n'ont pas encore donné leur réponse. — (A.F.P.)

### ENVIRONNEMENT

#### Les libres penseurs condamnent la multiplication des centrales nucléaires

De notre correspondant régional

Lyon. — Cent cinquante délégués représentant les différentes fédérations départementales de la Libre Pensée se sont réunis du 25 au 28 août, à Bourg-en-Bresse (Ain), pour leur congrès national, dont le thème était cette année l'écologie.

Pour les libres penseurs, l'écologie n'est pas une science nouvelle. N'est-ce pas l'un des leurs, le biologiste Ernst Haeckel, qui a créé ce terme, en 1866, en voulant définir « la science des conditions de l'existence » ?

Mis en présence d'une dégradation spectaculaire du système de relations entre les hommes et leur milieu, les mouvements écologistes se sont multipliés subitement. « Ils ont trouvé leur nécessité et leur justification », dit la résolution finale adoptée par une large majorité des congressistes, dans l'état d'ignorance soigneusement entretenu dans lequel sont maintenus les citoyens. « Mais les libres penseurs déplorent que la plupart de ces mouvements n'aient pas de philosophie définie.

« Il n'est pas question, précise la motion de synthèse du congrès, de prôner un abandon de toutes les techniques nouvelles. » Mais il faut, cependant, que les libres penseurs

en condamnent les excès et en condamnent la croissance pour la croissance, la société de consommation ou plutôt la société de production de biens inutiles, organisatrice du gaspillage, destructrice des équilibres biologiques. Dans le rapport d'introduction, dense et très personnel, au point qu'il semblait parfois passer au-dessus de la tête de bon nombre de participants, M. Roland Clément (section de Belfort) avait condamné tout aussi clairement « la pollution des esprits », figurant au premier rang de toutes les pollutions.

Au cœur des préoccupations écologiques figurait, bien entendu, la question des centrales électriques nucléaires. Dans une région où l'on achève la construction des tranches 4 et 5 de la centrale de Bugey — alors que le décret d'autorisation vient seulement d'être signé — et qu'on a entrepris, dans les mêmes conditions, les travaux préparatoires à la réalisation du surgénérat Super-Phénix de Creys-Malville, la position des libres penseurs sur ce sujet était attendue.

Le président de la Fédération des libres penseurs, M. René Labregère, explique comme suit sa position : « Il ne s'agit pas de dire oui ou non de manière définitive à l'énergie nucléaire. Notre réponse ne doit pas être scientifique. Elle doit rester dans le domaine philosophique. La multiplication des centrales nucléaires avant que l'on ait acquis des certitudes en matière de sécurité, ou la construction d'un surgénérat du type de Super-Phénix au profit de groupes de pression qui sont en train de transférer leurs capitaux des puits de pétrole dans les mines d'uranium, constituent un crime contre l'humanité. » C'est, en définitive, cette position que le congrès a décidé d'adopter. La résolution finale indique clairement l'opposition des libres penseurs au nucléaire, « tant que toutes les études sur la protection et la suppression des nuisances ne seront pas achevées ». Et son opposition — viscérale celle-là — à toute utilisation militaire de l'énergie nucléaire sous quelque forme que ce soit.

BERNARD ELIE.

### TOURISME

#### UN BUDGET PLUS SOCIAL

Le projet de budget du tourisme pour 1977 prévoit une augmentation des crédits de 14 % par rapport à l'année dernière. Un effort particulier serait consenti pour le tourisme social : les crédits en faveur des villages de vacances devraient passer de 10,3 millions à 12,3 millions et ceux du camping de 10,6 millions à 14 millions, soit au total une augmentation de plus de 30 %. Ces crédits sont destinés à des subventions d'équipement aux collectivités locales.

En revanche, les crédits prévus pour les équipements touristiques de la montagne, du littoral et de l'espace rural sont globalement en légère diminution et totalisent 36 millions de francs contre 40,4 millions en 1976. L'aide à l'équipement hôtelier devrait s'élever, pour sa part, à une cinquantaine de millions de francs.

Ces chiffres « bougeront-ils » avec l'arrivée de M. Raymond Barre, qui a décidé, comme on le sait, de développer une politique d'austérité aux coups sèches ? Il le mérite.

(Publié)

#### Préfecture de la Charente

### A V I S

#### AMÉNAGEMENT DE LA R.N. 10 ENTRE POITIERS ET BORDEAUX

Par arrêté conjoint en date du 10 août 1976 de MM. les Préfets de la Gironde, de la Vienne, de la Charente-Maritime, de la Charente et des Deux-Sèvres, a été prescrite une enquête publique en vue : du classement de la Route Nationale 10 en voie express entre Poitiers et Saint-André-de-Cubzac ; de la déclaration d'utilité publique de certains travaux.

- Département de la VIENNE :**
  - Aménagement du tronçon VIROLET-VIVONNE NORD (PK 64,60 à PK 73,100) (élargissement à 2 fois 2 voies et déviation de RUFFIGNY).
  - Aménagement du tronçon VIVONNE-SUD - COURE-VERAC (PK 73,100 à PK 100) (élargissement à 2 fois 2 voies et déviation des MINIERES).
- Département de la CHARENTE :**
  - Aménagement du tronçon situé entre la limite Nord du département et NOUZIÈRES (PK 0,000 à PK 4,900) (élargissement à 2 fois 2 voies et déviation de CHARENTAIS).
  - Aménagement du tronçon situé entre VILLEGATS et FONT-CLAIRÉAU (PK 10,820 à PK 22,350) (élargissement à 2 fois 2 voies, déviation des NEGRES).
  - Aménagement du tronçon situé entre MAINE-DE-BORIS et VILLEJOUBERT (PK 25,750 à PK 32,000) (élargissement à 2 fois 2 voies).
- Département de la GIRONDE :**
  - Aménagement du tronçon situé entre les PK 11,680 et 16,730 (élargissement à 2 fois 2 voies et déviation du Bois du Lion).

Cette enquête se déroule du 1<sup>er</sup> septembre au 15 octobre 1976 inclus.

La Commission d'Enquête est composée de :  
— M. BERNARDET Jean, Conseiller général, LIBOURNE (33) ;  
— M. BAILLOT Pierre, Directeur de Préfecture en retraite, POITIERS (86) ;  
— M. TOUZAIN Raymond, Inspecteur de l'Urbanisme et de l'Habitat en retraite, ANGOULÊME (16) ;  
— M. PROUST Raymond, professeur en retraite, CHEF-BOU-CHERIE Roger, CONSAC (17) ;  
— M. TOUZAIN est nommé Président de cette Commission.

- Pour le classement en voie express :**
  - Les dossiers et registres d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture des bureaux : a) Dans les Préfectures de la Gironde, de la Vienne, de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres ; b) Dans les Sous-Préfectures de Montmorillon, de Cognac, de Jonsac et de Blaye ; c) Dans les Mairies des Communes traversées par la R.N. 10.
  - Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées par écrit à la Commission d'Enquête qui siège à la Préfecture de la Charente, 1607 ANGOULÊME (S.O.A.R., Section 2).
- Déclaration d'utilité publique de certains travaux :**
  - Les dossiers établis pour chaque tranche de travaux seront déposés : — à la Préfecture du Département et à la Sous-Préfecture de l'arrondissement concerné ; — à la Mairie des communes sur le territoire desquelles ces travaux doivent être effectués.
  - Ils seront tenus à la disposition du public, avec des registres d'enquête pendant le même délai et dans les mêmes conditions que le dossier de classement en voie express.
  - Les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête ou adressées à la Commission d'Enquête.

Le rapport établi par la Commission, à l'issue de l'enquête, sera tenu à la disposition du public dans les Préfectures, Sous-Préfectures et Mairies où se sera déroulée l'enquête. Il sera communiqué à toute personne qui en fera la demande à l'un des cinq Préfets intéressés.

Appartements 2 et 3 pièces avec grandes terrasses et balcons piscine, tennis, plage aménagée avec accès direct à l'entrée de Cannes

**les hauts de la mirandole**

Golfe-Juan

144 CHAMPAGNE DES CHARENTAIS SEES  
Bureau de vente sur place : 16 33 04 55  
Boulevard des Horizons, Golfe-Juan  
Accès direct par la Nationale

Promotion exceptionnelle\* pour une machine exceptionnelle la Siemens 790 séchante : 3490 F

PRIX TTC MAXIMUM

Elle lave, essore sans froisser... et elle sèche.

**SIEMENS**

39, 47 Boulevard Jean Jaurès 93200 Pantin Paris (93) 61 20 11 - 11e volée jusqu'au 15.10.76

En vente chez :

76 PARIS : Trésor Quatre - B.H.V. Rivoli - St Centrale de Diffusion, 13, rue de l'Odéon (67) - Au Bon Marché - Printemps Haussmann - Galeries Lafayette - France Lumen, 38, rue de la Paix - 81 - P. 45, rue de la Paix - 81 - 8 H.V. Rivecourt - 77 SEINE-ET-MARNE : MEAUX, Godefray - CHELLES, Godefray - CHATEAU-LANOU, P. 45 - CHAMPEAUX, TRI - DAMMARIE-LES-LYS, TRI - LESIGNY, Télé Rénové - FONTAINEBLEAU, Archambault - 78 YVELINES : VELIZY, Au Printemps - 91 PARIS : B.H.V. - SAINT-QUENTIN, Charente - VERSAILLES, Charente - CHARENTAIS, Radio Télé Gare - ST-GERMAIN-EN-LAYE, Radio Télé Gare, Thierry - MAISON-LAFITTE, Simon - 91 SEINE-ET-MARNE : MONTMERY, B.H.V. - JUVISY, P. 45 - BALLANCOURT, P. 45 - VAL-DE-MARNE : CLAMART, Télé Condor - LEVALLOIS, Télé Condor - 93 SEINE-SAINT-DENIS : ROSSNY, B.H.V. - SAINT-DENIS, Armée - EPINAY, Confort Idéal - DRANCY, Radiotélé - AULNAY, Radio Strasbourg - 94 VAL-DE-MARNE : CHATEL, Au Printemps - ALFORTVILLE, Lumen - VINCENNES, m. 45 - 95 VAL-D'OISE : GARGES, LES-CONNES, B.H.V. - BAUBONNE, Nord Confort - MONTMORENCY, Nord Confort - SARCELLES, Sarcelles Confort.

et chez tous les bons spécialistes de l'électroménager



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE

### Les déclarations de M. Bergeron sur le plan anti-inflation

(Suite de la première page.)

Dans le secteur public et nationalisé, les accords sont fixés pour une durée déterminée, un an en général, et l'on sait la place que les rémunérations vont tenir dans le budget de l'État. Dans l'industrie et le commerce, on ne sait pas où l'on va. Les effets de l'offre et la demande se font sentir d'une manière très importante, même dans le cadre de la lutte contre l'inflation. Nous sommes en difficulté comme le textile, qui subit les effets de la crise endémique. Par conséquent, le rôle que le gouvernement jouerait en matière de politique contractuelle n'est pas évident.

Nous avons conscience des problèmes que pose l'inflation, mais nous sommes convaincus que si l'on pouvait mettre sur les deux plateaux d'une balance les avantages et les inconvénients qui résultent de la politique contractuelle, même dans le cadre de la lutte contre l'inflation, nous sommes sûrs que les premiers l'emporteraient sur les seconds. Avant les congés, lors d'entretiens avec le président de la République, le premier ministre et M. Fourcade, nous trois sommes convenus que mon argumentation tenait.

Quoi qu'il arrive, les contrats en cours d'application continueront jusqu'au début de 1977. Les négociations pour le renouvellement de ces accords s'engageront soit fin décembre soit au début de 1977. Le gouvernement a, par conséquent, la possibilité de démontrer que l'efficacité des mesures qu'il prendra, dit-on, pour limiter l'inflation, les rémunérations étant formulées en termes de pouvoir d'achat, le contexte de la négociation sera naturellement fonction des résultats obtenus. Nous serons repus lundi par M. Raymond Barre et nous rap-

porterons cette position qui, pour nous, est fondamentale. Je ne vois pas comment, dans un pays comme la France, on pourrait appliquer une politique de revenus, que mon prédécesseur qualifiait de politique de magesse individuelle. En France, tout le monde sait que les confédérations syndicales n'ont pas les mêmes objectifs, et que, par conséquent, le consensus social, dont d'autres parlent souvent, me paraît impossible à réaliser.

Seriez-vous prêt à approuver des accords de salaires impliquant un freinage des rémunérations ou une discipline contractuelle, moyennant des garanties ou des contreparties et, si oui, lesquelles ?

Il est difficile de répondre à la question. Je ne pense pas que les intentions du gouvernement. A force ouvrière, nous sommes très conscients des dangers de l'inflation. Nous savons bien que si elle prenait des dimensions encore plus importantes — et la situation est déjà très grave — cela mènerait en cause la démocratie.

Un freinage du pouvoir d'achat avec, en contrepartie, des mesures de la balance des paiements ou d'autres garanties serait-il accepté ?

Il est certain que si des marchés de cette sorte nous étaient proposés, nos organisations en discuteraient. Il s'agit de la durée du travail, du SMIC ou des retraites. Tout cela mériterait d'être examiné. Mais, pour l'instant, nous ne sommes saisis d'aucune de ces propositions.

Etes-vous d'accord pour un réajustement de l'équation des salaires comportant un blocage au niveau des rémunérations les plus élevées,

celles des cadres supérieurs, par exemple ?

Il est difficile de répondre d'une manière précise à une telle question. On ne peut pas constater une évolution importante du mode de vie des Français. La différence qui existait entre la manière de vivre des plus déshérités et celle des plus aisés est moins grande. Il faut en tenir compte, et garantir à ceux qui ont de bas revenus de pouvoir vivre dans le cadre des réalités d'aujourd'hui.

L'État n'a pas les moyens de contrôler les prix

Si vous êtes hostile au blocage des salaires, êtes-vous, par contre, favorable à un blocage des prix ? Ne pensez-vous pas que la lutte contre les rendements de situation et les abus dans les circuits de distribution, que vous avez encore récemment dénoncés, est aussi difficile, sinon impossible, qu'une discipline contractuelle chez les salariés ?

C'est vrai. Ce qui caractérise les déclarations de M. Bergeron est qu'elles sont de moins en moins gouvernables, et cela me rend parfois pessimiste. Je constate l'accumulation de revendications souvent contradictoires émanant de toutes les catégories de citoyens. On réclame de plus en plus tout à la fois et on veut demander, un jour, l'État lui-même ne nous écrasera pas. Mais je vois qu'il est relativement possible de maintenir l'évolution des prix des produits manufacturés : c'est ce qu'on a tenté de faire avec les contrats de programme. Je ne dis pas que ce fut une réussite, mais il y a eu des résultats qui ne sont pas contestables. Par contre, dans le domaine de la distribution, il y a des différences de prix entre les régions, qui ne sont pas justifiées. Cela ne peut pas durer.

Parce que nous sommes des démocrates, nous n'avons jamais demandé de mettre un gendarme derrière chaque commerçant, mais, dans la mesure où l'État décide d'agir sur les prix, il doit se doter des moyens pour vérifier si ses orientations sont respectées. Or, actuellement, l'État n'a pas ces moyens — voyez, par exemple, le nombre des contrôles. A quel coût ? Et si l'État ne peut pas contrôler leur application ? C'est bien gentil de parler toujours des salaires. Il faut aussi regarder de ce côté-là.

Pour aboutir à une pause des prix, n'est-ce pas une œuvre de longue haleine, une œuvre de longue haleine, n'est-ce pas ?

Il y a à la fois le principe de la libre concurrence et le principe de la libre concurrence et le principe de la libre concurrence. Lors d'une conversation, il y a longtemps, avec Pompidou, sur les terrains à bâtir, celui-ci

me disait que, du fait de la concurrence, les prix devaient baisser. Or, on a constaté le contraire. Sa conséquence, on ne peut pas faire confiance à la libre concurrence. Il faut des règles qui doivent garder une certaine souplesse.

Au moment même où des enquêtes internationales font état des inégalités sociales importantes qui persistent en France, des réformes sont à l'étude sur le financement de la Sécurité sociale. La C.G.C. est hostile au déplaçonnisme. Le C.N.P.F. réclame une fiscalisation partielle pour les allocations familiales. Quelle est la position de la C.G.T.-F.O. ?

Notre première réflexion est de savoir jusqu'où le niveau de la protection sociale collective peut monter par rapport à celui de la consommation immédiate c'est-à-dire quelle est la part de charges que les femmes et les hommes acceptent de supporter au bénéfice des retraités, des malades, des chômeurs. A mon avis, nous avons atteint un seuil où il sera difficile de dépasser sans toucher au niveau de vie.

En ce qui concerne le déplaçonnisme des salaires, nous ne sommes pas favorables à des mesures progressives. Cela n'intéresse pas seulement les cadres, mais aussi les professionnels qui sont lésés parce que leur rémunération n'est pas prise en compte dans le calcul de l'indexation. C'est aussi une question de solidarité nationale. L'énorme problème de la mise en place d'un système universel de protection concernant tous les citoyens, nous ne sommes pas contre un système revivifié de notre création, mais nous sommes réticents parce qu'il faudra le financer. Or on connaît bien les salaires, et nous craignons que ces salaires aient à supporter des charges nouvelles. C'est d'ailleurs le problème du fiscal. Il n'y a pas de solution toute faite, mais nous y réfléchissons.

L'aide aux agriculteurs

Autre problème de solidarité : celui des aides aux agriculteurs. On a parlé de la sécheresse. Partagez-vous le point de vue du syndicat F.O. de Haute-Vienne, qui veut que les aides soient versées à l'automne, et non à l'été, comme c'est le cas actuellement ?

C'est une réaction syndicale normale, qui ne fait que refléter la préoccupation qui est la même au sujet de la sécurité sociale. La répartition de ces aides doit être incontestable. Je n'ai jamais mis en cause l'aide aux agriculteurs. Reste à savoir comment la faire et cela suppose, comme je l'ai déjà proposé en faveur des populations des pays en voie de développement, un prélèvement sur les revenus de chacun.

Faut-il un impôt, un emprunt ? De toute façon le pro-

blème reste posé devant le Parlement. Pourquoi aussi ne pas créer un système de garanties bâti par les organisations agricoles elles-mêmes, comme nous l'avons fait pour le chômage partiel ? Les agriculteurs pourraient imaginer une formule de ce type. Les autres problèmes seront de répartir l'essentiel de l'aide aux petits avant les gros et de ne pas oublier les salariés des industries alimentaires, par exemple dans les sucres, où le chômage partiel menace.

Des critiques de sources tant patronales que gouvernementales ont été portées contre la rigidité du système d'indexation du chômage. Votre confédération, qui, à travers vous, préside le régime d'assurance-chômage complémentaire, estime-t-elle que des améliorations doivent être apportées à l'UNEDIC et en général à la politique de l'emploi ?

C'est facile de dire « il faut simplifier les règles » ; beaucoup moins quand il s'agit de les mettre en place. Le régime d'assurance-chômage complémentaire n'a plus rien de comparable avec celui mis en place par l'accord du 31 décembre 1968. Il y a eu des améliorations continues qui, chaque fois, ont compliqué le système pour tenir compte des situations particulières. On ne peut simplifier que si on simplifie aussi le système d'indemnisation de l'État. C'est compliqué dans la mesure où nous voulons préserver l'indépendance de notre régime.

Pas de remise en cause de l'indemnisation des chômeurs à 90 %

En posant la question, je pensais surtout aux critiques contre l'indemnité à 90 %.

Qui a pris la responsabilité de créer cette indemnité ? Ce sont des hommes politiques : Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand pendant la campagne présidentielle. Je ne reproche pas au premier d'avoir tenu ses engagements et je suppose que François Mitterrand en fera de même. Quant aux résultats de

### Le commerce international est en forte reprise, estime le GATT

Le secrétariat du GATT est optimiste dans son rapport annuel publié mercredi 1<sup>er</sup> septembre. Il prévoit pour cette année une augmentation en volume de 10 % du commerce mondial. Après une baisse de 5 % — en volume également — en 1975 par rapport à 1974, les exportations ont recommencé à croître à partir du troisième trimestre 1975.

Cette augmentation record traduirait une vigoureuse reprise après la plus grave récession qu'ait connue le monde depuis la seconde guerre mondiale. Selon le GATT, l'accroissement de la demande dans les pays industrialisés et à une nouvelle expansion du commerce extérieur des pays en développement ont eu un effet stimulant sur le commerce international. Le déficit d'ensemble des pays industrialisés à l'exportation de l'Europe du Sud a été réduit à 12 milliards de dollars en 1975, contre 43 milliards l'année précédente. Mais, avec la reprise, il devrait recommencer à s'accroître. Le déficit commercial des pays en voie de développement, importateurs de pétrole, importateurs de pétrole, s'est encore aggravé pour passer de 34 milliards en 1974, à 45 milliards en 1975. Pour les exportateurs de pétrole, les recettes ont baissé l'an dernier. Leur surplus commercial d'ensemble a atteint 57 milliards de dollars, contre 85 milliards en 1974. Le rapport ajoute que le

Les rapporteurs soulignent que les transformations que le monde entier connaît actuellement, à des degrés divers, supposent une redistribution de la main-d'œuvre et du capital entre les divers secteurs de l'économie. De ce fait, il est probable que l'emploi qui pourra être fait du capital et de la main-d'œuvre sera pas le même qu'avant la récession. L'inflation demeure un danger. Elle s'ajoute à la transformation des structures de production et au déséquilibre de la balance des paiements, et constitue un danger pour l'économie mondiale au moins jusqu'à la fin de la présente décennie.

## SYNDICATS

### Avant leur congrès annuel de Brighton Les dirigeants syndicalistes demandent des mesures d'urgence pour réduire le chômage

De notre correspondant

Londres. — Les entretiens qu'ont eus mercredi 1<sup>er</sup> septembre à Londres, le premier ministre britannique M. James Callaghan et les dirigeants du TUC (fédération des syndicats britanniques) sur les problèmes posés par l'existence d'un million et demi de chômeurs (1) n'ont manifestement pas permis de détendre l'atmosphère avant la réunion du congrès annuel de la confédération épiscopale, lundi prochain 6 septembre à Brighton. « Nous sommes mécontents, soucieux et anxieux », a déclaré M. Len Murray, secrétaire général du TUC. Les leaders syndicalistes ont demandé au gouvernement de prendre d'urgence une série de mesures, concernant notamment un contrôle des importations dans les secteurs les plus touchés par la concurrence étrangère et un meilleur contrôle des investissements dans l'industrie privée, à laquelle ils reprochent d'utiliser l'avantage de fonds à l'étranger qu'à l'intérieur. Selon les propos mêmes de M. Murray, la crise de l'emploi « fait peser de graves menaces » sur les liens de coopération entre le gouvernement et les trade unions. Le congrès multipliera certainement les mises en garde. Toutefois, a précisé M. Murray, le « contrat social » et la limitation volontaire des salaires ne seront pas remis en cause. « Nous ne parlerons pas de la mort du contrat social, mais des moyens de le garder en bonne santé », a-t-il affirmé.

(Interim.)

### Le C.N.P.F. craint des répercussions sur le coût de la vie

L'évolution d'ensemble, relativement décevante, paraît devoir être compensée à la fin de cet exercice financier par des éléments d'incertitude, et par les difficultés qu'éprouve l'économie française à réaliser les ajustements nécessaires à la poursuite d'une expansion équilibrée. Le C.N.P.F. (Conseil national du patronat français) dans sa dernière analyse de conjoncture.

Après avoir rappelé que la sécheresse a réajusté les inégalités sur l'axe de l'économie, le C.N.P.F. analyse point par point la situation.

Le chapitre du commerce extérieur lui semble satisfaisant. Si les ventes de produits français à l'étranger se sont développées de façon assez satisfaisante jusqu'en mois de mai, il semble que leur orientation soit moins favorable depuis cette date. Cela résulte du niveau très inférieur des commandes étrangères et d'une concurrence internationale qui s'est beaucoup accrue, à partir des bas niveaux de prix pratiqués par les producteurs anglais, italiens et surtout japonais.

### La hausse des prix de détail en juillet (en %)

	EN 1 MOIS (juillet 1976 comparé à juin 1976)	EN 6 MOIS (juillet 1976 comparé à janv. 1976)	EN 1 AN (juillet 1976 comparé à juillet 1975)
<b>ENSEMBLE</b>	1	4,5	5,4
<b>ALIMENTATION</b>	0,6	4	9,4
Produits à base de céréales	0,5	4,7	10,6
Vianes de boucherie	0,5	4,3	9,4
Pois et charcuterie	0,6	7,1	12,8
Volailles, lapins, gibiers	1,3	0,5	8,3
Produits de la pêche	0,7	4,2	9
Laits, fromages	0,5	0,1	0,1
Œufs	1,2	4,8	16,1
Corps gras et beurre	0,4	0,6	0,1
Légumes et fruits	0,3	3,8	10,1
Autres produits alimentaires	0,5	0,5	0,5
Boissons alcoolisées	0,5	6	8,9
Boissons non alcoolisées	0,1	9,5	19,4
<b>PRODUITS MANUFACTURÉS</b>	0,4	3,8	5,5
1) Habillement et textiles	0,2	3,1	8,3
2) Autres produits manufacturés	0,4	3,8	7,1
Membres et tapis	0,6	2,1	4,8
Appareils ménagers (élec., gaz)	0,2	2,2	3,7
Autres articles ménagers	1	4,3	7
Services et produits d'entretien	0,5	2	2,5
Articles de toilette et de soins	0,3	0,2	2,2
Véhicules	2,7	5,8	12,3
Papeterie, librairie, journaux	0,6	2,8	7,7
Photo, optique, électro-acoustique	0,1	2,2	1,6
Autres articles de loisir	0,6	4,3	7,9
Combustibles, énergie	0,5	6,4	11,9
Tobac et prod. manufact. divers	0,5	6,7	7,6
<b>SERVICES</b>	2	6,1	12,4
Services relatifs au logement	2,3	6,3	13,3
dont loyers	3	5,2	10,4
Soins personnels, soins de l'habil.	0,7	3,2	11,1
Services de santé	4,6	5,6	11,5
Transports publics	2,4	5	11,6
Services d'utilité, de véhic. privés	1,7	7	11,6
Hôtels, cafés, restaurants, casinos	0,8	4,9	12,7
Autres services	0,6	3,4	9,1

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 3/4	3 3/4
1 mois	4 3/4	5 3/4	3 3/4
3 mois	5 3/8	5 7/8	4 1/4
6 mois	5 7/8	6 3/8	4 5/8

### DANS UNE INTERVIEW A « L'EXPANSION »

#### Une politique des revenus doit être limitée à une période brève, estime M. Raymond Barre

« La politique des revenus me paraît être surtout une politique des temps difficiles », déclare le premier ministre dans l'interview que publie le mensuel « L'Expansion » et qui avait été prise pendant l'été. Avant qu'il fût question de M. Barre pour remplacer M. Chirac, « Les expériences faites dans d'autres pays montrent qu'une politique des revenus doit être limitée à une période brève pendant laquelle une discipline nationale est requise pour restaurer une situation économique précaire et obtenir un effort d'austérité. Je ne pense pas qu'une politique durable des revenus soit possible dans les économies développées ».

Par ailleurs, je ne crois pas que la politique des revenus soit une panacée. Elle doit être associée à la politique budgétaire, à la politique du crédit, à la politique des changes. En temps normal, je crois en la liberté de discussion de l'agent économique conscient de ses responsabilités à l'égard de l'économie dans le cadre d'une politique rigoureuse de l'État s'exerçant par ses instruments classiques. M. Barre, qui adopte l'étiquette d'« libéral », définit son « libéralisme » comme étant une préférence accordée à une régulation plutôt qu'à une réglementation de l'économie. Il ne croit pas que, s'agissant du crédit, « la banque centrale et les banques de dépôt (sont) à l'abri de politiques sélectives ; le contrôle de la liquidité doit s'exercer de façon globale. Le premier ministre n'est pas opposé par principe aux nationalisations. « Il ne serait « seulement » tenu par la nationalisation des industries dont l'activité essentielle est la fabrication de matériels militaires. Mais pour les autres industries exposées à la concurrence internationale, il ne voit pas l'intérêt de la national-

(Publicité)  
**JARRASSE**  
L'écailler de Paris  
**RÉOUVERTURE**  
Jeudi 2 Septembre  
4, avenue de Madrid, Neuilly  
MAI. 07-56



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PECHINEY UGINE KUHLMANN

Société anonyme au capital de 2.515.150.000 F.  
Siège social : 19, rue du Général-Foy, PARIS-8.  
Siège administratif : 23, rue Balzac, PARIS-8.  
R.C. PARIS B 5620518.

#### AVIS DE CONVOCATION

L'Assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 30 août 1976 n'ayant pu valablement délibérer faute de réunir le quorum légal, les actionnaires sont convoqués à l'Assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le vendredi 9 SEPTEMBRE 1976 à 15 heures au Palais des Congrès, 2, place de la Porte-Maillot, à Paris-17, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR

- Rapport du conseil d'administration.
- Rapport spécial des commissaires aux comptes.
- Autorisation à donner au conseil d'administration d'émettre des obligations convertibles à tout moment en actions ; pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour procéder à cette émission et en fixer les dates et modalités.
- Renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux obligations.
- Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter. Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou à s'y faire représenter, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits sur les registres de la société cinq jours francs avant l'assemblée et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, faire signifier l'immobilisation de leurs titres par l'un des établissements suivants :

- Crédit Lyonnais.
- Crédit Commercial de France.
- Banque Nationale de Paris.
- Société Générale.
- Banque de Paris et des Pays-Bas.
- M.M. Lazare Frères et Cie.
- Crédit Industriel et Commercial.
- Crédit chimique.
- Banque de l'Indochine et de Suez « Indosuez ».
- Crédit du Nord.
- Société Lyonnaise de Dépôts et de Crédit Industriel.
- Banque de l'Union Européenne.
- Banque Worms.
- Société Générale de Crédit.
- Banque de Neuchâtel, Schlumberger, Malet.
- Banque de Savoie.
- Société Naupréenne et Varin Bernier.
- Caisse Centrale des Banques Populaires.
- Crédit Suisse.
- Société de Banque Suisse.
- Union de Banques Suisses.
- Plerzon, Felding et Plerzon.
- Banque Bruxelles Lambert.
- Deutsche Bank.

qui délivreront des cartes d'admission à ladite assemblée.

L'avis préalable prescrit par l'article 130 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 a été publié au « Bulletin d'annonces légales obligatoires » du 29 juillet 1976.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

## LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

### CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

A TOULOUSE

### Trois syndicats de l'Aérospatiale critiquent le projet de Mercure-200

De notre correspondant régional

Toulouse. — Les organisations syndicales C.G.C., C.F.T.C. et F.O., majoritaires grâce à leur alliance dans les trois usines de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS) de Toulouse, et gestionnaires du comité d'établissement, se déclarent hostiles au projet de Mercure-200. Elles dénoncent le piège d'une coopération franco-américaine et les insuffisances techniques du Mercure-100, dont la définition ne peut servir de base à la mise en chantier d'un avion moyen-courrier pour les années 80.

Les trois syndicats reprochent au projet de Mercure-200 de provoquer un freinage du programme européen de l'Airbus A-300 B, et surtout la part insuffisante prise dans les charges par la société américaine McDonnell Douglas. Adoptant, d'autre part, une attitude très proche de celle prise par la direction de la société, les délégués F.O., C.G.C. et C.F.T.C. veulent connaître les appareils appelés à remplacer les cinquante Caravelles de la flotte d'Air France. Dans un communiqué, ils disent leur volonté d'alerter l'opinion

publique sur les répercussions que pourrait avoir sur l'industrie aéronautique française l'achat ou la location à long terme de Boeing-737 ou de DC-9. Ils ajoutent que si les Caravelles d'Air France devaient être remplacées, le choix devrait se porter sur l'Airbus A-300 B 2 de deux cent vingt places. Pour l'instant, l'avion moyen-courrier devrait être conçu dans les bureaux d'études de l'Aérospatiale et être construit par un groupement industriel économique à vocation européenne avec l'éventuelle participation de sociétés privées ou nationalisées des neuf pays de la Communauté.

De son côté, la section C.F.D.T. de la SNIAS déclare que « des ingénieurs du bureau d'études de la SNIAS ont reçu l'ordre de transmettre à McDonnell Douglas des plans et des dossiers de l'Airbus. La somme des informations ainsi communiquées à la firme américaine lui permettrait de disposer d'indications importantes sur l'avenir européen et de neutraliser ainsi le développement de cet appareil ».

La C.F.D.T. conclut en affirmant que « le choix du gouvernement est une étape dans un processus de démantèlement de l'industrie aéronautique française. Cette politique ne peut qu'avoir des conséquences désastreuses pour les personnels de la SNIAS : déqualification, insécurité de l'emploi, mutations autoritaires, pression sur les salaires, licenciements... »

Pour louer une voiture à la Réunion, réservez chez

europcar 645.21.25

LEO PALACIO.

### SÉCHERESSE

### Le mode de financement de l'indemnisation est contesté par les organisations agricoles

Après les syndicats de salariés, les organisations agricoles, à leur tour, émettent des réserves sur la décision du gouvernement de financer l'indemnisation des agriculteurs touchés par la sécheresse par une imposition exceptionnelle sur les hauts et moyens revenus.

M. Eugène Schaeffer, président du Centre national des jeunes agriculteurs, a précisé qu'« à aucun moment les agriculteurs n'ont réclamé d'impôt nouveau » et que d'autres solutions, comme un emprunt national, existent pour financer l'aide aux agriculteurs.

M. Michel Debattise, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), qui a rencontré M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, le 1<sup>er</sup> septembre, a déclaré ce même jour à TF 1 que la solidarité à l'égard des agriculteurs « doit s'exprimer dans le cadre du budget. Dresser les catégories professionnelles les unes contre les autres, ce n'est pas ce que souhaitent les agriculteurs ». M. Debattise a ajouté, précisant qu'« on n'a pas créé un impôt spécial pour le chômage, pas plus que pour l'aide à un certain nombre d'entreprises en difficulté ». La FNSEA a également répondu à la lettre que lui avait adressée M. Charpentier, président de la Confédération générale des cadres (le Monde du 31 août), précisant notamment que le recours à la voie fiscale pour financer l'aide était le fait du gouvernement et non des agriculteurs, et que lorsque la solidarité nationale avait joué en faveur des chômeurs les paysans ne s'étaient pas interrogés sur les sources de financement.

De son côté, M. Louis Perrin, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, a déclaré, le 1<sup>er</sup> août, au cours d'une conférence de presse : « Nous soutenons que les modalités de recouvrement des fonds publics nécessaires à l'indemnisation des agriculteurs ne s'élèvent pas

contre les agriculteurs les autres catégories socio-professionnelles, ce qui est inacceptable. Le cas si on procède à un impôt affecté ». Précisant que l'A.P.C.A. était plus favorable au lancement d'un emprunt national qu'à un supplément d'impôt, M. Perrin a néanmoins affirmé que le choix appartenait aux pouvoirs publics et qu'il « s'agit de certains (les syndicats de salariés) qui se déclarent d'accord sur la solidarité nationale protestent lorsqu'il s'agit de passer aux actes ».

M. Perrin a également présenté le premier bilan des pertes dues à la sécheresse, établi par l'APCA. Selon les estimations, le revenu brut agricole sera inférieur de 9,6 milliards de francs (soit 16 %) à celui de 1975. Compte tenu de la diminution du nombre des exploitants agricoles en 1976 (moins 2,7 %), l'écart à combler pour maintenir le revenu des agriculteurs à son niveau de 1975 atteint 8 milliards de francs. M. Perrin a toutefois précisé que l'A.P.C.A. « n'était pas d'accord avec l'objectif fixé par le président de la République » (insuffisant du revenu agricole au niveau de 1975), car cet objectif « confirme trois années de dégradation du revenu agricole ». Les chambres d'agriculture ont donc calculé un revenu « normal » basé sur la moyenne des années 1968 à 1972. Par rapport à celui-ci, l'écart à combler atteint 15 milliards de francs environ. Enfin, les chambres d'agriculture estiment que les pertes entraînées par la sécheresse s'élevaient sur plusieurs années. En tenant compte de la diminution des stocks détenus par les agriculteurs (les éleveurs, notamment) et de la baisse du poids moyen du troupeau, il faudrait ajouter 9 milliards supplémentaires pour évaluer réellement le coût total de la sécheresse.

● Le Syndicat général des impôts (Force ouvrière) rappelle, dans un communiqué concernant l'impôt de solidarité envisagé, que « les salariés, seuls contributeurs intégraux, supportent déjà la majeure partie du poids de l'impôt sur le revenu (73 % des revenus imposables, 60 % du produit de l'impôt), alors que les exploitants agricoles, bénéficiant d'avantages fiscaux exorbitants, ne prennent, même en période d'abondance, qu'une part infime au paiement de l'impôt sur le revenu (180.000 exploitants imposables sur les 1.500.000 exploitations, 4 % des revenus imposables, 3,30 % du produit de l'impôt) et se voient octroyer, au titre de la TVA, des remboursements importants (580.000 bénéficiaires, 626 millions de remboursement en 1972) ».

● Selon la F.A.O., la situation alimentaire mondiale devrait s'améliorer en 1977. Les perspectives de la récolte 1976, notamment pour le blé et le riz, sont bonnes, estime la F.A.O. dans un communiqué publié le 1<sup>er</sup> septembre à Rome. La récolte de blé devrait ainsi s'établir autour de 395 millions de tonnes, soit un accroissement de 11 % par rapport à 1975. Les récoltes prévues en U.R.S.S., après une mauvaise année 1975, entrent pour les deux tiers dans cette augmentation de la production mondiale de céréales. Mais les pays en voie de développement devraient eux aussi connaître de bonnes récoltes. — (A.P.)

### DES USINES DU PAYS DE GALLES DOIVENT RÉDUIRE LEUR CONSOMMATION D'EAU

Londres (A.F.P., Reuters). — Les mines de charbon et les usines d'une partie du sud-est du Pays de Galles ont reçu, le 1<sup>er</sup> septembre, l'ordre de réduire de moitié leur consommation d'eau. C'est la première application du plan gouvernemental de rationnement d'eau à l'industrie. Cette mesure pourrait obliger certaines usines à réduire leur activité, ce qui provoquerait un accroissement du chômage dans une région où celui-ci est déjà deux fois plus important que la moyenne nationale. Un million de Gallois sont aussi privés d'eau dix-sept heures par jour dans cette région de la Grande-Bretagne touchée par la sécheresse. L'eau pourrait être coupée d'ici d'urgence dans le Yorkshire, l'eau pourrait être coupée d'ici à deux semaines si de fortes pluies ne tombent pas dans les jours qui viennent.

## FAITS ET CHIFFRES

#### Consommation

- LE COOPÉRATEUR DE FRANCE vient de changer de formule. L'organe des coopérateurs de consommateurs, qui tire à plus d'un million d'exemplaires et fait une large place à l'information et à la défense des consommateurs, a abandonné le grand format pour une présentation plus attrayante et plus commode. (27, quasi Le Gallo, 52100 - Boulogne-Billancourt - 16 F pour vingt-quatre numéros.)

#### Etranger

- LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES SE SONT RALENTIES AUX ETATS-UNIS pendant le deuxième trimestre. D'après les statistiques fournies par le département du travail, les salaires ont progressé de 1,2 % d'avril à juin contre 1,9 % pendant les trois mois précédents. Les plus

fortes augmentations ont été enregistrées dans l'industrie du bâtiment (3,1 %) et dans les transports (4,3 %).

#### Prix

- LES POMPISTES SONT OPPOSÉS A UNE HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE. — Le Comité de défense interprofessionnel du négoce des combustibles et carburants (CODIC) s'est déclaré, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, dans un communiqué « hostile, dans les circonstances présentes, aux hausses prévues des prix des produits pétroliers ». « Pour quelles raisons, interroge le CODIC, qui regroupe les principales associations de négociants en combustibles, les compagnies pétrolières seraient-elles autorisées à majorer leurs prix, alors qu'elles consentent en même temps des rabais à des magasins à grande surface ? »

### Concours d'Entrée à l'I.S.T.E.C.

L'I.S.T.E.C., créé et dirigé par des Directeurs commerciaux, forme en trois ans des CADRES DES FONCTIONS COMMERCIALES et des spécialistes aptes à occuper des fonctions d'INGÉNIEURS EN MARKETING. Un concours d'entrée, ouvert aux étudiants ayant terminé leurs études secondaires, est fixé au

MARDI 14 SEPTEMBRE 1976

Documentation-inscriptions : I.S.T.E.C., 17-19, rue des Jeûneurs - 75002 Paris, tél. 231-42-77.

## Bayer - en liaison avec le monde entier



Linda Happe, 29 ans, standardiste chez Mobay Chemical Corporation à Pittsburgh (USA), a des centaines de collègues dans les sociétés Bayer à travers le monde qui reçoivent, comme elle, des dizaines de milliers d'appels par jour. A Tokyo et à Rio, à Londres et à Milan, à Paris et à Bruxelles.

Avec leurs nombreuses usines modernes, « Mobay » et « Cutter » (Cutter Laboratories Inc., San Francisco) constituent le principal centre d'investissements de Bayer AG aux USA, pays offrant le plus vaste marché intérieur du monde. Elles représentent, avec d'autres filiales étrangères, un juste complément aux activités que Bayer déploie au sein de la Communauté européenne, où

sont réalisés presque les trois quarts de son chiffre d'affaires mondial.

Matériaux chimiques, produits phytosanitaires, médicaments, colorants, fibres textiles, matières premières de base — Bayer, c'est tout cela. Son potentiel technique, économique et social a permis à cette entreprise mondiale de faire face à une année de récession particulièrement difficile. Le premier semestre

1976 a vu une augmentation des ventes et des résultats.

Ses ressources considérables de connaissances et le dynamisme de sa recherche garantissent à l'entreprise une évolution positive. Le monde et sa population en accroissement constant posent à l'industrie chimique des problèmes sans cesse nouveaux. Bayer répond présent.

#### Activité 1975:

- 1975 a été une année de récession générale. L'industrie chimique en a été profondément atteinte. Les exportations ont souffert. La sous-exploitation des capacités entraînée par la chute des commandes s'est traduite par une hausse des coûts de production.
- Chiffre d'affaires de Bayer-Monde: 17.734 millions de DM. Part revenant au commerce extérieur: 67,2 %. Chiffre d'affaires de Bayer AG: 17.955 millions de DM. Taux d'exportation: 56,3 %.
- Investissements de Bayer-Monde: 1.823 millions de DM, dont 621 pour la République Fédérale. Points forts à l'étranger: USA, Brésil, Belgique et Espagne.
- Dépenses pour la recherche de Bayer-Monde: 823 millions de DM.
- Bénéfices après impôts de Bayer-Monde: 326 millions de DM; de Bayer AG: 227 millions de DM.
- Dotations aux réserves de Bayer-Monde: 6 millions de DM; de Bayer AG: 30 millions de DM.
- Décision de l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 1975: pour 1975, dividende de DM 7,- par action de valeur nominale de DM 50,-.

Bayer  
Aktiengesellschaft  
Leverkusen



Pour toute information sur Bayer, veuillez adresser à Bayer AG, V.S.-Public Relations Department, 5090 Leverkusen/R.F.G.

سكراة العامة







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. L'AFFAIRE LOCKHEED  
EUROPE
3. PROCHE-ORIENT  
AFRIQUE
5. ASIE  
AMERIQUES
- 5-6. POLITIQUE
7. SCIENCES
8. RELIGION
10. EDUCATION  
SPORTS

### LE MONDE DES LIVRES

Pages 11 à 14

- Le feuilleton de Jacqueline Placier : « Il serait une fois », de Didier Martin.
- La rentrée chez les éditeurs.
- Les livres d'été.
- Bourse d'été et d'aujourd'hui.

### 17-18. ARTS ET SPECTACLES

21. JUSTICE  
FAITS DIVERS
22. EQUIPEMENT ET REGIONS
- 23-24. LA VIE ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

### LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)

Annouces classées (19 à 21) ;  
Aujourd'hui (22) ; Carnet (23) ;  
Journal officiel (19) ; Lettres  
nationales (19) ; Loto (19) ;  
Météorologie (19) ; Mots croisés  
(19) ; Bourse (23).

### TROIS NOUVEAUX AVORTEMENTS A SEVESO

Trois nouveaux avortements ont été autorisés en Italie dans la région de Seveso, contaminée le 10 juillet dernier par l'émulsion accidentelle d'un nuage de diosine. Cela porte à quatre le nombre des avortements pratiqués à la suite de cette pollution qui peut entraîner des malformations chez les nouveau-nés.

D'autre part, le gouvernement suisse va envoyer à Milan une délégation de hauts fonctionnaires, pour évaluer l'aide que la Suisse peut apporter aux sinistrés de Seveso et « constater les désirs, concrets des autorités italiennes ». L'usine de ICMESA, responsable de la pollution, est, en effet, une filiale de la société suisse Givaudan, qui fait partie du groupe pharmaceutique Hoffmann-La Roche. L'aide proposée par le gouvernement suisse, le 18 août dernier, a été acceptée par les autorités italiennes. — (A.F.P.)

## Médecine

PHARMACIE

- Bacheliers C, D et redoublants
- Prépa intensive math., phys. chimie (120 h. 6 sept.-3 oct.)
- Baccalauréat de soutien
- Paralelle à la Fac. par C.R.U.
- Année préparatoire de recyclage pour Bacheliers A et B
- 4 CENTRES
- Institut Saint-Pères
- Nation Ciellet

### CEPES

Groupement libre de Professeurs  
57, rue Charles-Lafitte, 92-NEUILLY  
Tél. 722-94-14 ou 745-89-19



**Dieu a tellement  
aimé le monde, qu'il a donné  
Jésus, son fils unique afin que, si  
vous croyez en Lui, vous ne péris-  
siez pas, mais que vous ayez la vie  
éternelle.**

**Pour connaître JESUS, il faut lire l'EVANGILE**

Je désire gratuitement, sans engagement l'évangile

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrire à La Cheminière. R. Colbert, 84200 Carpentras

A B C D E F G

Le numéro du « Monde »  
daté 2 septembre 1976 a été tiré  
à 556 657 exemplaires.

## L'ACTIVITE DE LA SOUFFRIERE

### Le gouvernement a engagé 28 millions de francs pour aider la population évacuée de Basse-Terre

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, a indiqué, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, que le gouvernement a déjà engagé une somme de 28 millions de francs pour venir en aide aux soixante-douze mille personnes qui ont dû être évacuées de la Basse-Terre (Guadeloupe) en raison de l'activité du volcan de la Soufrière.

« Cette somme », a indiqué le ministre au cours d'une interview à l'A.F.P., sera notamment employée pour la construction de quatre mille logements, dont mille H.L.M. Après avoir souligné que le problème le plus important était de subvenir aux besoins alimentaires des indigents, estimés à 2,2 millions de francs par semaine, M. Olivier Stirn a précisé que ces aides n'étaient pas à fonds perdus car elles seraient destinées, entre autres, aux mal logés qui vivaient jusqu'alors dans des bidonvilles.

M. Olivier Stirn a rappelé que la première priorité du gouvernement et du président de la République était la sécurité des personnes, toutes les mesures d'urgence ayant été prévues de longue date afin de ne pas être pris au dépourvu. « D'ailleurs », a ajouté M. Stirn, tous les scientifiques s'accordent à penser que l'évacuation était nécessaire car, sans elle, il y aurait sans doute eu des morts ».

Sur le plan économique, en reconnaissant que la situation créée pose des problèmes, M. Stirn a indiqué que le gouvernement tenait à la sauvegarde de l'économie de ce département et qu'il avait procédé à la relance d'un certain nombre d'industries situées tant aux alentours de Pointe-à-Pitre que dans la Basse-Terre.

### La rentrée scolaire est maintenue au 15 septembre

La rentrée scolaire en Guadeloupe est en principe maintenue au mercredi 15 septembre, date prévue à l'origine, vient d'annoncer le ministre de l'Education. Les personnes affectées dans l'île doivent prendre leur service dès ce jour-là. Pour que la rentrée puisse se faire, deux problèmes doivent être résolus : un certain nombre d'écoles sont utilisées pour abriter les habitants évacués de Basse-Terre par suite des risques d'éruption de la Soufrière ; des places supplémentaires doivent être trouvées pour les enfants évacués.

### LA LIBYE NE ROMPRA PAS SES RELATIONS AVEC L'EGYPTE

annonce le colonel Kadhafi

Tripoli (Reuters, A.P.). — La Libye ne rompra pas ses relations avec l'Egypte, a annoncé, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, le colonel Kadhafi, au cours d'un meeting populaire organisé à Tripoli à l'occasion du septième anniversaire du coup d'Etat militaire qui a renversé le monarque libyen. Le colonel Kadhafi a déclaré, au mois de juillet, que la Libye pourrait rompre avec l'Egypte. Le 1<sup>er</sup> septembre, il a précisé que cette décision n'appartenait pas à lui-même mais au peuple. « Si cette décision avait dépendu de moi, je n'aurais pas hésité à rompre les relations avec le gouvernement égyptien pour sa campagne maladroite et ses complots contre la Libye », a déclaré le colonel Kadhafi. « Cependant, cette décision n'appartient pas à moi-même mais au peuple. Si cette décision avait dépendu de moi, je n'aurais pas hésité à rompre les relations avec le gouvernement égyptien pour sa campagne maladroite et ses complots contre la Libye ».

Le colonel Kadhafi a proposé de régler le différend entre la Libye et l'Egypte à la faveur d'un entretien en tête à tête avec le président Sadate.

### Au Koweït

### LE PRINCIPAL JOURNAL DE L'OPPOSITION EST INTERDIT DE PUBLICATION POUR TROIS MOIS

Le ministre koweïtien de l'Information, le cheikh Jaber Al Ali, a ordonné mercredi 1<sup>er</sup> septembre la suspension pour trois mois de l'hebdomadaire « Al Talia », qui avait critiqué la décision de l'émir régnant, le cheikh Sabah, de dissoudre le Parlement.

« Al Talia » (« l'Avant-Garde ») est animé par un groupe d'intellectuels qui ne cachent pas leurs convictions de gauche. Il a donné son nom au groupe parlementaire du Koweït. Le ministre de l'Information, le cheikh Jaber Al Ali, a ordonné mercredi 1<sup>er</sup> septembre la suspension pour trois mois de l'hebdomadaire « Al Talia », qui avait critiqué la décision de l'émir régnant, le cheikh Sabah, de dissoudre le Parlement.

« Al Talia » (« l'Avant-Garde ») est animé par un groupe d'intellectuels qui ne cachent pas leurs convictions de gauche. Il a donné son nom au groupe parlementaire du Koweït. Le ministre de l'Information, le cheikh Jaber Al Ali, a ordonné mercredi 1<sup>er</sup> septembre la suspension pour trois mois de l'hebdomadaire « Al Talia », qui avait critiqué la décision de l'émir régnant, le cheikh Sabah, de dissoudre le Parlement.

### MEDECINE PHARMACIE

Recyclage Scientifique  
Octobre - Juin  
Encadrement annuel  
parallèle à la Fac.  
P.C.E.M. et Pharmacie  
Année « O »  
Cours par Prof. de Fac.  
Groupes de 15 élèves par CHU

IPEC 45 Bd St Michel  
833.81.23 033.45.87

## Sur les marchés des changes

### STABILITE DU FRANC

Le cours du franc est demeuré stable jeudi matin sur les marchés des changes après la légère baisse enregistrée mercredi. Le dollar valait 4,83 F, tandis que le deutschemark s'appréciait légèrement à Paris : 1,828 F contre 1,83 F, ce qui traduit sa remontée par rapport au dollar.

### Fortie baisse du peso mexicain

Le cours du peso mexicain a subi une très forte chute sur le marché de New-York après l'annonce de sa mise en flottement. Alors que pendant vingt-trois ans le taux d'échange était resté inchangé à 16,66 pesos pour 1 dollar, le cours est immédiatement descendu à 15 pesos pour 1 dollar, soit une dévaluation de plus de 10 %. Le cours de 15 pesos a même été enregistré, soit une dépréciation de plus de 30 %. Cependant, les cambistes estiment qu'il faudra plusieurs jours et même plusieurs semaines pour permettre à la nouvelle monnaie de trouver un nouveau point d'équilibre. Le président Schervier a affirmé que le flottement ne serait que temporaire, une nouvelle parité officielle avec le dollar devant être rétablie dans un délai qui n'a pas été fixé.

### En Afrique du Sud

### LA POLICE REPRIME UNE MANIFESTATION D'ECOLIER METIS AU CAP

Cinq blessés par balles

La police a ouvert le feu, mercredi 1<sup>er</sup> septembre, contre une manifestation de jeunes métis qui manifestaient à Athlone, faubourg du Cap. Cinq d'entre eux ont été blessés par balles. Les manifestants, dont la plupart portaient leur uniforme d'écolier, ont brisé des vitrines et endommagé des véhicules. Les forces de l'ordre ont également fait usage de grenades lacrymogènes contre des groupes d'étudiants noirs à Graaf-Reinet. A Johannesburg, M. Joe Thibole, président du Syndicat des journaux noirs, a été arrêté mercredi dans les locaux de son journal en vertu de la loi sur la sécurité intérieure, qui permet aux autorités d'appréhender les personnes soupçonnées de trahison au régime, sans inculpation ni jugement.

D'autre part, M. John Vorster, premier ministre, a déclaré, à l'occasion du principe d'une rencontre avec les représentants des Bantoustans (foyers nationaux). Cette entrevue aurait lieu le mois prochain. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

### LES ETATS-UNIS ESPERENT DEBLOQUER LA CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Nations unies (A.F.P., Reuters).

M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat américain, a déclaré, le 1<sup>er</sup> septembre, que les Etats-Unis sont disposés à contribuer au financement de l'Entreprise, bras industriel de l'Autorité internationale qui pourrait confier, au profit des pays en voie de développement, l'exploitation des grands fonds océaniques. Toutefois, M. Kissinger a précisé que les Etats-Unis ne renonceraient pas pour autant au principe selon lequel les sociétés privées doivent elles aussi avoir accès aux richesses des fonds marins. Grâce à cette aide financière, l'Entreprise et les compagnies privées pourraient commencer en même temps l'exploitation des nodules polymétalliques — qui pour le moment constituent l'essentiel des ressources connues des grands fonds marins — « mais pas avant dix ans », a précisé M. Kissinger.

Le secrétaire d'Etat estime qu'il est encore possible de débloquent la conférence des Nations unies sur le droit de la mer d'ici au 17 septembre, jour où doit prendre fin la présente session, dont les travaux ont débuté le 2 août dernier.

### LE COUREUR AUTOMOBILE CARLOS REUTMANN EST ENGAGE PAR FERRARI

Modène (A.F.P.). — Le pilote argentin Carlos Reutmann disputera les prochains grands prix de cette saison sur Ferrari, a annoncé, le 1<sup>er</sup> septembre, la firme italienne, qui précise que la formation de l'équipe, pour 1977, sera définie après le Grand prix du Japon. Dans son communiqué, Ferrari explique : « Le pilote Carlos Reutmann a assuré sa collaboration à Ferrari pour les prochains grands prix, à commencer par Monaco, en attendant du retour de Niki Lauda ».

Le Sochalien Jacky Baxberger a battu le record de France du 1000 m en 7 min. 43 sec. 8, le 29 septembre à Cologne. L'ancien record était détenu par Michel Jazy, en 7 min. 46 sec. depuis 1965.

## LA GREVE A LA S.N.C.F.

### Trafic réduit de moitié le 3 septembre sur les réseaux de la banlieue parisienne

La grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. de la S.N.C.F. a été déclenchée plus tôt que prévu à Paris-Austerlitz : dès ce jeudi matin 2 septembre — le mouvement ne devait débuter qu'à 10 heures — le trafic sur le réseau banlieue a été en effet réduit environ de moitié. Sur d'autres lignes, les arrêts de travail commencent à partir de 17 heures, ce jeudi, et les perturbations devraient être encore plus fortes dans la journée de vendredi.

L'action des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. a été entreprise, rappelés-les, pour protester contre la création d'un nouvel échelon hiérarchique (T 5). Selon les deux centrales ouvrières, un peu plus de 10 % seulement des agents de conduite bénéficieraient de cet avancement. La C.G.T. et la C.F.D.T. demandent en outre que les crédits dévolus pour l'instauration de ce nouveau grade soient répartis sur l'ensemble des échelons existants. Les délégués syndicaux des deux centrales ont l'intention, durant ces journées de grève, d'expliquer, dans les gares, aux usagers, le sens de leur mouvement.

Pour sa part, la direction générale de la S.N.C.F. qui s'attendait que le trafic banlieue soit réduit de moitié le vendredi 3 septembre, fait état des précisions suivantes pour ce jeudi :

**BANLIEUE**

- PARIS-EST, PARIS-NORD, PARIS-SAINT-LAZARE, PARIS-MONTPARNASSE : service normal.
- PARIS-AUSTERLITZ : environ un train sur deux.
- PARIS-LYON : environ un train sur deux à partir de 17 heures.

### GRANDES LIGNES

- PARIS-EST, PARIS-NORD, PARIS-SAINT-LAZARE, PARIS-MONTPARNASSE : service normal.
- PARIS-AUSTERLITZ : deux trains sont supprimés : à destination de Port-Bou (à 30 heures) et Barcelone (à 21 heures).
- PARIS-LYON : seuls circuleront les trains dont la liste suit : 17 heures : Marseille (correspondance vers Grenoble et Montpellier) ; 17 h. 12 : Clermont-Ferrand ; 17 h. 25 : Marseille (le Rhodanien) ; 18 h. 53 : Clermont-Ferrand ; 20 h. 03 : Belgrade (Simplon-Express, correspondance vers Bessèze) ; 20 h. 39 : Rome-Express ; 20 h. 45 : Vindimille ; 21 h. 46 : Vindimille ; 21 h. 53 : Marseille ; 22 heures : Béziers ; 23 h. 05 : Genève (correspondance vers Saint-Gervais, Bourg-Saint-Maurice, Modane et Evian) ; 23 h. 17 : Clermont-Ferrand ; 23 h. 25 : de Paris-Nord pour Marseille « Flandre Riviera » ; 23 h. 43 : Grenoble-Saint-Etienne ; 23 h. 48 : St-Gervais et Modane ; 23 h. 53 : Berne ; 23 h. 56 : Milan-Athènes « Direct-Orient ».

## NOUVELLES BRÈVES

- Une forte explosion s'est produite dans la matinée du jeudi 3 septembre, devant l'entrée d'une librairie de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) appartenant à l'association culturelle et nationaliste basque Zabala. Le magasin et l'appartement situé au-dessus de celui-ci ont été gravement endommagés, ainsi que deux voitures en stationnement. Les vitrines d'une vingtaine de magasins voisins ont été détruites ; l'attentat n'a pas été revendiqué.
- Locaux étudiants saccagés à Lille. — Les dirigeants de l'Association des étudiants lillois (affiliée à l'UNEF ex-Renouveau) ont trouvé, en rentrant de vacances, leur siège saccagé ; le matériel et notamment les machines à polycopter, est inutilisable ; documents et archives jonchaient le sol. La présidente de l'association s'est refusée à « perdre son temps en suppositions sur les auteurs de ce vandalisme et a souligné la coïncidence avec une attaque générale contre les libertés syndicales à l'Université ». — (Corresp.)

## georges rech

Bientôt une boutique pour hommes...

Georges Rech homme  
74, rue de Seine - Paris 6<sup>e</sup>

ouverture 1<sup>er</sup> Septembre

## ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

Préparation sur trois ans, simultanée ou non, aux diplômes d'Etat suivants :

- Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (Cours du jour ou du soir)
- B.T.S.D. (Brevet de Technicien Supérieur de Distribution)
- D.E.U.G. de Sciences économiques et 1<sup>re</sup> année de la Maîtrise de gestion (pour bacheliers uniquement)

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS  
252.27.27. Documentation gratuite sur demande

Jep 14 de 150